

Bernard SCHMITT

(Université de Fribourg)

Cours de théorie monétaire

polycopié du semestre d'été 1996

REVENU, CAPITAL, CHOMAGE

Cours du 19 mars 1996

Nous avons acquis une bonne connaissance de la monnaie ; à présent nous pouvons étudier les autres catégories macroéconomiques essentielles que sont le revenu et le capital. En conclusion nous comprendrons que le capitalisme permet la formation d'un écart croissant entre la demande globale et l'offre globale, toutes deux exprimées en termes réels ; cet écart n'est rien d'autre que la cause du vrai chômage ou « chômage involontaire ».

Introduction historique

La pensée contemporaine est d'autant plus profonde que ses racines remontent aux grandes conceptions des « pères » de notre science. La technique et les mathématiques évoluent et progressent rapidement ; à leur sujet il est souvent inutile de faire remonter les études même de quelques années. Mais l'évolution de la pensée est fort lente et d'une difficulté telle qu'il est nécessaire d'étudier les enseignements des « grands économistes » (comme les « Ten Great Economists » retenus par J.A. Schumpeter).

Nous n'avons pas le temps de parcourir l'histoire de l'analyse économique. Mais il est bon sans doute d'étudier les grandes lignes de la théorie d'au moins un grand auteur du siècle dernier en ce qui concerne le revenu et le capital. C'est le profit qui est la « grandeur » essentielle à cet égard puisque le profit est à la fois un revenu et un capital ; il est même le capital par excellence.

Dans toute l'histoire de notre science, c'est Karl Marx qui a élaboré (surtout au British Museum) la théorie la plus profonde et la plus originale du profit. Nous constaterons que le profit est effectivement l'« âme » du capitalisme et que c'est une « malformation » du profit qui explique le chômage.

En quelques pages nous étudierons la théorie du profit et donc du capital de Marx. Nous lirons cet auteur avec des « lunettes modernes » et nous montrerons ainsi que le grand problème auquel il s'est heurté, et qu'il n'a pu résoudre, à savoir la transformation de la plus-value en profit monétaire, trouve une solution dès lors que la théorie de la monnaie bancaire a trouvé ses vrais fondements.

1. Travail et force de travail

1. Le chapitre premier de *Misère de la philosophie* (réponse à la philosophie de la misère de Proudhon) est intitulé « Une découverte scientifique » ; on y lit au §2 ceci : « L'utilité une fois admise, le travail est la source de la valeur. La mesure du travail, c'est le temps. La valeur relative des produits est déterminée par le temps du travail qu'il a fallu employer pour les produire. Le prix est l'expression monétaire de la valeur relative d'un produit. La valeur *constituée* d'un produit est tout simplement la valeur qui se constitue par le temps de travail y fixé (Edition Gallimard, bibliothèque de La Pléiade, I, 20). »

2. Puisque le travail est la source de la valeur, c'est qu'il n'est pas lui-même un objet de valeur. Si le travail, qui « constitue » la valeur, se constituait lui-même, aucune valeur ne serait plus constituée car la valeur ne procéderait plus que d'un cercle vicieux.

3. Il n'empêche que les travailleurs ne produisent pas pour eux-mêmes ; le régime de production des économies même en voie de développement (vocabulaire d'aujourd'hui) est celui du salariat. Les travailleurs vendent donc leur activité productrice aux entreprises, ou au « Capital ».

4. Qui dit vente dit cession d'une valeur. Si la vente du travail n'était pas la vente d'une valeur, la vente du produit du travail ne le serait pas davantage. La conclusion suivante du « raisonnement dialectique » est donc inévitable : le travail, source de toute valeur, au moins de toute « valeur d'échange », appartient lui-même à la catégorie de la valeur. Notons que la dialectique est déjà une forme de logique qui exclut le tiers-exclu ; en ce sens elle est encore tout à fait digne d'intérêt.

5. Ainsi, « le travail, étant lui-même marchandise, se mesure comme tel [telle] par le temps de travail qu'il faut pour produire le travail-marchandise. » Et que faut-il pour produire le travail-marchandise ? Tout juste ce qu'il faut de temps de travail pour produire les objets indispensables à l'entretien incessant du travail, c'est-à-dire à faire vivre le travailleur et à le mettre en état de propager sa race. Le prix naturel du travail n'est autre chose que le minimum de salaire.

6. Dans son oeuvre maîtresse, *Le Capital*, Marx résout, semble-t-il d'abord, cette contradiction, le travail étant et n'étant pas une marchandise. « Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme [...] eût l'heureuse chance de découvrir *au milieu de la circulation*, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait *réaliser du travail* et, par conséquent, créer de la valeur (I, 715). »

7. Miracle : « notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique (§6), elle s'appelle *puissance de travail* ou *force de travail* » (ibid.).

8. La critique logique de cette distinction du travail et de sa force nous conduirait trop loin. Admettons pour le moment que cette distinction est valide. Elle conduit aussitôt à une conception claire du profit.

9. Marx voit profond car il écarte l'idée selon laquelle le profit se forme par différence entre prix et valeur. Si le prix des marchandises pouvait être systématiquement supérieur à leur valeur, la définition du profit serait facile car il serait égal à P (prix) - V (valeur). En réalité, enseigne Marx, la marchandise-travail, ou la force de travail, est vendue (par les travailleurs) à un prix exactement égal à la valeur de cette marchandise. Le profit est donc égal à la différence entre deux équivalences, loin d'être le résultat d'un « échange in-

égal », contradiction dans les termes. La première de ces équivalences, ou équivalence forte, est l'égalité nécessaire du prix des marchandises produites et de leur valeur ; la deuxième équivalence pertinente, ou équivalence faible, est l'égalité nécessaire du prix et de la valeur de la force de travail. Ainsi, partout sur les marchés on constate des échanges dont les termes sont strictement équivalents, et malgré cela, les profits et leur somme sont positifs.

Expliquons brièvement la raison pour laquelle il serait illogique (Marx a parfaitement raison sur ce point essentiel) de définir les profits comme la différence entre le prix et la valeur des marchandises.

2. Une erreur fondamentale : le profit comme différence entre prix et valeur

1. « Admettons maintenant que, par on ne sait quel privilège mystérieux, il soit donné au vendeur de vendre sa marchandise au-dessus de sa valeur, 110 par exemple quand elle ne vaut que 100, c'est-à-dire avec un enchérissement de 10%. Le vendeur encaisse donc une plus-value de 10. Mais après avoir été vendeur il devient acheteur. Un troisième échangiste se présente à lui comme vendeur et jouit à son tour du privilège de vendre la marchandise 10% trop cher. Notre homme a donc gagné 10 d'un côté pour perdre 10 de l'autre (p. 707). »

2. « La formation d'une plus-value, et conséquemment la transformation de l'argent en capital, ne peuvent donc provenir, ni de ce que les vendeurs vendent les marchandises au-dessus de ce qu'elles valent, ni de ce que les acheteurs les achètent au-dessous (p. 708). »

3. Il est vrai que l'argumentation ainsi présentée par Marx n'est pas convaincante. Elle ne serait concluante que si tout agent était à la fois acheteur et vendeur de marchandises qui changeraient indéfiniment de mains. Or le processus de production, dont l'auteur parle sans cesse, impose une autre réalité : les marchandises sont produites puis sont l'objet d'une seule vente finale. Il est parfaitement concevable que les marchandises soient vendues au-dessus de leurs coûts de production ou à un prix supérieur à leur valeur.

4. Dans ce domaine comme dans bien d'autres - notamment pour ce qui est de la réalisation de la plus-value, dont nous reparlerons - Marx avance des propositions qui ne sont pas vraies au niveau de l'analyse de son temps (auquel il appartient malgré tout) mais qui deviennent vraies dans l'analyse moderne. K

5. La théorie monétaire développée au premier semestre impose l'équivalence suivante : une marchandise (pour reprendre le vocable marxien) produite ne peut être « chassée » ou évacuée de la forme numérique de la monnaie qu'elle revêt que par une dépense strictement égale à son coût de production : telle est la formulation moderne de l'égalité nécessaire des prix et des valeurs. Un bien dont le coût de production est de 100 est le contenu réel du nombre 100 (appelé franc par exemple) ; ainsi seule la somme précise de 100 (francs) a-t-elle le pouvoir d'acheter ce bien, c'est-à-dire de l'extraire de sa forme numérique. K

6. Comme je l'ai dit au cours, l'économie d'entreprise enseigne à bon droit la différence positive entre les prix et les valeurs comme une réalité et un objectif. Mais cette différence est rigoureusement nulle en macroéconomie. C'est que toute dépense de pouvoir d'achat est le reflux qui correspond à un flux dans l'égalité stricte d'une opération à deux branches, flux-reflux. L'introduction et le retrait d'un produit de la forme numérique de la monnaie sont deux opérations équivalentes au signe près ; il serait donc illogique de définir le profit comme la différence entre prix et valeur.

3. En première approximation on peut dire que le profit, au sens même de Marx, se forme dans les achats effectués par les ménages pour le compte des entreprises

1. Comme un peu plus tard la théorie de Léon Walras, la théorie de Marx est une « mécanique ». Contrairement à ce que l'on pense généralement, Marx enseigne que c'est le matérialisme historique, véritable fatalité qui pèse sur les sociétés - et non l'oppression d'une classe sociale envers une autre - qui explique l'exploitation de l'homme par l'homme.

2. Pour Marx la plus-value est entièrement « vicieuse » mais elle est un vice objectif. Les entrepreneurs n'ont aucune autre fonction que celle d'extraire la plus-value de cette marchandise particulière qu'est la force de travail. Ce faisant les entrepreneurs exercent le métier qui leur est assigné par le matérialisme historique. La plus-value doit donc être abolie et ne peut l'être que par une révolution intellectuelle, constituée par la critique de l'économie politique, oeuvre de Marx et de lui seul.

3. Cette conception de la plus-value ou du profit est entièrement erronée. Seul le profit permet le développement de l'économie et donc le bien-être des populations. C'est le profit et son investissement qui permettent de briser cette prétendue « loi » selon laquelle le salaire réel doit rester dans la suite des temps au niveau de la reproduction pure et simple, en termes énergétiques, de la force de travail.

4. Je pense que Maximilien Rubel, à qui nous devons les notes et variantes (immense travail) des oeuvres de Marx dans l'édition Gallimard, a raison : il faut sauver la pensée marxienne des griffes des marxistes. Tout ce fatras sur la force de travail distincte du travail, du profit comme catégorie immonde de l'exploitation, du salaire de subsistance, des paupérisations relative et absolue, de la révolution du prolétariat, doit être définitivement abandonné. Il reste alors l'essentiel, à savoir une esquisse de l'analyse moderne de la monnaie, du revenu et du capital.

5. L'analyse du profit chez Marx est sans doute l'exemple le plus important de la modernité de la pensée de cet auteur, pourvu qu'elle soit « décantée ». Selon l'apparence des choses, le profit d'une nation est positif parce que le produit de son économie est vendu à un prix supérieur à sa valeur. Or cette apparence n'est pas trompeuse ; elle est seulement superficielle. Reprenons l'exemple proposé par Marx : une marchandise est vendue 110 alors que sa valeur est 100. Cela signifie que cette marchandise est effectivement vendue

à ce prix (alors que sa valeur n'est que de 100) mais que, plus profondément, l'opération signifie que l'acheteur achète à raison de 100/110 de sa dépense la marchandise pour lui-même et qu'il l'achète à raison de 10/110 de sa dépense pour le compte ou au bénéfice du vendeur.

6. Soit un autre exemple chiffré de l'analyse du §5. Une marchandise a la valeur de 10. Nous savons d'après le cours du premier semestre ce que cela signifie : le travail (de l'homme) a introduit, par sa rémunération, cette marchandise dans la forme numérique de 10 unités de monnaie. Marx dit cela autrement : le temps de travail contenu dans cette marchandise est mesuré par 10. Il est facile aujourd'hui de critiquer cette conception selon laquelle le temps de travail est déposé dans la marchandise. Il est toujours facile de se moquer de la naïveté d'une pensée révolue. Comment aurait-il pu connaître la nature purement numérique de la monnaie bancaire ? Il reste que Marx a raison : la valeur est le produit du seul travail. Nous ajoutons aujourd'hui que la valeur du produit est sa forme monétaire. Du temps de Marx - et souvent encore aujourd'hui - la monnaie était conçue comme une marchandise précieuse, or ou argent et non comme un nombre pur, ce qu'elle est en effet. Mais poursuivons le nouvel exemple et supposons que le prix de vente de notre marchandise dont la valeur est 10 soit de 20. Pour nous comme pour Marx, concernant cette marchandise le revenu disponible dans la société n'est que de 10. Il est donc impossible que les acheteurs paient 20 pour l'acquisition de ce bien. Il reste que son prix peut être de 20. S'il l'est, la dépense de 10 effectuée par l'acheteur lui apporte la moitié de ce bien alors que l'autre moitié revient au vendeur : on voit ainsi que le profit se forme dans l'égalité du prix et de la valeur car le profit est positif dans la mesure où l'acheteur effectue une dépense pour le compte du vendeur.

7. Le raisonnement que nous venons de suivre comporte une supposition essentielle : c'est qu'un même achat puisse avoir deux significations distinctes selon qu'il est analysé comme une relation subjective ou une relation objective.

relation subjective :

prix = valeur = 10

relation objective :

prix = 20 pour une marchandise dont la valeur est de 10

Nous retrouverons cette distinction ; mais disons dès maintenant que si la monnaie était elle-même une marchandise, tout achat serait un échange entre équivalents ; les prix ne pourraient donc pas être supérieurs aux valeurs.

8. Comme Marx ne connaît que la monnaie matérielle, ou la monnaie-marchandise, sa théorie du profit est contradictoire. Elle l'est précisément en ce qui concerne la réalisation de la plus-value.

4. Le problème insoluble, en analyse marxienne, de la réalisation de la plus-value

1. Les deux grands problèmes posés (ou repris) par Marx que l'on discute encore de nos jours sont la réalisation et la transformation. Le problème de la transformation est traité par Piero Sraffa ; or il s'agit d'une question moins fondamentale - et plus difficile - que le problème de la réalisation (que nous rencontrerons encore).

2. Soit la définition claire du problème de la réalisation de la plus-value. Le circuit de la monnaie dans le processus de production capitaliste est $A - M - A'$, où A est l'argent lancé dans le processus par les capitalistes (entreprises) et où A' est l'argent retiré de la vente finale du produit. La plus-value est positive si $A' > A$. De là la question : « comment le capital s'y prend [-il] pour retirer sans cesse de la circulation plus d'argent qu'il n'y en a jeté. Soulignons-le : il ne s'agit pas ici de la *création* de la plus-value. Cette création - qui est tout le mystère - est chose évidente du point de vue capitaliste. La somme de valeurs employée ne serait pas du capital si elle ne s'enrichissait pas d'une plus-value. Donc, puisqu'elle est, par hypothèse, du capital, la plus-value va de soi (Le Capital, II, deuxième section in *op. cit.* II, p. 706. » Selon ces citations, la différence positive entre A' et A n'appelle aucune explication ; elle « va de soi ». En réalité, cette différence est le fond de la théorie de Marx. La production capitaliste apporte systématiquement une plus-value au capital. Mais là n'est pas le problème qui nous intéresse présentement. Même si l'on admet que la plus-value est effectivement positive, il s'agit d'expliquer comment il est possible que l'argent retiré du procès de production soit en toute période d'un montant supérieur à l'argent injecté dans ce procès.

3. « La question n'est donc pas : D'où vient la plus-value ? Mais : D'où vient l'argent nécessaire pour la réaliser ? » Citons *in extenso* la note de Maximilien Rubel à ce sujet. « Cette question sera répétée plusieurs fois au ms. VIII, dans le même contexte de la reproduction de la matière monétaire [c'est bien la conception de la monnaie *matérielle* qui rend impossible la réalisation de la plus-value], et c'est sur ce problème, resté sans solution théorique définitive, que s'achèvera le dernier manuscrit du livre II. La seule tentative sérieuse de combler cette lacune est devenue célèbre par les débats et les controverses qu'elle a provoqués au sein de toute une génération de théoriciens marxistes ; c'est celle de Rosa Luxemburg qui, deux ans avant la première conflagration mondiale, construisait à partir des schémas marxistes de la reproduction du capital sa théorie de l'impérialisme. Son ouvrage, *Die Akkumulation des Kapitals* (1913) reste, malgré certaines insuffisances théoriques, un des meilleurs exemples d'un « marxisme » non dogmatique et créateur, ouvert aux problèmes d'un monde en convulsions. Rosa Luxemburg fut la première adepte à suivre à la lettre l'exigence du maître : penser par elle-même. Elle fut aussi la première à se rendre compte que le Livre II laissé par Marx n'était qu'un brouillon inachevé (*op. cit.*, p. 1717). »

4. Soit une formulation moderne du problème de la réalisation. L'économie nationale comprend deux ensembles distincts, à savoir l'ensemble des entreprises, EN, et l'ensemble des ménages, ME. D'après la théorie de Marx, mais aussi la théorie de Keynes, acceptée sur ce point par tous les économistes, le

revenu des ménages a sa source unique dans le paiement par les entreprises des coûts de production. Ainsi l'ensemble EN doit-il dépenser la somme de monnaie A afin que les ménages disposent de cette somme en revenus, salariaux et non salariaux (car même les dividendes et les intérêts sont formés par des dépenses d'entreprises). Il est impossible que les ménages trouvent des revenus supplémentaires, qui s'ajouteraient à A. Dans ces conditions, même s'il est vrai ou si l'on admet que les ménages dépensent la totalité de leurs revenus, la somme de leurs dépenses se monte à A et non à A'. La différence - qui devrait pourtant être positive - entre A' et A est donc non seulement inexplicable mais la logique ne permet pas son existence.

5. On s'est demandé (voir *op. cit.*, p. 1728) si la méthode employée par Marx n'était pas trop abstraite. La réalisation serait un problème parce que les « catégories sociales » sont réduites au nombre de 2 alors qu'elles sont en fait multiples (rentiers, usuriers, et d'autres classes « intermédiaires » en plus des entreprises et des ménages au sens restreint). Il suffirait de tenir compte des achats de ces « classes » pour porter les achats finals de A à A'. « Voilà [dit Rubel] une réponse plus explicite à la question tant de fois posée quant à l'origine de la monnaie nécessaire à la réalisation de la plus-value. » Il est clair pourtant que cette « réponse » est manquée car il reste à expliquer la source du revenu des classes intermédiaires : comme pour les ménages en général cette source se trouve dans le « capitalisme industriel », qui injecte en tout la somme d'argent A dans le procès de production. Aucune fraction de la différence entre A' et A n'est ainsi expliquée. Il n'est nullement vrai de dire à cet égard que l'analyse est trop abstraite ; toute tentative de la rendre plus concrète déplace le problème sans aucunement le résoudre.

6. Notons en passant que certains théoriciens contemporains prétendent expliquer la réalisation en ayant recours à des dépenses inter-industrielles. C'est une confusion fautive entre les dépenses finales (comme A et A') et les dépenses intermédiaires (comme les achats par une entreprises de produits « à finir »). C'est une erreur de logique de prétendre que l'ensemble des entreprises peut se verser un profit positif à lui-même. Toute dépense d'une entreprise auprès d'une autre est à somme nulle pour l'ensemble des entreprises. Marx avait compris que tout revenu des ménages provient des entreprises (ou du capital) et que tout revenu du capital provient des ménages (comme les salaires, v, la plus-value pl provient du travail). Le problème de la réalisation est donc entier.

5. Vers la solution du problème de la réalisation

1. Marx dit que le travail ne produit pas deux fois, une fois pour lui-même et une fois pour le capital. Toujours selon Marx le travail produit en une journée en partie pour lui-même et en partie pour le capital ; le plus souvent Marx juge que c'est moitié moitié.

2. Selon une interprétation nouvelle de la théorie de Marx, qui tient compte de la nature de la monnaie bancaire, le profit et sa réalisation s'expliquent - sans aucune contradiction cette fois - par le fait qu'un même salaire est payé deux fois aux ménages, qui travaillent donc deux fois pour un certain nombre donné d'heures.

3. Nous étudierons « en détail » cette théorie du profit. Contentons-nous ici de l'esquisser. Les ménages dérivent un revenu de 100 pour le travail d'une journée J ; supposons qu'ils dépensent 100 pour acheter la moitié de leur propre produit de J. Une plus-value ou un profit de 50 est ainsi réalisé. Mais on pose ainsi une différence positive entre prix et valeur ; en effet, un produit d'une valeur de 50 est cédé contre 100 (unités de monnaie). Serions-nous revenus à la théorie « vulgaire » du profit ? Nullement car nous allons constater que cette différence entre prix et valeur va entièrement disparaître dans l'explication *complète* du profit et de sa réalisation.

4. La production de J injecte 100 unités de monnaie dans l'ensemble des ménages. La moitié de cette somme, $A/2$, est la valeur de la moitié du produit de J, cédé au prix de 100 um. On trouve ainsi, pour la moitié du produit, une différence entre la somme de monnaie qui revient aux entreprises, 100, et la somme de monnaie injectée par elles, 50. Le « mystère » de la différence positive entre A' et A est ainsi résolu ; mais il l'est pour la moitié seulement du produit.

5. L'explication logique se poursuit ainsi : les entreprises ne conservent pas dans leur avoir le profit monétaire de 50 qu'elles viennent d'obtenir ; la fonction des entreprises est de faire « fructifier » le capital. Il en résulte que le profit, nouveau capital, est employé comme le capital précédent afin de produire un autre profit. Autrement dit, les entreprises dépensent ce profit de 50 um : pour cela elles donnent du travail dans une autre journée, J' .

6. Il serait erroné d'en déduire que les entreprises accroissent ainsi l'emploi qu'elles donnent. La dépense du profit a une autre signification : elle permet aux entreprises de faire produire par les travailleurs des biens d'investissement ou « biens-profit ».

7. Si l'on fait abstraction de l'«accumulation primitive» (concept mal élucidé de Marx), tout capital est d'abord une somme de monnaie, « captée » par les entreprises. Le capital réel résulte de la conversion du capital monétaire. Les salaires monétaires sont pareillement « premiers », les salaires réels en étant dérivés. C'est la dépense des profits monétaires qui apporte aux entreprises leur capital réel.

8. Marx avait résolu un problème repris par Keynes dans son *Treatise on Money* (1930) : les profits qui seraient directement réels et qui ne respecteraient donc pas la méthode de la conversion des profits monétaires en profits réels, sont définis contradictoirement (nous y reviendrons). La seule façon que la logique permette de produire des biens de production est donc par la voie des profits monétaires : la dépense de ces profits est la voie unique donnant accès au capital réel.

9. Une question se pose à présent : quelle est la nature exacte des dépenses qui convertissent le profit monétaire en un profit réel, biens d'investissement ? Il est juste de dire que Marx connaissait la réponse à cette question : toute production, en particulier la production de biens-profit, est un processus ou un « procès » du type $A - M - A'$. C'est donc en « investissant le

profit » dans la production que le capital monétaire se transforme en un capital réel équivalent. Les entreprises accroissent leur capital réel en employant des travailleurs à cette fin.

10. *Il est temps de montrer ici la contradiction qui traverse la pensée de Marx. D'après Le Capital, tout produit comporte une part de salaires et une part de plus-value, $v + pl$. Si c'était vrai, le profit ne pourrait pas être réalisé. Toute théorie qui professe la réalisation du profit et, en même temps, la division du produit en v et pl , enferme donc une grave contradiction.*

11. Aucun profit ne se forme dans la période J. Le produit de J est donc entièrement constitué de « capital variable », v , entendez de salaires. Changeons d'exemple chiffré afin de nous habituer au raisonnement correct. En J les salaires sont de 150 um. La valeur du produit de J est de 150 um puisque la plus-value est alors nulle. Puis les ménages dépensent leurs salaires en totalité pour l'achat des deux tiers du produit. Les entreprises trouvent ainsi un profit de 50 um.

12. Ne venons-nous pas de nous contredire ? Nous avons dit d'abord que le produit de J est constitué de v seulement, la plus-value (pl) étant nulle. Nous avons ajouté - *contradictio in adjecto* selon Marx ? - qu'un profit de 50 um se forme en J. En réalité il ne s'agit pas d'une contradiction car la plus-value est nulle dans le produit de J et le profit est positif dans les ventes par les entreprises du produit de J.

13. Marx n'a pas réussi l'analyse dialectique de la relation des grandeurs réelles et des grandeurs monétaires. Dans *Le Capital*, notamment, le profit réel et le profit monétaire, ou les deux formes de la plus-value, sont des grandeurs synchrones. Cette conception est la source de l'impossibilité formelle de la réalisation. En vérité, le profit monétaire précède le profit réel. Ainsi, ce n'est que dans la période J+, postérieure à J, que le profit monétaire de 50 um formé en J peut être transformé en un profit réel.

14. Supposons que les entreprises investissent en J+ le profit formé en J. Elles transforment donc un profit de 50 um en une somme équivalente de salaires : les ménages obtiennent ainsi, dans leurs salaires de J+, à hauteur de 50 um, les salaires qu'ils avaient déjà obtenus pour leur travail en J : ils travaillent donc deux fois pour un même salaire ; c'est l'explication logique de la formation d'un profit réel par le truchement d'un profit monétaire.

15. Nous développerons la théorie du profit car il est à l'origine de tous les bienfaits mais aussi de tous les dysfonctionnements de l'économie capitaliste.

16. Nous commencerons le cours du 26 mars en étudiant la relation travail-valeur selon les conceptions classique et moderne (étant entendu que nous appelons moderne la conception fondée sur l'analyse de la nature purement numérique de la monnaie). Nous montrerons que le redoutable problème de la réduction du travail complexe au travail simple ne peut trouver qu'une « solution » circulaire dans le système de pensée classique (dans lequel nous rangeons à dessein l'oeuvre de Marx). Ce problème est au contraire résolu en toute clarté aujourd'hui, grâce à la conception correcte de la monnaie. Nous

pourrons nous tourner ensuite vers l'analyse de la prétendue production ou productivité du capital; en conclusion nous trouverons que le travail est bien le seul facteur de production, toute valeur économique étant le résultat du travail de l'homme.

* * *

Nous avons introduit le cours du semestre d'été de cette année 1996 par une esquisse de la théorie du profit de Marx pour la raison que c'est effectivement le profit qui explique à la fois les bienfaits et les maux du capitalisme contemporain.

Le plan que nous suivrons est celui-ci:

I. La première tâche que nous devons entreprendre est d'expliquer comment il est concevable qu'un capital net, ou capital macroéconomique, se forme dans l'économie nationale. Afin de démontrer l'existence effective d'un capital net dans la macroéconomie nationale, nous fonderons l'analyse sur la nature macroéconomique du *revenu* national. Nous dégagerons alors la notion fondamentale de « capital-temps », proche des conceptions de John Hicks. En chaque période l'intégralité du revenu national se transforme nécessairement en un capital équivalent, capital-temps dont la nature est macroéconomique: le temps ainsi capitalisé est un revenu prêté auquel ne correspond aucun revenu emprunté. Le revenu national est d'abord prêté à l'ensemble des entreprises et, à travers elles, à la nouvelle production. Ce prêt est « de personne à objet » et non de « personne à personne »: c'est la raison pour laquelle il est net dans la macroéconomie mondiale. Puis nous émettrons une conjecture, que l'on peut vérifier: tout capital à somme positive d'une économie est du capital-temps, sous sa forme première ou transformé en un capital fixe.

II. Rappelons la connaissance fondamentale acquise au premier semestre: la production de l'homme est l'unique action qui associe les biens physiques à la monnaie, qui est leur pure forme numérique. Il en découle que l'unité de salaire est l'unité de mesure universelle en économie. Cette conclusion est tout à fait moderne et elle est fermement établie. On la trouve dans la *Théorie générale* de Keynes. On pensait jusque là que le salaire est l'une des catégories du revenu national, les intérêts, les dividendes, les rentes et les profits nets constituant d'autres catégories de revenu. Cette théorie de la « pluralité » des revenus pourrait être maintenue si la monnaie était capable de recevoir comme son contenu d'autres biens que les biens-salaires. Il est démontré aujourd'hui que cela ne saurait être le cas, tout revenu monétaire étant le dépôt de biens-salaires dans les banques et la monnaie d'un pays. L'une des grandes difficultés que nous aurons à résoudre est celle-là: comment les unités de revenu monétaire, qui ne sont que des biens-salaires, peuvent-elles mesurer les biens que l'économie nationale apporte précisément au-delà des biens-salaires?

III. Nous examinerons alors un problème important dont la solution est une première réforme, tout à fait souhaitable, du fonctionnement des banques. Déjà aujourd'hui, les banques transforment automatiquement les dépôts monétaires en dépôts financiers et cela à l'instant même de la formation des

dépôts monétaires. On peut dire que toutes les écritures bancaires sont financières. Les écritures monétaires n'apparaissent nulle part. On voit ainsi que la prétendue comptabilité des flux n'est en fait qu'une comptabilité des stocks saisis aux instants où se produisent les paiements.

IV. Nous entreprendrons ensuite l'étude centrale du cours du deuxième semestre (et sans doute de toute l'année), à savoir l'analyse du profit. C'est que le capital macroéconomique se réduit finalement au profit. Cependant il importe d'étudier d'abord le profit redistribué. Tout profit, même le profit redistribué, est un capital; mais, par définition, le profit redistribué en intérêts, dividendes, rentes, est « décapitalisé ». Nous constaterons que les revenus non salariaux des ménages ne sont pas des revenus « originels » mais des revenus dérivés. L'explication à laquelle nous aboutirons à cet égard est d'une grande simplicité: il se confirmera que toute production apporte des biens-salaires et que les biens non salariaux sont tous dérivés de biens-salaires. Nous ferons alors un pas important vers ce que nous cherchons en fin de compte, à savoir l'explication du chômage; le « sous-emploi » est dû à une différence positive entre l'offre globale et la demande correspondante; or nous verrons que les banques créent, en plus de la forme monétaire des biens-salaires, la forme monétaire ou les revenus nominaux des biens-intérêts, des biens-dividendes et des biens-rentes. Il est donc inconcevable que la demande globale soit réduite au niveau des biens-salaires; elle est au contraire portée au niveau de tous les biens disponibles, y compris les biens non salariaux.

V. C'est alors que se présentera l'analyse des « vrais » profits, non redistribués. Ce sujet appelle une réflexion profonde. Les étudiants ne trouveront ici la joie de la découverte que s'ils consentent à travailler. Nous irons d'abord à la racine de l'analyse historique de la conception du profit, qui se trouve dans la *Richesse des Nations* d'Adam Smith. La brève introduction que nous avons proposée portant sur la théorie du profit de Marx est historique en ce sens que l'enseignement marxien est aujourd'hui dépassé, le profit étant d'abord un phénomène *monétaire*, comme Smith l'avait clairement perçu. La théorie de Smith reste actuelle car son insuffisance se trouve entièrement du côté de la conception de la monnaie - et non dans la conception du profit lui-même. La théorie smithienne du « travail commandé » est correcte: c'est l'explication définitive de la formation des revenus et de la production des biens non salariaux. La difficulté - majeure, il serait vain de le nier - à laquelle Smith s'est heurté à cet égard est aujourd'hui levée, grâce à la théorie de la monnaie bancaire dont le cours du premier semestre a donné les grandes lignes. Nous montrerons que le profit - et donc le capital macroéconomique représenté par le profit - sont des catégories de la monnaie bancaire. Si les banques n'existaient pas, le capital macroéconomique serait pareillement inexistant. Nous parviendrons dans ce chapitre à la découverte essentielle - qui ouvre véritablement les yeux sur la nature du capital et du capitalisme - selon laquelle les biens-profits, forme finale des profits non redistribués, sont tous réductibles à des biens-salaires. Précisons sans attendre que cela ne signifie pas que les biens-profits soient des biens-salaires; ce serait absurde; en réalité les biens-profits sont la transformation de biens-salaires. Afin de comprendre parfaitement la nature de la transformation requise il sera utile de distinguer, dans le prolongement

de l'analyse du premier semestre, les dépenses telles qu'elle sont objectivement effectuées sur le marché des facteurs de production et les dépenses sur le marché des biens produits. Ces dépenses sont équivalentes entre elles en chaque période et pour toute la production et tout le produit de la nation. Les auteurs le savent. Mais ce qu'ils ignorent encore c'est le fait que l'équivalence des dépenses sur les deux premiers marchés (le troisième étant, rappelons-le, le marché financier) est algébrique et non arithmétique. Si l'on convient d'appeler positives les dépenses qui définissent la destruction d'un revenu ou sa conversion en biens réels, les dépenses sont positives sur le marché des produits et négatives sur le marché des facteurs de production. C'est la conjonction de dépenses négatives et de dépenses positives qu'elles contiennent qui est la seule explication logique de la production de biens-profits. Nous insisterons beaucoup sur ce point, qui est à la fois intéressant et difficile.

VI. Nous pourrions nous demander alors si l'existence de profits positifs, au sens des biens-profits ou, identiquement, de l'investissement et de l'accumulation du capital fixe, n'est pas le fondement de la possibilité logique du chômage. Cette hypothèse - qui sera défaite car elle est erronée - est d'abord renforcée par une curieuse découverte, que nous expliquerons rigoureusement: c'est que la formation des profits non redistribués et, de ce fait, la production de biens-profits (accumulation du capital fixe), ne peuvent s'étendre au-delà de la moitié de la valeur totale de la production nationale. Ce résultat est une conséquence directe de l'analyse correcte de la monnaie bancaire. N'est-il pas concevable dès lors que l'investissement soit freiné de telle sorte que la production nationale ne puisse dépasser une certaine limite, tout emploi porté au-delà étant voué à l'échec, le produit correspondant ne pouvant être écoulé? Nous réfléchissons bien à ce sujet et nous parviendrons à la conclusion que la limite des profits ne signifie d'abord aucune limite qui serait imposée à l'emploi.

VII. Nous avons vu que même les revenus non salariaux, redistribués, sont monétisés. Nous constaterons maintenant que les profits le sont aussi. Nous introduirons ensuite la distinction analytique, essentielle, de la monétisation des profits et de leur prêt par les banques. Nous montrerons en temps utile qu'il n'est pas nécessaire que les profits soient prêtés afin que la demande globale soit maintenue au niveau de l'offre globale. Dans une économie où seuls seraient prêtés les dépôts de biens-salaires, la demande globale serait néanmoins au niveau exact de l'offre globale; nous l'établirons. Cette connaissance sera précieuse lorsque le moment sera venu de proposer une organisation de l'économie nationale, dans le fonctionnement de ses banques, qui fasse obstacle au chômage. Mais au chapitre VI nous montrerons que dans l'état actuel des faits les banques prêtent le profit en plus des salaires. Le prêt des profits a pour conséquence essentielle de séparer les ménages de la propriété des biens-profits ou du capital fixe. Il serait exagéré de parler à ce sujet d'« expropriation » car la propriété juridique des équipements d'une entreprise est aux mains de ses actionnaires. La découverte de ce chapitre est plus profonde et elle est proprement économique - non juridique. Dans un régime parfait, la seule catégorie du revenu national est la consommation, l'investissement étant lui-même une consommation, dite « consommation productive ». Le monde

économique actuel est imparfait car l'investissement s'ajoute à la consommation. Nous montrerons brièvement que la différence entre la définition large du revenu national et sa définition correcte est un « écart d'inflation ».

VIII. Si le fonctionnement de l'économie « monétaire de production » était parfait, les profits ne seraient pas des « fonds prêtables ». Dans la réalité, les profits sont non seulement des dépôts que les banques prêtent mais il s'agit des seuls dépôts qui ne disparaissent pas dans leurs dépenses. Tout dépôt d'un salaire disparaît définitivement au moment où ce salaire est dépensé pour l'achat d'un bien (de consommation) final. Tenons-nous enfin au moins le début d'une explication du chômage? Nous verrons que ce n'est pas encore le cas. Bien que les profits soient prêtés, on ne peut trouver aucun écart, même réel, entre l'offre globale et la demande globale.

IX. Avant de rechercher l'explication logique du chômage, nous évoquerons brièvement deux ou trois parmi les principales erreurs qui sont commises à ce sujet, notamment en ce qui concerne la consommation et l'investissement. Nous mentionnerons aussi la doctrine exposée par Keynes dans sa *Théorie générale*, livre explicitement consacré à l'étude de l'emploi (ainsi que de la monnaie et de l'intérêt); la théorie de l'efficacité marginale du capital est incapable d'apporter la moindre explication du chômage; la prétendue insuffisance de la somme des demandes, $C + I$, relativement à l'offre globale R est d'un statut intellectuel encore bien plus faible. C'est dans l'appendice du chapitre 6 de la *TG* que se trouve une esquisse du fondement de la seule analyse sérieuse du chômage que l'on puisse trouver chez Keynes. Il est vrai que le « user cost », dont l'analyse est ébauchée dans cet appendice, est difficile à saisir. Elle concerne la grandeur qui, c'est certain, donne la seule explication logique d'une insuffisance de la demande globale par rapport à l'offre globale correspondant au plein emploi. Il s'agit de l'amortissement du capital fixe. Nous donnerons d'abord une idée de l'amortissement de ce capital en termes réels. Mais l'apport spécifique de cette année de cours sera l'étude *en termes financiers* de l'amortissement du capital fixe. Nous développerons à ce sujet l'idée et le fait du prêt par les banques des profits non redistribués. Dans une longue phase de développement du capital, les investissements nets de chaque période définissent son accumulation progressive. Chaque entreprise amortit son capital déjà dans les périodes où elle engage de nouveaux investissements nets. On constate finalement que jusqu'au tiers de la population active est employée pour la production des biens qui sont l'objet réel d'un profit du « deuxième type », profit dual. Or la production de ces biens est tout à fait dérogoratoire à la règle générale de la production des autres biens. Qu'il s'agisse de la production des biens de consommation ou des biens d'investissement, les entreprises effectuent des « émissions pleines » pour la rémunération de leurs facteurs. La production des biens qui sont l'objet du profit dual répond à une logique contraire: les salaires émis pour la rémunération des « facteurs » de ces biens sont invariablement vides. C'est uniquement parce que l'activité économique comporte des émissions vides, ou des émissions de salaires vides, qu'un écart peut se produire entre la demande globale et l'offre de plein emploi.

X. C'est à ce niveau de l'analyse qu'il sera opportun d'introduire la « loi de la baisse tendancielle des profits » ou la « loi de l'efficacité marginale du capital comparée au taux de l'intérêt ». Considérées en elles-mêmes, ces lois ne permettent aucune conclusion, notamment pour ce qui est du chômage. Mais dès qu'elles sont associées aux émissions vides, ces lois ouvrent le chemin à une analyse positive du chômage. Les émissions vides ne comportent aucun danger aussi longtemps que l'objet du profit dual consiste en une collection de biens-capitaux. Mais les deux lois que nous venons d'évoquer imposent une limite à la production en valeur des biens d'investissement (ou biens-capitaux); dès que cette limite est dépassée, les entreprises ne peuvent plus produire des biens d'investissement qu'à perte; aussi sont-elles dans l'obligation de produire, comme objet du profit dual, des biens-salaires; or, par définition, ces biens ne peuvent pas être écoulés dans les ménages sans éponger un pouvoir d'achat équivalent, qui manque à l'écoulement des biens-salaires produits « normalement ».

FORMATION D'UN CAPITAL MACROECONOMIQUE OU CAPITAL NET DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Les cours portant sur le « market clearing », écoulement des biens sur les marchés, ont été difficiles; il est bon de les présenter d'une façon plus claire, qui répète une partie du cours du premier semestre. Supposons que les revenus, notamment les salaires, se forment à la fin de chaque mois et qu'ils sont dépensés (par leurs titulaires) après un délai moyen d'un demi-mois.

Les problèmes que nous devons résoudre sont ceux-ci:

. les revenus existent-ils effectivement pendant une durée moyenne d'un demi-mois? il est logique que ce soit le cas car l'une des fonctions des banques est de rapprocher sans délai les agents excédentaires (dont le revenu n'est pas « encore » dépensé) et les agents déficitaires (qui dépensent leurs revenus « par avance »); ainsi les revenus sont-ils dépensés dès leur formation?

. la destruction instantanée des dépôts n'est-elle pas une opération purement financière? nous constaterons effectivement que le produit est ainsi acheté sous la forme de titres financiers.]

. que deviennent les dépôts qui sont détruits à l'instant même où ils se forment? ils se transforment en titres à des dépôts; tout dépôt est une grandeur monétaire; tout titre à un dépôt est une grandeur financière;

. le produit déjà écoulé sous la forme de titres financier, dépôt transformé en titre à un dépôt, ne doit-il pas être écoulé une deuxième fois; c'est bien le cas: le produit est définitivement écoulé sur le marché des produits; c'est le « market clearing »;

. se confirme-t-il en fin de compte que le capital formé par la destruction initiale des revenus est de nature macroéconomique? nous verrons qu'il en est bien ainsi.

*1. Les revenus existent-ils pendant la durée
séparant leur formation sur le marché des facteurs de production
de leur dépense « finale » sur le marché des produits?*

1. Il semble bien que la réponse doive être positive; tout agent qui perçoit un revenu le maintient en sa possession jusqu'au moment où il le dépense sur le marché des produits. Comme nous avons supposé que les unités de revenu sont dépensées en moyenne un demi-mois après leur formation, n'est-il pas correct de conclure que les unités de revenu ont une durée de vie moyenne d'un demi-mois?

2. Ce problème est essentiel car, nous le constaterons sous peu, il régit la question du capital. Si le revenu a une espérance de vie positive, le capital peut n'être que microéconomique. Mais si le revenu cède aussitôt la place à un capital équivalent, celui-ci est une grandeur macroéconomique. On peut dire que toute l'analyse de la nature du capitalisme dépend de cette question préjudicielle: les revenus ont-ils une durée positive dans le temps?

3. L'analyse rencontre une réelle difficulté: il est démontré (cours du premier semestre) que la monnaie au sens strict n'existe qu'à l'instant des paiements; comment, dès lors, les revenus monétaires existeraient-ils dans des durées positives?

4. Rappelons la définition de la monnaie « stricte »: elle est un nombre pur, non encore associé à un produit. Dans les paiements la monnaie est un nombre pur car c'est seulement à l'« issue » des paiements que la monnaie et les biens sont associés entre eux, forme numérique d'un côté et contenu-produit de l'autre. Justement, cette association entre la forme monétaire et le produit qu'elle contient peut-elle être *durable*? Est-il possible, formellement, qu'elle dure un demi-mois, par exemple? X

5. L'entité forme-fond définie par la monnaie et son contenu réel est la définition du revenu. Nous savons que le revenu est identique au produit, qui existe d'abord sous une forme numérique pour être ensuite évacué de cette forme.

6. Le problème que nous avons sous les yeux est le suivant: le produit reste-t-il déposé dans la forme numérique de la monnaie, pendant un certain temps, de la formation des revenus jusqu'à leur dépense définitive?

7. La réponse correcte, imposée par la logique, est que la forme numérique du produit ne saurait avoir une espérance de vie positive puisque la monnaie stricte n'existe que dans les paiements, flux instantanés. X

8. Nous sommes au moment de découvrir la source première de toutes les opérations financières. En logique, le revenu disparaît à l'instant même de sa formation comme disparaît sans aucun délai la monnaie présente dans le paiement définissant la formation du revenu. Le revenu ainsi détruit fait place à un capital. |

9. Comme nous l'avons déjà vu au début de ce semestre, c'est David Ricardo qui, le premier, a proposé la définition correcte et profonde du capital: c'est le temps qui sépare la formation d'un revenu de sa dépense définitive sur le marché des produits.

10. Il est clair que cette « attente » commence à l'instant même de la formation du revenu. Force est de conclure, par conséquent, qu'à l'instant t de la formation d'un revenu, le produit correspondant est introduit et chassé de la forme numérique de la monnaie; ce qui reste est le capital-temps.

11. Les revenus n'existent donc pas dans la durée; ils sont nuls dans le temps chronologique.

2. Tout produit est d'abord écoulé par une intermédiation financière; autrement dit, tout produit est d'abord acheté sous la forme d'un titre financier

1. La comptabilité à partie double, « discipline » qui, nous le savons, est appliquée par toutes les banques et toutes les entreprises, permet de comprendre aisément la transformation instantanée des revenus en capitaux équivalents, sous la forme de stocks constitués dans les entreprises.

2. Léon Walras, auteur qui est pourtant conscient de l'importance cruciale de la comptabilité à partie double pour l'explication des grandeurs économiques, commet encore une grave erreur de fait car il écrit que les entreprises ne sauraient être débitées sans que leurs *correspondants* soient crédités. La vérité est bien plus rigoureuse: aucun agent ne peut être débité en une monnaie bancaire sans être aussitôt crédité lui-même du même montant, ni crédité sans être débité d'autant. Citons les *Eléments d'économie pure* dans leur édition définitive, établie par William Jaffé (bien qu'il soit osé de citer Walras en anglais): « This is double entry bookkeeping. Its cardinal principle is never to enter a sum to the debit or credit of an account without simultaneously entering the amount to the credit or debit of some other account (nous soulignons) (Leçon 18, p. 230). » En fait, la discipline de la comptabilité à partie double est bien plus stricte: un compte donné, *le même*, ne peut être débité (crédité) que s'il est simultanément crédité (débité).

3. Comme l'analyse du capital-temps régit toute la théorie du capital et du chômage, montrons dans le détail les opérations de crédit-débit, dans le respect strict de la comptabilité à partie double, impliquées dans la formation du revenu et du capital macroéconomiques. Conduisons le raisonnement à la fois par le rejet des erreurs et l'explication correcte du déroulement des opérations.

4. L'erreur fondamentale, encore présente dans tous les manuels, est de poser que les revenus se forment par le débit des entreprises (E) et le crédit de leurs employés (T).

banques			
actif		passif	
E	10	T	10

Dans ces comptes, les entreprises sont débitées de 10 (milliards de francs) et les travailleurs sont crédités d'une somme équivalente. Les auteurs pensent qu'il s'agit là d'une représentation fidèle de la réalité. S'ils avaient raison, le revenu des ménages aurait forcément une durée de vie positive; il subsisterait jusqu'à l'apparition des comptes inverses, les travailleurs étant débités et les entreprises créditées. Ce qui est vrai dans cette analyse c'est que les comptes doivent effectivement s'inverser, par une permutation entre les entreprises et les ménages, afin que les revenus cessent d'exister. Mais ce qui est faux c'est de prétendre que cette permutation se produit après que les revenus sont formés.

5. L'observateur des événements économiques commence à disposer d'une excellence « récolte » dès lors qu'il prend conscience du fait que les entreprises (en particulier) sont créditées à l'instant même où elles sont débitées - et non à quelque date future; pareillement, les ménages sont débités à l'instant même où ils sont crédités.

6. L'une des raisons expliquant que les économistes maintiennent encore que les ventes d'un agent et ses achats sont séparés dans le temps tient au fait qu'ils ne connaissent encore que la monnaie matérielle, billets et pièces. Il est certain qu'un intervalle de temps non nul sépare toute recette en monnaie matérielle d'un agent des dépenses qu'il nourrit en cette monnaie.

7. J'ai « lutté » au cours du premier semestre afin que les étudiants comprennent que la monnaie n'est pas une matière mais qu'elle est au contraire entièrement comprise dans des « jeux d'écriture ». La monnaie n'est pas un objet qui serait débité d'un côté et crédité de l'autre; elle n'est au contraire rien d'autre que l'identité d'un débit et d'un crédit simultanés des mêmes agents.

8. Les étudiants peuvent faire l'expérience mentale suivante: une entreprise peut-elle être créditée à un instant t par une banque sans qu'elle soit débitée d'autant au même instant? est-il au contraire logiquement impossible que cette personne soit créditée sans être simultanément débitée (ou inversement)? Dans le premier cas, le paiement n'est pas effectué en monnaie. Il l'est au contraire dans le deuxième cas. Il est identique de dire que les paiements sont effectués en une monnaie (bancaire) et dire que tout paiement définit deux couples distincts d'achats et de ventes, à savoir un achat du vendeur et une vente de l'acheteur.

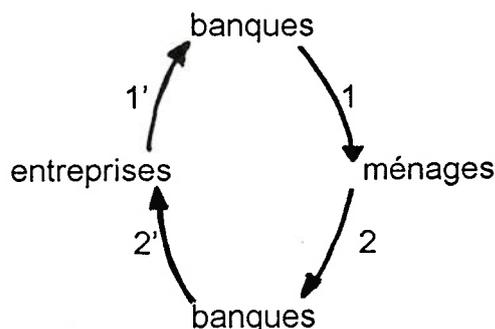
9. Nous venons de retrouver des connaissances acquises (au premier semestre); portons-les maintenant jusqu'à leurs dernières conséquences. Au moment de la formation des revenus (à la fin de chaque mois) les entreprises sont débitées du montant des salaires (rémunérations des facteurs de production) car les banques paient les travailleurs à la place des entreprises; il en est forcément ainsi puisque les salaires sont versés en monnaie de banque. Selon l'analyse tronquée de la comptabilité à partie double, les entreprises connaissent un débit *net* à la fin de chaque mois. C'est inexact; en réalité elles sont aussitôt créditées du montant de leur débit. On comprend que les débits-crédits définissent les flux monétaires. Comme nous le disions

au premier semestre, la monnaie se déplace toujours dans les deux sens opposés à la fois; dans notre exemple, si les salaires sont de 10 (en milliards de francs), 10 unités monétaires se déplacent de E à T *mais aussi, simultanément, de T à E*: la somme de monnaie créée est ainsi instantanément détruite. On dit à juste titre en ce sens que la monnaie décrit un circuit ou un cercle instantané, débit-crédit des entreprises et, tautologiquement, débit-crédit des ménages.

10. On propose souvent une analogie à ce sujet; mais souvenons-nous que toute analogie est trompeuse. Une ampoule électrique s'allume quand un circuit est établi. Un deuxième circuit électrique est établi pour éteindre l'ampoule. Nous sommes donc en présence de deux circuits distincts, dont l'un établit la lumière et dont l'autre la supprime. Il en est de même, prétend-on, pour ce qui est du revenu; un premier circuit forme le revenu et un deuxième circuit le détruit. En réalité, un revenu ne peut pas être créé sinon par une opération qui le détruit aussitôt dans sa forme monétaire. Dans ce cas, l'ampoule est donc allumée et éteinte par un seul et même circuit. On observe néanmoins l'inversion des signes algébriques: dans un premier circuit les entreprises sont débitées-créditées - c'est la formation des revenus des ménages (et, par dérivation des entreprises elles-mêmes) - et dans un deuxième circuit, les entreprises sont créditées-débitées - c'est la destruction des revenus, y compris des profits.

11. Soit le schéma de la formation de 10 (milliards) d'unités de revenu, à la fin d'un mois donné. Les banques créent de toutes pièces ces unités de monnaie, *ex nihilo*. Rappelons qu'il est possible et même fort probable que les banques disposent au même moment de dépôts positifs (ou de capitaux monétaires constitués auprès d'elles); le critère de la création est celui-ci: des dépôts nouveaux sont créés dans l'opération. On peut dire, à juste titre, qu'il n'en coûte rien aux banques de créer de la monnaie. Mais c'est le *résultat* de la création qui obère les banques: en conséquence de la création de 10 unités de monnaie pour la formation de revenu, elles doivent 10 unités de monnaie aux ménages. Il est donc nécessaire, afin que l'opération soit neutre pour les banques - ou qu'elle soit une pure intermédiation - qu'elle se prolonge en une opération de sens contraire, qui apporte une créance de 10 unités de monnaie aux banques. Cette opération est le débit des entreprises. On constate ainsi qu'une seule et même opération, à savoir la formation de revenus, est, de la part des banques, un crédit des ménages et un débit des *entreprises* banques. Si l'analyse s'achevait sur ce point, elle serait incomplète et même erronée. En réalité, les ménages ne peuvent être crédités à moins qu'ils ne soient aussitôt débités par les banques. On peut penser, de ce fait, qu'il est inutile que les banques débitent les entreprises puisqu'elles débitent les ménages. Mais ce serait encore faux. Si les banques ne débitaient pas les entreprises, elles porteraient une dette nette envers les ménages et cela malgré le fait qu'elles débitent les ménages. C'est que le débit des ménages a un sens précis: il signifie achat par eux de ces valeurs financières par excellence que sont les dépôts bancaires.

Représentons le losange de la formation de revenus.



Le premier mouvement ou, plutôt, la première partie du mouvement solidaire, est 1: c'est le crédit des ménages qui a lieu au moment où les banques assument leurs rémunérations. Aussitôt se produit le flux 1': les entreprises « alimentent » ce paiement assumé pour elles par les banques. L'explication n'est pas encore achevée car les entreprises doivent percevoir en un flux 2' les unités de monnaie que leur retire le flux 1': à cette fin les ménages sont débités des unités de monnaie qu'ils perçoivent au même moment dans le flux. Cette fois l'explication est complète; elle impose la conclusion selon laquelle la totalité du revenu formé est *aussitôt détruite*:

- . le crédit des ménages à la fin du mois considéré vaut formation de leur revenu de 10 milliards de francs;
- . le débit simultané des ménages signifie destruction de leur revenu de 10 milliards de francs.

3. A l'instant de la « formation-destruction » des revenus,
les dépôts bancaires sont logiquement transformés
en titres à des dépôts bancaires

1. Nous venons d'énoncer le « principe » d'après lequel les biens produits sont aussitôt écoulés. Encore convient-il de saisir correctement la définition des biens produits. Ils prennent existence au moment précis où ils sont « monétisés », c'est-à-dire à l'instant où ils sont déposés dans la forme numérique de la monnaie.

2. Quelle est la nature des biens avant qu'ils ne soient introduits dans la forme monétaire? La réponse est claire: ils sont encore des objets disparates et hétérogènes. Au sens de l'économie classique et néoclassique, ils ne sont pas encore des biens ou des marchandises. Ils ne le deviennent que par l'opération de leur monétisation; dès lors que les biens produits sont injectés dans la forme de la monnaie, ils sont objectivement mesurés par cette forme car les nombres sont les mêmes pour tous.

3. Nous venons de prouver (section 2) que, par la discipline de la comptabilité à partie double, les produits sont aussitôt retirés de la forme numérique dans laquelle ils sont déposés: cela signifie que les produits sont écoulés à l'instant même où ils deviennent objectivement des biens ou des marchandises.

4. Cependant il serait absurde d'en conclure que les produits sont ainsi *définitivement* écoulés.

5. La distinction pertinente est claire: les biens sont d'abord écoulés financièrement. Au moment où il est « monétisé-démonétisé », le nouveau produit de chaque période devient l'objet de titres financiers qui sont achetés par des agents et vendus par d'autres.

6. Ces titres financiers sont les titres aux dépôts bancaires; leurs acheteurs sont les titulaires de revenu, qui deviennent ainsi titulaires de capitaux (financiers); leurs vendeurs sont les entreprises qui deviennent ainsi les emprunteurs des nouveaux revenus, prêtés par les ménages.

7. Une question cruciale se pose au sujet du nouveau produit; où se trouve-t-il? Il est évident qu'il se trouve dans les entreprises jusqu'au moment où il est définitivement écoulé. Mais qui sont les propriétaires du nouveau produit? S'agit-il des entreprises ou des ménages? La réponse n'est pas la même selon que l'on considère le revenu ou le capital. Concernant le revenu, le produit est entre les mains des ménages. Pour ce qui est du capital, il est la propriété des entreprises.

8. Dans mon cours oral j'ai exposé la distinction des biens selon qu'ils sont ou non fongibles. L'emprunt d'un bien fongible est « acquisitif » car l'emprunteur est son (nouveau) propriétaire. L'emprunt d'un bien qu'il faut restituer en l'état (l'emprunteur ne pouvant se libérer en remettant au prêteur un simple équivalent du bien emprunté) n'est pas « acquisitif » car le prêteur reste son propriétaire. Il est certain que le nouveau produit de chaque période est un bien ou une collection de biens non fongibles. Il faut donc conclure, semble-t-il, que les entreprises n'acquièrent pas la propriété du nouveau produit au moment où le revenu est transformé en un capital. Or la conclusion correcte est inverse: la raison en est que les entreprises empruntent un objet et en « restituent » un autre: elles empruntent le produit dans la monnaie et elles livrent finalement le produit sous sa forme physique. Autrement dit, les entreprises empruntent le revenu des ménages (à l'instant même où il se forme) et elles cèdent finalement le produit physique, au moment où il est définitivement évacué de sa forme ou de sa gangue monétaire.

9. J'ai promis aux étudiants de relever par écrit, d'une façon limpide, tous les points importants soulevés dans mes cours. Nous avons vu que la formation des stocks est un investissement. Les économistes sont tous d'accord sur ce point. En reprenant pour le simplifier l'enseignement de la *Théorie générale* de Keynes, Joan Robinson (dans son livre *Theory of Employment*) a montré que les revenus des ménages sont aussitôt des épargnes et que ces épargnes définissent des investissements sous la forme de stocks dans les entreprises. C'est exactement la théorie que j'expose. Si le revenu (des ménages) avait une durée positive dans le temps, les biens déposés dans la monnaie seraient présents chez les firmes mais ne seraient pas leur propriété. En réalité les comptables ont raison de considérer les biens non encore écoulés (sinon financièrement) comme des stocks et les stocks comme la propriété des entreprises; c'est correct justement parce que le revenu n'a pas de durée positive. Dès qu'il se transforme en un capital, les ménages sont prêteurs de revenu et les entreprises sont emprunteurs de revenu; c'est dire que les ménages sont prêteurs du nouveau produit,

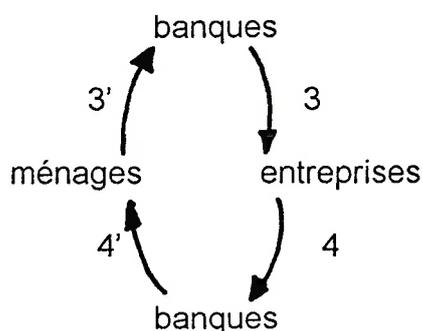
emprunté par les firmes; comme ce crédit est «acquisitif», le nouveau produit se forme en stock, définissant un véritable investissement des entreprises.

10. La théorie approfondie du chômage exige une connaissance parfaite de la relation d'équivalence qui se forme entre l'épargne et l'investissement. Nous venons de trouver un premier exemple de cette équivalence: dès lors que le revenu des ménages est prêté aux entreprises - et, répétons-le, il l'est dès l'instant de sa formation - il est une épargne chez les ménages et un investissement (en stocks) chez les entreprises. Il est bon de retenir la définition exacte du capital: tout capital est un revenu prêté (ou emprunté). Les ménages sont les premiers « capitalistes » puisqu'ils prêtent leurs revenus aux entreprises. Les ménages obtiennent ainsi des titres financiers, définition de leur épargne, dont l'objet est un dépôt bancaire. De leur côté, les entreprises obtiennent des investissements, formation du stock des produits non encore écoulés (sinon par une intermédiation financière, transformation des dépôts en titres).

11. Après transformation du revenu en capital, les entreprises doivent des dépôts bancaires et les ménages détiennent des titres à des dépôts bancaires. En contrepartie de leur dette, les entreprises ont la propriété du nouveau produit comme objet des titres financiers (dépôts bancaires) qu'elles doivent: c'est un investissement. Les ménages sont propriétaires de l'épargne correspondante.

4. Dans le cas que nous étudions, les unités de revenu sont dépensées à chaque fin de mois au moment où elles se forment; elles sont alors dépensées par une intermédiation financière; la dépense définitive de ces revenus intervient en moyenne après l'écoulement d'un demi-mois

Après un délai moyen d'un demi-mois (selon notre hypothèse), on constate que le revenu est définitivement dépensé pour l'achat du produit physique (que les économistes appellent «valeur d'usage»), comme dans le schéma ci-dessous (qui est le complément du schéma précédent).



Pour le compte des ménages, les banques paient les achats finals de biens produits; c'est le flux 3; il en résulte que les ménages doivent payer les banques, flux 3'. Les ménages obtiennent des entreprises, flux 4 et 4', les unités de monnaie qui nourrissent le flux 3.

5. *Le revenu de chaque période est une grandeur macroéconomique; le capital qui résulte de la transformation instantanée du revenu est lui-même une grandeur macroéconomique*

1. Nous savons que le revenu de production est une grandeur macroéconomique. Plus précisément les salaires ne sont pris ou prélevés sur aucune valeur préalable. Dans l'histoire de la pensée, on trouve une théorie qui est encore défendue aujourd'hui, à savoir la théorie du fonds des salaires. Les entreprises puiseraient les salaires dans un capital préalable. Nous savons aujourd'hui que c'est faux car les travailleurs se paient eux-mêmes; les salaires sont puisés dans le travail et non dans un capital.

2. Dans la suite de l'analyse nous découvrirons cependant qu'une partie du travail de chaque période est effectivement payée par les entreprises, qui dépensent à cette fin une valeur ou un pouvoir d'achat dont elles disposent préalablement: c'est la dépense du profit sur le marché des facteurs de production. Cette question est d'une importance primordiale et nous l'étudierons sérieusement. Mais disons tout de suite que même dans le cas où les travailleurs sont rémunérés au moyen d'un profit d'abord formé dans les entreprises, les salaires qu'ils obtiennent définissent un revenu macroéconomique. Nous constaterons en effet que tout versement d'un salaire crée une nouvelle valeur; dans le cas où les salaires sont prélevés dans un fonds, constitué par des profits, une seule et même dépense est « active » deux fois, d'abord sur le marché des facteurs de production et aussi sur le marché des produits. Or toute dépense sur le marché des facteurs, sans aucune exception, crée un revenu macroéconomique; plus exactement, le travail correspondant crée une nouvelle mesure de produit, égale au salaire de ce travail.

3. Dans les manuels même récents on ne trouve pas l'enseignement, pourtant essentiel, selon lequel les salaires sont des revenus effectivement créés en chaque période. Les auteurs supposent au contraire que les salaires d'une période ne sont que la reproduction, d'ailleurs partielle, de valeurs produites antérieurement.

4. Cette méprise est grave déjà en ce qui concerne la compréhension de la nature factuelle des revenus; mais elle est regrettable aussi à un autre titre: c'est qu'elle empêche de concevoir correctement la nature du capital.

5. Selon la représentation habituelle, tout revenu d'une période provient de la dépense de revenus formés antérieurement et se prolonge dans le revenu d'une période ultérieure. La production est ainsi conçue comme une simple reproduction et non pour ce qu'elle est, une véritable création. Il en résulte que le capital est lui-même une valeur dont on ne connaît pas la provenance et qui se reproduit dans la suite des périodes.

6. En réalité, en chaque période se forme un capital qui ne provient d'aucun capital antérieur et qui ne « débouche » sur aucun capital futur.

7. Si le capital d'une période était « hérité » de périodes antérieures, on ne pourrait pas concevoir que le capital pût être insuffisant dans une période (ni,

a fortiori, même une longue succession de périodes) pour permettre le plein emploi des travailleurs.

8. En fait dans chaque période l'économie nationale connaît la formation d'un capital équivalent à la somme des revenus macroéconomiques créés dans la période. Ce capital est lui-même macroéconomique car il est la transformation mécanique des revenus macroéconomiques.

9. Ce qui, à cet égard, est plus difficile à comprendre c'est le fait que le capital qui résulte de la transformation du revenu macroéconomique est le seul capital macroéconomique qui puisse exister. Le capital fixe est un « avatar » - et n'est que cela - du capital-temps, définition de la transformation mécanique en chaque période de son revenu macroéconomique.

Transformation
une fausse, changement

II

EXPOSE DE LA NOUVELLE THEORIE, LES UNITES DE SALAIRES ETANT LA MESURE DU PRODUIT MACROECONOMIQUE

1. Les unités de salaires et non les unités de monnaie comme unités de mesure en économie; théorie de Keynes

Le livre II de la *TG* est intitulé « Définitions et Idées ». Le premier chapitre de ce livre (Chapitre 4 de la *TG*) est consacré au « Choix des unités ». Il s'agit-là du plus grand progrès accompli par notre science depuis ses débuts car, pour la première fois, une mesure exacte des grandeurs macroéconomiques est proposée dans ce chapitre.

Keynes prévient le lecteur que les chapitres 4 et 5 de son livre forment en quelque sorte une digression car leur portée est tout à fait générale. Mais, dit l'auteur, on ne trouve nulle part ailleurs la définition de la mesure en économie dont il a besoin pour développer sa propre théorie.

Ce qu'il faut trouver c'est une unité de mesure qui corresponde à l'économie dans son ensemble, « the choice of the units of quantity appropriate to the problems of the economic system as a whole » (p. 37).

Keynes démontre d'abord que les unités de mesure jusque-là utilisées par les économistes ne sont pas satisfaisantes; elles sont déficientes à trois titres distincts, détermination du revenu national, mesure du stock des capitaux réels et définition du niveau général des prix.

Suivons presque mot à mot l'analyse de Keynes.

(i). Le revenu national tel qu'il est défini par Marshall et Pigou est le volume du produit courant mais on ne connaît toujours pas la valeur de ce produit, c'est-à-dire le revenu monétaire. Un effort est nécessaire pour construire une science quantitative. Le produit est un amalgame d'objets hétérogènes; il faut réaliser leur « homogénéité ».

(ii). La difficulté que le théoricien rencontre est encore plus grande quand il est question de mesurer l'accroissement des équipements, biens-capitaux; il faut trouver le fondement d'une comparaison entre les capitaux nouveaux et les capitaux accumulés antérieurement qui ont dé péri par l'usure. C'est l'importante question de l'amortissement, dû à l'usure mais aussi à

l'obsolescence. De nouveau, l'amortissement devrait être défini en unités de monnaie, nécessairement dérivées, d'après Keynes, comme nous le verrons, des unités de salaires.

(iii). Quelle est la mesure exacte du niveau général des prix? On ne le sait pas.

Keynes dit que ces « difficultés » sont « purement théoriques » car les décisions des entreprises n'en dépendent pas. Toutefois, ajoute l'auteur, il est souhaitable que le théoricien n'ait recours à aucune notion vague. Il faut donc trouver une mesure exacte des grandeurs macroéconomiques, qui s'applique dans toute l'économie nationale.

L'auteur retrouve ainsi le grand problème auquel notre science se heurte depuis ses origines: des objets disparates ne peuvent pas être le fondement d'une analyse quantitative.

Keynes en vient alors à sa proposition: « In dealing with the theory of employment I propose, therefore, to make use of only two fundamental units of quantity, namely, quantities of money-value and quantities of employment (p. 41). » La première de ces quantités est strictement homogène; c'est la quantité de monnaie, chaque unité de monnaie étant équivalente à toute autre unité de monnaie d'une même dénomination et saisie à un même instant. Les quantités d'emploi (du facteur-travail) ne sont pas immédiatement homogènes entre elles mais elles peuvent être rendues telles. C'est ici que Keynes pose la *mesure par l'unité de salaire*: un emploi Q dont la rémunération est deux fois supérieure à un emploi Q' est identique à l'emploi Q au coefficient 2 près. « We shall call the unit in which the quantity of employment is measured the labour-unit; and the money-wage of a labour-unit we shall call the wage-unit (p. 41). »

Notons que la théorie de Keynes doit encore être améliorée quelque peu. Afin de permettre aux rémunérations de mesurer les emplois, Keynes introduit une hypothèse totalement inutile, « la rémunération des travailleurs devant être proportionnelle à leur efficacité ». Ce serait donc malgré tout le produit réel des travailleurs qui serait la mesure recherchée; en fait, on ne peut pas connaître la prétendue efficacité des travailleurs sinon par leurs rémunérations: un travail est deux fois plus efficace à la condition nécessaire et suffisante que sa rémunération monétaire soit deux fois plus grande.

Keynes a vu l'essentiel: la théorie de la mesure en économie (nationale) est fondée sur deux grandeurs seulement, monnaie et travail.

Ne sommes nous pas revenus ainsi à la théorie classique de la valeur-travail?

Absolument pas; nous sommes même dans l'antithèse de cette théorie.

D'après les Classiques, c'est le travail qui est la mesure en économie. Or Keynes remarque à juste titre que le travail n'est pas homogène, les travailleurs étant notamment plus ou moins qualifiés. Et il n'existe aucune méthode permettant de « réduire le travail complexe au travail simple ». Si Keynes retient néanmoins le travail comme « donneur » de mesure, c'est que le produit est le résultat du travail et que c'est la mesure du produit qui constitue la mesure en économie.

En ce qui concerne l'importance centrale du travail, Keynes et les Classiques ont la même théorie. « I sympathise, therefore, with the pre-classical [pour Keynes les Classiques sont les auteurs que nous appelons aujourd'hui néoclassiques] doctrine that everything is *produced by labour*,

aided by what used to be called art and is now called technique, by natural resources which are free or cost a rent according to their scarcity or abundance, and by the results of past labour, embodied in assets, which also command a price according to their scarcity or abundance. It is preferable to regard labour, including, of course, the personal services of the entrepreneur and his assistants, as the sole factor of production, operating in a given environment of technique, natural resources, capital equipment and effective demand. This partly explains why we have been able to take the unit of labour as the sole physical unit which we require in our economic system, apart from units of money and of time (pp. 213-4.) »

Toutefois, la distinction essentielle qui permet de dire que Keynes construit l'antithèse du système de pensée classique (ou « préclassique ») est le fait que la monnaie n'est qu'un bien ou une marchandise parmi les autres pour les Classiques alors qu'elle est l'unique unité de mesure fondamentale chez Keynes puisqu'elle « donne » la mesure sans en recevoir aucune. Nous savons aujourd'hui qu'il en est ainsi parce que l'unité de monnaie est un nombre pur: les nombres mesurent et non sont pas mesurés.

On pourrait penser, dans ces conditions, que la monnaie est la mesure directe des produits et même des biens en général, qu'ils soient produits ou non.

Keynes propose un enseignement profondément autre: c'est le travail qui apporte le produit et c'est la monnaie qui apporte la mesure du produit. Les étudiants reconnaissent là l'enseignement du premier semestre: le travail de l'homme ne saurait apporter à la fois le produit et sa mesure; seule l'émission de monnaie, associée à la production réelle, transforme le produit physique en un produit mesuré par les nombres monétaires.

Nous pouvons présenter maintenant le grand problème analytique que pose cette nouvelle théorie de la mesure en économie.

2. Peut-on concevoir que les biens non salariaux soient, eux aussi, mesurés en unités de salaires?

1. Si c'était la monnaie - et non les salaires - qui mesurât les produits, les biens non salariaux seraient mesurables sans aucune difficulté.

2. Keynes, dont la théorie - présentée un peu trop pragmatiquement, il est vrai - des unités de salaires comme mesures scientifiques de toutes les grandeurs économiques est correcte, n'a pas résolu du tout le problème de la mesure des biens qui ne sont pas des biens-salaires. L'auteur affirme, à juste titre, que les unités de salaires mesurent même les profits, mais il ne donne aucune explication à ce sujet, qui ne va pourtant nullement de soi; il s'agit même d'une incohérence, au moins apparente.

3. Ce problème serait insoluble si on posait que les biens-profits, au sens large, ne sont pas produits par le travail de l'homme. La mesure en unités de salaires ne s'appliquerait alors qu'à une partie des nouveaux produits de chaque période, tous les biens produits par le « facteur-capital » et le « facteur-terre » échappant à cette mesure. L'économie ne serait pas une science car aucune mesure commune ne s'appliquerait à tous les biens produits.

4. Faisons référence à la page 79 de notre cours (du premier semestre): nous y avons noté que la théorie keynésienne définit - toujours pragmatiquement, sans esprit de système - le travail comme seul facteur de production. Il en résulte que seuls existent les biens-salaires. Keynes analyse pourtant le profit des entreprises. Comment concilier entre elles ces deux positions théoriques? Il est vrai que la théorie du profit est gravement sous-développée dans la TG mais cela ne permet pas de nier le problème fondamental, qui concerne directement la question du chômage: les biens-profits, qui existent positivement, sont-ils mesurés en unités de salaires? S'il étaient mesurés en unités de profits, l'économie politique ne serait pas une science.

5. Nous constaterons bientôt qu'il n'est nullement contradictoire - il est même logiquement nécessaire - de dire que les profits, qui ne sont pas des salaires, sont mesurés en unités de salaires, si bien que tout le produit national de chaque période, y compris les biens-profits, est mesuré en salaires. L'explication de cet apparent paradoxe est ébauchée dans le chapitre suivant.

III

PREMIERE REFORME NECESSAIRE DES FLUX COMPTABLES DES BANQUES: LEURS DEPARTEMENTS MONETAIRE ET FINANCIER

Les paiements sont invisibles; l'observateur n'a littéralement pas le temps de les apercevoir car ils sont instantanés; on ne voit que les résultats des paiements.

Si les paiements étaient effectués en une monnaie matérielle, on pourrait observer les déplacements de l'or ou de l'argent dans le « corps social ». Il faudrait un certain temps pour qu'une unité de monnaie revienne à son point de départ.

Examinons avec quelque sérieux cette idée hypothétique de déplacements d'une monnaie précieuse, ou d'actifs monétaires. Elle est conforme à la théorie quantitative de la monnaie.

1. Conception « quantitativiste » des paiements

Tout déplacement d'un actif monétaire est défini entre acheteurs et vendeurs de biens quelconques, services producteurs, biens produits, titres financiers (actions, obligations). Pour chaque agent, les unités de monnaie qu'il perçoit dans ses ventes ont accompli un cercle parfait au moment où il les dépense dans ses achats. Le temps de « circulation » de la monnaie est donc le délai qui sépare les ventes des agents de leurs achats correspondants.

Mais quelle est la définition exacte de la correspondance de ventes et d'achats? Si l'économie ne connaissait aucune production, les achats et les ventes de tout agent considéré resteraient sans lien entre eux. On peut encore exprimer ce fait de la façon suivante: aucune nécessité n'appellerait des achats d'un agent consécutivement à ses ventes; un agent pourrait rester

indéfiniment un pur vendeur. Bien entendu, d'autres agents seraient alors de purs acheteurs.

Ce sont les ventes définissant la production qui appellent nécessairement des achats égaux. La correspondance logique des ventes et des achats est entièrement une réalité des économies de production.

La question est donc de déterminer le délai qui sépare la production de la consommation des biens. Il est entendu que la production est définie par la vente des services producteurs et que la consommation est l'achat final des produits correspondants.

Les auteurs de la théorie quantitative de la monnaie font une supposition implicite qui est vraiment curieuse: les unités de la monnaie matérielle d'une dénomination donnée ne seraient pas interchangeable entre elles mais au contraire différenciées, si bien qu'il serait sensé de les suivre « à la trace », comme des éléments radioactifs. Selon la logique, pourtant, une once d'or, par exemple, est identique à toute autre once de ce métal pourvu que les onces d'or comparées aient même titre et soient saisies à un même moment.

Même si la monnaie était matérielle ou précieuse, il serait donc formellement incorrect de définir le temps séparant l'ouverture de la fermeture d'un circuit monétaire comme étant la durée pendant laquelle une unité de monnaie *donnée* revient à son point d'origine.

Concernant le « temps de circuit », la seule démarche logique, que la monnaie soit précieuse ou immatérielle (écritures bancaires), est de compter, pour une période donnée, le temps qui s'écoule entre la formation du produit et sa vente finale aux ménages et aux entreprises. Il est indifférent, à cet égard, que les unités de monnaie dépensées sur le marché des produits soient ou non précisément (à condition que l'on puisse les reconnaître) les unités qui avaient été dépensées sur le marché des services producteurs.

Quel est le délai séparant la consommation de la production?

La réponse ne semble pas devoir être la même selon que la monnaie est matérielle ou non.

Si la monnaie est matérielle, un délai positif peut s'écouler - il le semble du moins - entre le moment où un produit est fini et le moment où il trouve preneur. En fait, ce n'est pas certain. Comme toujours pour les questions macroéconomiques, c'est la réflexion logique, conforme au faits, qui doit trancher. On constate déjà que même la monnaie matérielle passe en un seul instant d'un acheteur à un vendeur; il est en effet inconcevable qu'une unité de monnaie reste suspendue pendant un certain temps, non nul, dans un « no man's land » entre les agents. A l'instant même où l'acheteur cède une somme d'or ou d'argent, ce métal est acquis par le vendeur: toute transmission de sommes de monnaie matérielle est donc une opération strictement instantanée. De là une inférence: même matérielle, la monnaie se « déplace » uniquement dans les paiements; tout déplacement de monnaie est donc une opération instantanée (comme tout paiement); il en découle que la somme de tous les déplacements de monnaie (constatés dans n'importe quelle période, comme une année) « consomme » un temps strictement nul. Il en résulte qu'il est absurde de chercher à déterminer la « vitesse de circulation » de la monnaie; elle circule toujours à une vitesse infiniment grande, dans des « sauts quantiques », des acheteurs aux vendeurs.

Mais ne peut-on néanmoins chercher à déterminer le nombre de fois, V , qu'une unité de monnaie accomplit un « tour » complet pendant une période d'une année, par exemple? Même s'il est vrai que chacun de ses

déplacements est instantané, il n'en reste pas moins qu'un intervalle de temps positif sépare deux mouvements successifs de chaque unité de monnaie.

On note ainsi un fait essentiel: les économistes qui enseignent la théorie quantitative pensent qu'ils saisissent la vitesse de circulation de la monnaie; ils ne saisissent en réalité que les intervalles de temps pendant lesquels la monnaie reste déposée dans les avoirs, en attente d'être lancée dans de nouvelles dépenses. Si chaque unité de monnaie accomplit quatre cercles en un an, c'est que le temps pendant lequel elle se « repose » est à chaque fois égal, en moyenne, à 4 mois.

Dans les paiements, la monnaie est « en flux ». Elle est au repos « entre » les paiements successifs. Deux grandeurs économiques dont les économistes reconnaissent pourtant tous qu'elles sont *distinctes* sont ainsi confondues en un amalgame par les tenants de la théorie quantitative, la monnaie au repos étant fautiveusement assimilée à une monnaie en mouvement.

Nous avons vu au premier semestre que la monnaie est créée dans des paiements; il est donc illogique de considérer que la monnaie se déplace dans les paiements, qui sont au contraire sa création et sa destruction. Il est donc naïf de penser que les unités de monnaie se déplacent.

On peut dire que notre science est expérimentale, bien qu'elle ne relève pas de l'empirisme. La distinction pertinente est celle-ci: si les faits peuvent être scrutés à profit dans le vide premier de toute connaissance, le savoir procède de l'empirisme. Mais si chaque connaissance résulte d'une question posée aux faits, qui « répondent », alors la science est expérimentale et non empirique.

Nous connaissons déjà la nature de la monnaie bancaire. Mais notre savoir dans ce domaine est tellement nouveau qu'il n'est pas inutile sans doute de renouveler encore l'expérience qui y conduit. Comment un agent quelconque, X, peut-il, dans la réalité des faits observables, faire parvenir une somme d'argent, mettons 10 francs, à son correspondant Y? Selon la théorie quantitative, il faut pour cela que X envoie ou adresse cette somme de monnaie à Y, comme une lettre à la poste. Une lettre se déplace dans un espace géographique afin d'être acheminée d'une personne à une autre. Pour les « quantitatistes, cela serait vrai pareillement pour une somme de monnaie. Comment savoir si c'est bien le cas? Le seul moyen qui soit sûr et certain à cet effet est de poser la question aux faits: X prélève-t-il dans sa banque la somme de 10 francs afin de lui imprimer une trajectoire aboutissant à Y? Si c'est le cas, c'est que ces 10 francs sont effectivement soumis à une « itération »: ils se déplacent dans l'espace, de X à Y. On reconnaît bien là le présupposé fondamental de la théorie quantitative. Si la monnaie (M) n'était soumise à aucun déplacement, on ne pourrait pas déterminer la vitesse de ses déplacements (V); l'équation $MV = PT$ serait absurde. Or c'est un fait indubitable que dans le monde entier aucune monnaie bancaire n'a jamais été et n'est jamais lancée dans un déplacement spatial quelconque. C'est une vérité d'observation. Tout théoricien qui prétend analyser les déplacements monétaires tourne littéralement le dos à la réalité et parle d'un système monétaire fictif, totalement étranger à notre monde, mais qu'il impose comme étant la réalité même.

Notons bien que l'objection suivante est creuse: sans doute la monnaie bancaire ne se déplace-t-elle pas, ne circule-t-elle pas, mais dans les économies nationales ou elle a cours, la monnaie matérielle, or ou argent, est

effectivement acheminée sans cesse des acheteurs aux vendeurs. La théorie quantitative serait donc adéquate à la monnaie matérielle. C'est absolument faux. En réalité, même dans le régime de l'étalon-or, c'est seulement en monnaie bancaire que, depuis des siècles, les paiements sont effectués.

La question exacte qu'il convient de soumettre aux faits est donc claire: la monnaie de banque effectue-t-elle des déplacements positifs dans l'espace séparant les vendeurs des acheteurs?

Si la monnaie est matérielle, comme nous le supposons dans cette section, la question ci-dessus se traduit ainsi: l'or et l'argent qui définissent la teneur de la monnaie bancaire sont-ils soumis à des déplacements spatiaux afin d'être acheminés des acheteurs aux vendeurs?

La réponse est tout à fait tranchée: le seul moyen que les banques utilisent *en fait* pour retirer une somme d'argent à un client (X) et pour la remettre à une autre personne (Y) est la technique du crédit-débit: ainsi X est-il débité de 10 francs dans sa banque tandis que Y est crédité de la même somme par la même banque. L'observation des faits apporte à ce sujet deux connaissances supplémentaires: Y peut porter sa créance dans une banque distincte de la banque qui a débité X; d'autre part, tout débit est un crédit équivalent de la même personne et tout débit est un crédit équivalent de la personne débitée; comme nous le savions déjà c'est la technique de la comptabilité à partie double, effectivement appliquée par toute banque dans le monde entier, qui impose cette dualité. Que signifie le fait que X est débité de 10 francs? c'est que cette personne verse 10 francs à autrui (Y). Et que signifie le fait que X est crédité de 10 francs? c'est qu'il perçoit de la part de la banque un dépôt de 10 francs qui lui permet de payer Y. Ce qui nous intéresse particulièrement ici c'est le fait que X est débité de 10 francs par sa banque: ce débit supprime, détruit ou efface un dépôt équivalent de X auprès de cette banque. L'observation essentielle en la matière est la *destruction* dans la banque où il est constitué d'un dépôt de 10 francs de X. La méthode expérimentale révèle ainsi un fait dont l'importance analytique est grande; c'est que le dépôt ou l'argent, 10 francs, que X remet à Y est *détruit* à l'endroit même où il se trouve, dans sa banque, et cela à l'instant même où celle-ci donne suite à l'ordre émis par X de compter 10 francs à Y.

Nous connaissons maintenant, en toute certitude, la réponse correcte à notre question: aucun objet déjà détruit ne peut connaître le moindre déplacement dans un espace quelconque; même dans le cas présent où la monnaie est matérielle, il est donc logiquement impossible que les 10 francs « envoyés » par X décrivent un déplacement spatial afin de parvenir à Y; en réalité ces 10 francs sont détruits dans l'avoir de X, si bien qu'ils sont créés dans l'avoir de Y.

Nous retrouvons ainsi une conclusion que nous connaissons déjà bien étant donné qu'il résulte de l'observation des faits que la théorie quantitative est dépourvue de tout objet; elle est abstraite au sens péjoratif du terme car elle s'applique à quelque autre planète que la nôtre. Dans notre monde concret, tel qu'il existe, et dans les paiements bancaires, aucune somme de monnaie, même matérielle, ne connaît le moindre déplacement dans l'espace des agents; la vitesse de déplacement de la monnaie est donc un concept vide, à moins que l'on ne juge - à la différence de tous les économistes quantitativistes - que tout mouvement monétaire est une vitesse infiniment grande.

Nous venons de saisir plus profondément la distinction, telle qu'elle est imposée par les faits, des paiements, qui sont des « créations-destructions » instantanées de monnaie et de leurs résultats qui sont les seules grandeurs monétaires dont l'existence dans le temps soit positive. Les représentants de la théorie quantitative confèrent artificiellement - car c'est contraire aux faits - une durée positive d'existence à la monnaie, qui pourrait donc circuler, même pendant des années. L'observation de la réalité impose la conclusion inverse: les grandeurs monétaires qui subsistent dans des durées positives sont des biens réels, comme l'or, l'argent ou le produit. Ce n'est pas une question de sémantique mais une importante question factuelle. Dès lors que la monnaie (somme de 10 francs dans notre exemple) ne peut passer de l'avoir de X à l'avoir de Y qu'en étant détruite chez X et créée chez Y, c'est qu'il est impossible de fait qu'un agent perçoive ou reçoive jamais une somme de monnaie d'une autre personne.

L'enseignement que l'observateur attentif retire des faits est presque toujours inattendu. Il est curieux, surprenant, que la monnaie se déplace uniquement par des destructions (du côté des acheteurs) et des créations (du côté des vendeurs). C'est même à peine crédible. Cependant faut-il attacher foi aux « verdicts » des faits? Comment en douter? La science doit se soumettre car elle n'est rien d'autre, dans la mesure où elle est exacte, que la connaissance des faits.

Nous constatons de nouveau que la théorie quantitative de la monnaie est une fable. Toutefois elle est une préparation à la théorie correcte, quantique. Les économistes s'imaginaient que la monnaie matérielle n'est pas créée du tout; ils croyaient aussi que la monnaie de banque est un simple « moyen de crédit », dont l'utilité se bornerait à faciliter la circulation des « espèces » dans le corps de la société. C'est gravement faux; la réfutation ne vient pas d'une analyse a priori mais de l'observation de la monnaie telle qu'elle existe concrètement.

L'emploi abusif des mathématiques - qui, en dehors de la mathématique pure, devraient être un simple outil à utiliser quand il est d'abord démontré que le problème donné s'y prête - a beaucoup contribué à obscurcir les vérités que l'homme de science ne peut dériver que de l'observation des faits. C'est que la mathématique est la « reine des sciences a priori ». Ne vaut-il pas mieux écarter cette discipline afin de saisir un fait - et s'agissant de la monnaie la réalité factuelle est d'une importance cruciale - plutôt que de s'adonner à de hautes mathématiques en laissant échapper l'objet économique? Le mathématicien dit « soit M la masse monétaire »; si on lui demande de définir la monnaie et, de surcroît, de définir ce qu'il entend par la masse monétaire, il répond que les définitions ne l'intéressent pas. En effet, les définitions de la monnaie et de sa prétendue masse ne sont pas des objets mathématiques; faisons donc figurer M dans des équations; leur solution est la seule connaissance scientifique que l'homme soit capable de dégager au sujet de la monnaie, bien qu'il soit certain qu'il ne connaîtra jamais la nature de cet objet; aussi la quête de la nature des choses serait-elle, à entendre les mathématiciens, une occupation métaphysique. C'est comme si la définition de l'oxygène appartenait à la métaphysique ! La définition de la monnaie, et celle de l'oxygène, sont au contraire des objets de science ou de connaissance de toute première importance. Pour quelle raison Isaac Newton a-t-il défini la masse en physique (et non en métaphysique)? C'est que la masse des corps peut seule expliquer des événements cardinaux

de la physique et de l'astrophysique. Un « macro-économiste » se doit pareillement de définir la masse monétaire, si elle existe. Il ne suffit pas de poser son existence.

Soit un peu d'humour dans un sujet aride. « En réalité, il s'y [en économie monétaire] est produit des phénomènes d'un genre si complètement inattendu, si entièrement nouveau, si absolument en contradiction avec toutes les opinions reçues, que je ne doute pas qu'avant peu toute l'Europe ne soit sens dessus dessous, toute la physique en fermentation, et que la raison et l'astronomie ne se prennent aux cheveux (Edgar Allen Poe, *Histoires extraordinaires*, traduction de Charles Baudelaire).

Rappelons les deux « phénomènes » les plus intéressants révélés par l'observation des faits monétaires:

. la monnaie ne se déplace jamais car, en chacun de ses « mouvements », elle est aussitôt détruite à sa source;

. la masse de monnaie n'existe pas car seul le capital monétaire existe dans le temps et tout capital monétaire définit la propriété d'un bien réel.

Sur ces deux points la théorie reçue attend encore sa « révolution culturelle ».

Ce que l'observation, absolument fidèle, des faits révèle, *dans l'état actuel des banques*, c'est que la monnaie se déplace toujours par des « sauts quantiques », détruite chez le « payeur » et créée chez le « payé ». Nul n'est besoin d'apporter la moindre retouche au fonctionnement des banques afin de dégager ce résultat, qui est tout à fait établi déjà dans l'état actuel des choses.

Cependant une fonction encore plus « fine » peut être confiée aux banques de dépôt.

Ne serait-ce que pour améliorer la lisibilité des opérations, il est bon de séparer les paiements de leurs résultats. On établira ainsi une vraie comptabilité des flux.

Il sera aisé, grâce aux ordinateurs, d'instituer en chaque banque de dépôt les trois départements dont nous expliquerons les fonctions distinctes.

Seule nous intéresse ici la division de l'activité des banques de dépôt en deux départements.

2. Premier et deuxième départements des banques de dépôt

1. Le département 1 de chaque banque de dépôt porte les flux de paiement qu'elle assume.

2. Afin que les flux de paiement soient visibles, les départements 1 inscrivent leur montant (en unités de monnaie) à leur *actif*: les banques sont créancières envers l'économie (hors banque) dans la mesure où elles assument ses paiements - ce qu'elles font nécessairement puisque la monnaie de paiement est bancaire.

3. A ce stade de l'explication de la réforme, rien n'est encore profondément changé par rapport à la situation actuelle. De tout temps les paiements assumés pour leurs clients procurent aux banques des actifs équivalents.

4. Dès le pas suivant on constate « du nouveau »: pour chaque paiement qu'il effectue, *le premier département de chaque banque devient débiteur de son deuxième département*. Portons dans les deux départements d'une banque de dépôt les écritures correspondant à un paiement de x francs assumé par elle.

banque de dépôt			
premier département (D1)		deuxième département (D2)	
actif	passif	actif	passif
payeur x	D2 x	D1 x	payé x

Commentons ces écritures. C'est le premier département qui effectue le paiement de x francs, pour le compte du vrai « payeur », son client; c'est donc D1 qui porte l'actif correspondant, créance de x francs envers le payeur. On pourrait penser que cet actif est inscrit dans le temps, auquel cas il ne définirait pas un paiement mais son résultat. En réalité pourtant, l'actif du premier département ne s'inscrit dans le temps *qu'en corrélation avec son passif envers le deuxième département*. Cette constatation est importante car elle signifie que tout ce qui concerne la durée des créances et des dettes, c'est-à-dire leur présence continue dans un intervalle de temps positif, est du seul ressort de D2. Si l'actif de D1 est lui-même durable, ce n'est que d'une façon dérivée car il reflète simplement l'actif durable de D2 envers D1.

5. Considérés en eux-mêmes (et non dans leurs résultats), les flux sont donc comptabilisés, dans le premier département.

6. La portée pratique de cette mesure est considérable: grâce à la division de chaque banque de dépôt en D1 et D2 on connaît à tout moment et pour la première fois dans toute l'histoire le montant exact des dépôts ou des fonds qui sont disponibles dans les banques afin de nourrir les retraits et les emprunts.

7. Dans l'état où elles se trouvent avant cette réforme, il est vrai de dire, littéralement, que les banques ne connaissent à aucun moment le montant exact des « fonds prêtables » dont elles disposent. Seules les compensations interbancaires qui se produisent tous les jours donnent une indication à ce sujet aux banques, qui apprennent ainsi si leurs prêts quotidiens sont trop élevés ou trop faibles. Après la réforme proposée, chaque banque connaîtra tous les jours la valeur exacte des fonds qu'elle peut prêter.

8. Dans son *Treatise on Money*, Keynes professe que les banques de dépôt peuvent agir de concert afin d'augmenter *pari passu* l'offre de crédits au-delà des fonds disponibles. C'est parfaitement possible *dans le strict respect de l'équilibre comptable*. Supposons ainsi que la somme des banques d'un pays dispose à un date donnée de 10 milliards d'unités de monnaie en

fonds prêtables et que les banques prêtent alors 12 milliards d'unités monétaires. Ce « dépassement » des crédits accordés ne serait pas possible s'il était le fait de banques isolées; mais dès lors que les banques agissent comme un seul homme, les crédits qu'elles accordent peuvent effectivement atteindre la somme de 12 milliards d'unités monétaires et cela malgré le fait qu'elles ne disposent que de 10 milliards d'unités de monnaie. La raison en est que les crédits supplémentaires, de 2 um (en milliards), *créent leur propre actif dans les banques, créance de 2 um envers les emprunteurs.*

9. La division des banques en deux départements a donc une grande importance au titre des remèdes de l'inflation. Après la réforme, chaque banque connaîtra chaque jour les sommes exactes qu'elle peut prêter, comme c'est le cas pour une Caisse d'épargne. Il ne pourra plus arriver que la somme des banques prête au-delà de ses ressources.

10. Le deuxième département est encore grandement utile à un autre titre, à savoir par les relations qu'il pourra entretenir avec un troisième (et dernier) département institué en chaque banque de dépôt; il sera possible alors que les profits non redistribués soient retirés des fonds prêtables; or, c'est le prêt de ces profits qui introduit la possibilité d'une insuffisance de la demande globale par rapport à l'offre de plein emploi.

11. Notons enfin qu'après l'institution des deux départements, D1 et D2, tout revenu sera effectivement détruit à l'instant même de sa formation. Nous avons vu qu'il en est nécessairement ainsi en logique formelle; les faits comporteront alors également ce résultat. On voit ainsi que l'observation des faits permet de dégager des connaissances dont la conséquence peut être d'apporter un perfectionnement aux faits eux-mêmes.

INTRODUCTION A L'ANALYSE DES PROFITS

En *analyse microéconomique* le profit est simplement une catégorie du prix. Un bien produit qui se vend pour 100 francs est constitué d'un coût, notamment salarial, de 70 francs par exemple et d'un profit brut de 30 francs; sur cette somme de 30 francs, 5 francs, par exemple, sont affectés à l'amortissement du capital, 10 francs au paiement de dividendes et d'intérêts et 15 francs aux investissements nouveaux.

Nous avons vu que l'auteur dont l'étude du profit est la plus profonde (au 19^e siècle) écarte, parce qu'elle est superficielle, l'explication du profit comme une partie intégrante du prix des produits.

En *analyse macroéconomique* le profit ne peut être défini en définitive que sur le marché des facteurs de production. Or sur ce marché les prix sont strictement équivalents aux *coûts* de production.

Afin de conduire l'analyse en toute clarté dans ce domaine difficile, nous supposons que l'économie nationale comporte une seule entreprise, divisée en secteurs autonomes, ainsi en un secteur produisant les biens de consommation et en un secteur produisant les biens d'investissement (nous verrons plus tard que l'économie comporte nécessairement un troisième secteur, correspondant à la production des biens d'amortissement). Cette hypothèse d'une entreprise unique n'est pas éloignée des faits si l'on veut

bien considérer la production nationale comme une activité unique. Au cours du premier semestre nous avons vu déjà que John Hicks considère le produit national comme un seul et même produit composite; il n'est pas interdit, dès lors, de réunir toutes les entreprises d'une nation en une seule entreprise composite. On peut aussi parler à ce sujet de *l'ensemble des entreprises*, représentant une entreprise unique.

Avant même d'entrer véritablement en matière, on sait de science certaine que seule la production de biens de consommation, et la vente de ces biens, peut apporter des profits positifs à notre entreprise. En effet, la production de biens d'amortissement se limite par définition au remplacement de capitaux fixes préexistants. Quant à la production de biens d'investissement, ou biens-profits, elle est la conséquence ou la dépense de profits déjà formés - et non la formation de nouveaux profits. Nous trouverons bientôt confirmation de ces faits importants: seule la production de biens de consommation suscite des profits, la production de biens-profits étant la simple conversion de profits monétaires en profits réels. Dans le cas que nous étudions d'une seule entreprise, il est immédiatement évident que tous les biens qu'elle produit dans son deuxième secteur sont financés par les profits réalisés dans son premier secteur, sans que l'activité du deuxième secteur puisse ajouter le moindre profit au profit total réalisé par l'entreprise nationale. Mais disons dès maintenant que dans le cas où les entreprises sont multiples, les entreprises qui produisent les biens-profits peuvent évidemment réaliser des profits comme les autres entreprises mais il s'agit alors de profits déjà « captés » par la vente de biens de consommation.

Déjà pressentie par Marx et par Keynes, la vérité essentielle du profit est celle-ci: seuls les achats finals effectués par les ménages sont source de profits; les achats finals des entreprises sont de simples conversions de profits qui existent déjà.

Il est essentiel de distinguer les profits que l'ensemble des entreprises redistribue aux ménages et les profits qui restent acquis aux entreprises; ce sont les profits du deuxième type qui définissent le capital au sens même du capitalisme.

IV

LES PROFITS REDISTRIBUES, EN RENTES, INTERETS ET DIVIDENDES

1. Les rentes

La théorie de la rente est intéressante déjà au titre de l'histoire de l'analyse économique; elle est souvent proposée comme un *pont aux ânes*. Ricardo, qui n'est pas le premier à cet égard, explique la rente dans le respect de l'équivalence des valeurs et des prix.

Exposons brièvement la théorie ricardienne de la rente.

L'exploitation des terres est divisée en cercles dont chacun marque un degré de fertilité du sol. La terre la moins fertile n'apporte aucune rente à ses propriétaires; elle ne produit que des salaires et, éventuellement, des profits (mécanisation). Mais supposons que la terre du cercle suivant produise une valeur de 110 francs par mois de travail (d'un nombre donné d'ouvriers) alors

que la terre la moins fertile ne produit qu'une valeur de 100 francs/mois, pour 1 quintal de blé.

Avant de développer l'analyse de la rente différentielle, il est important de noter que la valeur produite en chaque cercle de fertilité est composée uniquement de salaires et de profits; la valeur ne comprend aucune rente. Cependant, le blé se vend au même prix sur le marché quelle que soit sa provenance. Dès lors que le blé de la terre la moins fertile trouve preneur, c'est que le prix de vente d'un quintal de blé est de 100 francs, somme qui est ventilée en salaires et en profits. Si le prix était inférieur à 100 francs par quintal de blé, la terre la moins fertile serait laissée à l'abandon, en jachère, car sa production ne couvrirait pas son coût (salaires et profits). Puisque, par hypothèse, la terre la moins fertile, qui produit une valeur de 100 francs par quintal de blé, est exploitée, c'est que la terre du cercle de fertilité immédiatement supérieure donne une rente de 10 francs par quintal de blé.

C'est à dessein que nous parlons de *valeur produite* par chaque cercle de terre. Supposons que les cercles de fertilité soient de 100 francs par quintal puis de 10 francs supplémentaires par quintal pour les cercles suivants, jusqu'à une production d'une valeur de 200 francs par quintal de blé sur la terre la plus fertile. Ainsi la valeur produite est-elle d'abord composée (sur la terre la moins fertile) uniquement de salaires et de profits; puis la valeur produite comprend une rente de 10 francs, de 20 francs, et ainsi de suite jusqu'à comprendre (sur la terre la plus fertile) une rente de 100 francs.

On constate ainsi que les prix ne sont jamais supérieurs aux valeurs. Sur chaque cercle de terre le produit est vendu à sa valeur, salaires, profits et rente (positive ou non).

Reprenons, sous une forme un peu différente, l'analyse que nous venons de conduire.

La valeur produite sur la terre la moins fertile ne comporte que des salaires et des profits; autrement dit, elle est donnée par le coût de production. Un lecteur peu averti peut trouver curieux que le profit soit un coût de production; mais il l'est en termes de travail dépensé: le travail des « laboureurs » apporte tout à la fois leur salaire et le profit des propriétaires fonciers. En analyse ricardienne le profit se réduit (au moins dans le long terme) à l'intérêt, prix du temps. Or les coûts de production comprennent les intérêts échus sur le capital investi (dans l'agriculture).

Nous avons supposé qu'un quintal de blé soit le produit de 100 heures de travail sur la terre la moins fertile.

Concernant les autres « cercles » de production, la valeur est toujours de 100 francs par quintal de blé pour les salaires et les profits de 100 heures de travail: en effet, les salaires et les profits définissent, ensemble, la valeur apportée par le travail, valeur indépendante de la fertilité de la terre. Mais, dans la mesure où la terre est plus fertile que celle du premier cercle, elle apporte une valeur qui s'ajoute aux salaires et aux profits. La terre la plus fertile, par exemple, donne du blé dont la valeur est de 200 francs (pour deux quintaux), dont une rente de 100 francs.

Ainsi constate-t-on que c'est la valeur et non le prix du blé qui varie selon qu'il est le produit d'une terre plus ou moins fertile.

Il serait erroné de dire que le prix est constant et que la valeur est de plus en plus petite, par quintal de blé, selon qu'il provient d'une terre de plus en plus fertile.

Autrement dit, la rente fait partie de la valeur, comme le profit et le salaire.

Bien plus, la rente fait partie des coûts de production.

Cette dernière proposition n'est-elle pas erronée?

Il est important de comprendre que ce n'est pas le cas. La seule théorie correcte, dans toute l'histoire de la pensée, pose l'égalité nécessaire du prix et de la valeur des produits. Cette équivalence est certaine même aujourd'hui, dans la théorie de la monnaie bancaire. Et, dès l'ère classique, toute explication d'après laquelle le prix des produits est supérieur à leur valeur est superficielle et même fausse.

Comparons la production d'un mois de travail (100 heures) sur les deux terres extrêmes, la terre la moins fertile et la terre la plus fertile. Il faut 100 heures pour produire un quintal de blé sur la terre la moins fertile; il faut seulement 50 heures de travail pour produire un quintal de blé sur la terre la plus fertile. Dans les deux cas, le prix et la valeur d'un quintal de blé est de 100 francs. Mais, sur la terre la plus fertile, 100 heures de travail produisent deux quintaux de blé, dont la valeur et le prix sont de 200 francs, à savoir 100 francs de salaires et de profits et 100 francs de rente.

On ne comprend parfaitement la théorie classique de la rente que si l'on saisit la valeur des produits agricoles, non lors de la production, mais au moment où ils sont vendus. Dans l'économie en général et excepté l'agriculture, la production apporte seulement des salaires et des profits. C'est la dépense de salaires et de profits pour l'achat de produits agricoles qui définit la valeur (et identiquement le prix) de ces biens. On peut même dire que le coût des biens agricoles est défini par les salaires et les profits dépensés pour leur achat.

A cet égard aucune distinction ne peut être faite entre le produit des terres selon leur degré de fertilité.

Il reste cependant que c'est seulement sur la terre la moins fertile que l'on vérifie l'égalité entre deux coûts, à savoir le coût de production (qui comporte uniquement des salaires et des profits) et le coût de ces biens sur le marché des produits. Pour le blé produit sur toutes les autres terres, le prix ou la valeur de vente excède le coût de production en salaires et en profits.

La théorie de la rente a un intérêt surtout historique. Aujourd'hui les revenus agricoles sont des salaires et des profits plutôt que des rentes.

2. Les intérêts (et les dividendes)

Généralités

Deux grandes conceptions épuisent le sujet: certains théoriciens enseignent que le capital est un facteur de production au même titre que le travail de l'homme; pour d'autres théoriciens, le travail est le seul facteur de production. Cependant il importe d'être plus précis: d'après les théories modernes de la « valeur-travail », la production n'est pas mesurée par le travail mais par son salaire monétaire. Cette analyse est diamétralement opposée à la théorie classique, d'après laquelle c'est le travail - et non sa rémunération - qui est la mesure du produit.

La solution correcte est la synthèse des deux « doctrines »: en fait le capital produit de la valeur, sous la forme des intérêts et des dividendes. Le revenu national est la somme de ces revenus et des salaires.

Nous n'avons pas le temps de développer une théorie complète des revenus non salariaux qui se forment au « profit » des ménages. Proposons-en néanmoins une explication générale.

Nous savons que la forme monétaire des revenus créés par les banques est toujours d'abord un salaire nominal. Tous les prix sont absolus, les prix relatifs étant des relations entre prix absolus.

L'analyse selon laquelle seuls les salaires sont d'abord des valeurs ajoutées dans l'économie nationale est donc dictée par la logique de la monnaie bancaire.

Tout enseignement d'après lequel le capital produit des revenus comme le travail est fondamentalement erroné puisque les banques ne peuvent créer que les salaires (monétaires).

Cela signifie qu'il est formellement impossible que les banques créent les revenus non salariaux.

Tout dépôt formé dans une banque naît de la production des hommes.

Supposons néanmoins qu'une banque crée, en faveur d'un ménage quelconque Mq, un revenu non salarial de 10 um. Un raisonnement par l'absurde montre que ce revenu ne peut pas exister.

. Si ce revenu existait, il serait une créance de Mq envers la banque concernée.

. Mais toute dette d'une banque envers un déposant correspond nécessairement à une créance égale de cette banque ^{vers} une autre personne.

. Quelle est l'identité de la personne qui porterait une dette envers la banque corrélative à la dette de cette banque envers Mq?

. La personne endettée envers la banque ne peut être qu'une entreprise puisque les revenus, même non salariaux, sont des revenus de production.

. Or toute entreprise porte envers les banques une dette égale à la valeur salariale de sa production; autrement dit, la dette des entreprises envers les banques est épuisée par les salaires que les banques versent pour le compte des entreprises: il en est forcément ainsi puisque le versement des salaires est la source unique des prix ou des valeurs absolus.

. La conclusion du paragraphe précédent est corroborée par le fait que tout échange est absolu: les salaires qu'ils perçoivent ont pour objet le produit total des travailleurs.

. Il en résulte que la prétendue dette d'une banque envers Mq est sans objet.

Il est important de ne jamais perdre de vue que tout échange au sens propre implique la monnaie et que tout échange monétaire se situe au niveau de la production, positive et négative (consommation). Le versement des salaires est le premier échange absolu: nous savons bien, en effet, que le salarié perçoit son propre produit sous la forme monétaire. Or il est formellement impossible qu'un ménage perçoive dans un échange absolu - seul type d'échange qui puisse exister - des biens qui ne soient pas des biens-salaires. Si les intérêts sont positifs, ils correspondent à la production de « biens-intérêts »; or ces biens ne peuvent pas être l'objet d'une émission de revenus (monétaires) effectuée par une banque.

Au 20^è siècle un progrès a été réalisé dans l'explication de l'intérêt. On sait aujourd'hui que le capital macroéconomique est un revenu qui est *fixé* une fois pour toutes dans les machines et les équipements de toutes sortes; le revenu transformé en capital macroéconomique définit donc la perte définitive d'un revenu, qui est détruit. Cette perte demande compensation et cette compensation n'est autre que l'intérêt. J'ai proposé dans mon cours une valeur pour le « taux naturel » de l'intérêt; c'est le nombre d'Euler. Si cette « conjecture » devait s'avérer, on connaîtrait enfin non seulement la raison d'être de l'« Urzins » de Bohm-Bawerk mais aussi son taux « naturel ».

L'objet précis du cours est autre; il s'agit de démontrer que seul le travail de l'homme est un facteur de production. A cet effet j'ai proposé un petit exemple chiffré. On considère un travailleur (qui représente l'ensemble des travailleurs d'un pays) qui produit pendant une heure. Cette production apporte trois catégories de biens, à savoir des biens-salaires, des biens-intérêt et des biens d'amortissement. Les biens-salaires sont des chemises d'une qualité donnée.

Par l'imagination on suppose que le travail est d'abord effectué « à mains nues »; la production de notre heure de travail est alors d'une chemise.

Puis on se donne par un « deus ex machina » une « machine à produire des chemises ». On ne connaîtra l'origine des machines en général qu'après l'analyse de l'investissement, qui viendra plus tard. En attendant une machine est à la disposition de notre travailleur qui s'en sert pour produire 10 chemises en une heure.

Le concept de « productivité physique »

Le travail de l'homme produit plus de chemises dès lors qu'il est effectué au moyen d'une machine; depuis plus de deux siècles les économistes disent en ce sens que la *productivité physique* (dans l'exemple, en chemises) du travail est accrue par l'utilisation de machines. Pour quelle raison précise cet accroissement concerne-t-il la production *physique* ? La raison en est profonde; si on disait que la machine accroît la production « en valeur » - et non pas simplement en volume physique - on jugerait par là que le « travail » de la machine produit des biens au même titre que le travail de l'homme. Les « facteurs de production » seraient alors au moins au nombre de 2, travail de l'homme et travail de la machine. Si on pose au contraire que l'emploi des machines multiplie la production des biens physiques, on ne préjuge pas la question de la définition des facteurs de production : les deux conclusions restent alors ouvertes : la machine dont l'« activité » apporte un nombre accru de biens physiques peut *ou non* apporter aussi une mesure plus grande de production; si et seulement si c'est le cas la machine est un véritable facteur de production.

Le concept de productivité en valeur ou en mesure

Il est certain que s'il ne comportait que des chemises d'un seul type et d'une même qualité, le produit national pourrait être mesuré directement en chemises. Nul ne serait besoin alors d'en référer à une « valeur » des chemises.

Notons que David Ricardo avait proposé, à un moment donné, un « modèle » dans lequel le blé était le seul bien présent à l'input et à l'output de la production nationale. Le produit étant constitué de blé d'une qualité uniforme, il

peut être « évalué » simplement en unités de poids; la valeur économique ne serait alors qu'une masse de blé.

Revenons aux chemises. Ne serait-il pas correct de conclure que l'emploi de notre machine fait passer la mesure de la production d'une heure d'une chemise à 10 chemises ? Dans ce cas la distinction de la production physique et de la production « en valeur » ou « en mesure » ne pourrait être justifiée.

En réalité on sait bien que le produit national est composé d'une multitude de biens hétérogènes, qu'il est impossible de rapporter les uns aux autres selon leurs définitions physiques. Comment comparer physiquement une chemise à un poste de télévision ? Notons que les biens *doivent* être comparables entre eux car s'ils restaient hétérogènes, irréductibles à une *mesure* commune, le produit national ne pourrait pas être *mesuré* et la science économique n'existerait pas du tout.

Pour quelle raison proposons-nous néanmoins l'exemple d'une production de chemises toutes « identiques » les unes aux autres ? Ce n'est pas pour donner un autre exemple du blé de Ricardo. Notre objet est d'analyser la question des « facteurs de production » : la machine produit-elle comme l'homme ? C'est afin de résoudre cette question que nous avons proposé l'exemple d'une multiplication (par 10) du « nombre de biens » produit par l'homme dès lors qu'il utilise une machine. Nous ne pourrions pas déterminer un accroissement du nombre de biens produits si les biens étaient hétérogènes. De là l'exemple des chemises.

Mais il serait gravement erroné de compter tous les biens produits par une économie nationale comme des chemises; on ne peut compter ces biens qu'à l'aide d'une unité de mesure. Or nous connaissons la seule unité de mesure adéquate à cette fin; c'est l'unité de salaire (« wage unit » de Maynard Keynes).

L'utilisation de machines accroît la production en valeur ou « en mesure » des biens à la condition nécessaire et suffisante que la mesure du produit obtenu par la production à l'aide de machines soit supérieure à la mesure du produit du seul travail de l'homme. Dans notre exemple, la production à l'aide de machines de 10 chemises (en une heure) est supérieure « en mesure » à la production d'une chemise par le travail seul à la condition nécessaire et suffisante que la mesure économique des 10 chemises produite par l'homme et la machine soit supérieure à la mesure économique de la chemise produite par les « mains nues » de l'homme. Mais quelle est la définition exacte de la mesure économique des biens ? Elle est univoquement connue : ce sont les unités de salaire.

La question que nous devons trancher est donc celle-ci : la mesure, en unités de salaire, du produit de l'homme et de la machine, 10 chemises, est-elle supérieure à la mesure, en unités de salaires, de l'homme seul, 1 chemise ?

Avant de poursuivre l'analyse, soit un résumé de la distinction des deux productivités, physique et en valeur ou en « mesure ».

Dans notre exemple :

- il est évident que la productivité de l'heure de travail passe, en termes physiques, d'une à dix chemises.
- mais la question de la productivité en valeur du capital reste entièrement ouverte, non décidée : nous ne savons pas du tout, pour le moment, quelle est la valeur ou la mesure, en unités de salaire, des 10 chemises produites par le travail de l'homme aidé de la machine.

Nous disposons pourtant d'un élément de réponse : le salaire horaire de notre travailleur étant de 10 francs, n'est-il pas vrai que l'unique chemise produite par le travailleur sans aucune machine est mesurée par 10 francs, 10 unités de salaires, mesure exacte des 10 chemises produites par le travailleur aidé de la machine ?

Le capital ne produirait donc aucune valeur pour la raison qu'il n'apporterait pas la moindre unité de salaire. Seul le travail de l'homme produirait des unités de salaire - n'est pas « évident » ? mais méfions nous des « évidences » - l'accroissement de la production due à l'utilisation de machines étant purement physique.

En réalité le capital produit une « mesure » positive de biens - autrement dit la production du capital est positive non seulement en termes physiques mais en valeur - et cela à deux titres distincts.

1. Le capital-machines donne une valeur ajoutée dans la mesure de l'intérêt qu'il porte (le « Urzins » de BB).

2. Le capital-machines donne une valeur ajoutée dans la mesure de sa propre reproduction.

1. Production « en valeur » du capital dans la mesure de l'intérêt qu'il porte

1. Comment le capital produirait-il des unités de *salaire* ? C'est difficile à concevoir. On est tenté de dire que si le capital apporte une valeur, un intérêt, c'est que la mesure du produit est au moins *double*, salaires pour le travail et intérêts pour le capital.

2. Aucun esprit empreint de logique ne saurait accepter cette « dualité ». Puisque l'unité de salaire est la mesure élémentaire de tous les biens économiques, dans leur totalité, il est inconcevable que les biens, déjà mesurés en salaires, le soient encore (même pour partie) par une autre unité de mesure comme l'unité d'intérêt.

3. A ce sujet deux propositions seulement peuvent donc être maintenues en logique : la production du capital est nulle en valeur ou, si elle est positive, sa mesure est définie en unités de salaire.

4. La solution correcte est celle-ci : dans la mesure des intérêts qui sont la mesure-flux de la quantité de revenu détruite dans la constitution des machines (stocks), l'intérêt est un « revenu de production » au même titre que les salaires; on en induit que le capital apporte une valeur positive, précisément sous la forme de cet intérêt, « Urzins ».

5. Nous avons déjà clairement énoncé la difficulté à laquelle nous sommes à présent confrontés : le « Urzins » doit être une somme d'unités de salaire; si ce n'était pas le cas, cet intérêt ne serait pas une mesure positive du produit comme il doit pourtant l'être; il faut donc expliquer comment il est possible que le capital, tout comme le travail de l'homme, produise des unités de salaire.

6. Dans le cours oral j'ai fait masse des intérêts et de l'amortissement. Pour plus de clarté dans l'exposition, je sépare ici les intérêts, d'abord considérés

seuls, comme si l'amortissement des machines utilisées dans la production de chemises était nul (nous lèverons bientôt cette restriction). Supposons que le capital utilisé dans la production de chemises apporte un intérêt horaire dans la proportion de 10% de la production d'une heure.

7. Puisque la production d'une heure est de 10 chemises, c'est que neuf chemises sont réparties en salaires aux travailleurs alors qu'une chemise revient aux titulaires d'intérêts. Telle est la « clé de répartition » donnée en chemises, donc en unités de biens *physiques*.

8. Ecartons tout de suite une erreur grave; on serait tenté de dire que le travail d'une heure de l'homme apporte 9 chemises alors qu'en « travaillant » pendant une heure la machine produit une chemise; le « facteur-capital » s'ajouterait alors au « facteur-travail » pour produire les chemises. En fait, seul le travail de l'homme est producteur ou « créateur ». C'est obligé puisque toutes les chemises, les dix et non neuf seulement, sont des biens dans la mesure exacte des unités de salaire qui les mesurent. Cela signifie que les 10 chemises, en totalité, sont le produit du seul travail de l'homme. Ce n'est pourtant pas le « facteur-travail » qui produit l'intérêt, prix du revenu fixé dans la machine. Il n'empêche que c'est le travail humain qui mesure les « biens-intérêts » tout comme il mesure les « biens-salaires ».

9. L'explication complète du fait que le travail (de l'homme) est l'unique facteur de production est celle-ci :

- si, abstraction faite de l'amortissement de la machine servant à produire des chemises, l'intérêt était un revenu de production nul, les 10 chemises produites en une heure seraient mesurées par 10 unités de salaire; le salaire réel de notre travailleur serait donc de 10 chemises pour une heure d'activité;

- comme l'intérêt est un revenu de production égal, en termes physiques, à une chemise pour une heure de travail, le salaire réel du travailleur est diminué d'une chemise par heure d'activité;

- la chemise « perdue » par le travailleur a la valeur exacte d'une unité de salaire (monétaire);

- en une heure le travailleur produit donc - et produit *seul*, comme unique « facteur » - des biens dont la valeur, en unités de salaire, est de 10; le fait que l'intérêt prélève 1 unité de salaire dans cette mesure totale du produit signifie simplement que le produit du travailleur est réparti à raison de neuf dixièmes pour lui-même et pour un dixième en faveur des titulaires d'intérêt.

10. Nous reconnaissons maintenant la nature exacte de l'erreur que l'on pourrait commettre en la matière; l'intérêt est une catégorie du revenu national; on est donc tenté de penser que le capital produit au sens même où l'homme produit par son travail; mais, en toute certitude, c'est profondément faux; c'est que le produit est un objet de notre science uniquement parce qu'il répond, dans toute sa multitude d'ingrédients disparates, à une mesure commune, à savoir l'unité de salaire; il en résulte logiquement, c'est-à-dire nécessairement, que même les biens-intérêts sont d'abord des biens-salaires; ils le sont comme résultat immédiat de la production et cessent de l'être uniquement parce qu'ils reviennent en fin de compte à des titulaires de revenus qui ne sont pas des salariés. Saisi comme résultat de la production, le produit est indivis et forme un tout insécable définissant une masse de biens-salaires; c'est donc des

biens-salaires que perçoivent les ayants-droit d'intérêt. Dire que les biens-intérêts ne sont pas des biens-salaires signifie seulement qu'il s'agit de biens qui ne reviennent pas aux salariés. Ne nous laissons pas tromper (mais suivons Wittgenstein) par le vocabulaire.

11. Il est donc tout à fait exact de dire - il le faut en logique - que le capital produit des biens-salaires. On peut atténuer ce jugement, afin de lui retirer son caractère paradoxal : le capital produit des biens qui sont, eux aussi (comme les biens produits par le travail de l'homme), mesurés en unités de salaire.

12. Reprenons le clivage didactique proposé par Adam Smith, selon que la production nationale est effectuée dans l'« état rude » de la société ou après appropriation des terres et constitution d'un capital.

13. Dans l'état rude de l'économie, le travailleur produit sans l'aide du capital. Le plus intéressant n'est pas qu'il ne produise alors qu'une chemise par heure mais qu'il obtient en salaires la totalité de son produit.

14. Dans l'état avancé de la production nationale, le travailleur produit au moyen d'une « machine à produire des chemises ». De nouveau le point analytique le plus intéressant n'est pas que le produit d'une heure est alors porté d'une à dix chemises (c'est évidemment important pour le bien-être de la population) mais le fait que le produit ne revient plus en totalité au travailleur car les « capitalistes » doivent, en toute légitimité, en percevoir une partie pour compenser le revenu qu'ils ont épargné et « placé » ou « fixé » définitivement dans la machine. Tout le problème, dont nous connaissons maintenant la solution, est de savoir dans ces conditions si la « part du capitaliste » définit des biens qui ne sont pas mesurés en unités de salaire; si la réponse était positive, les intérêts seraient la mesure des biens-intérêts et les salaires ne seraient la mesure que des biens répartis au travailleur; mais la réponse correcte est « emphatiquement » négative : même dans l'état avancé des sociétés, seul l'homme produit; dans notre exemple, le produit, 10 chemises, est entièrement « dû » à l'activité économique du travailleur; le capital n'y ajoute strictement rien; c'est certain puisque le produit est en toutes circonstances entièrement mesuré en unités de salaire, seule unité de mesure qui existe dans tout le champ de l'économie et de l'« économique ». Les capitalistes perçoivent donc leurs intérêts, pour une heure d'activité de la machine, dans la mesure d'une unité de salaire, produite par le travailleur (comme toute unité de salaire) et qui lui est retirée pour la « rémunération du capital ».

15. Nous avons supposé que le salaire horaire est de 10 francs dans les deux états de la société, rude et avancé. N'est-il pas vrai, pourtant, que le salaire monétaire doit augmenter en proportion de l'augmentation de la productivité du travail ? Il est important de montrer que non. C'est que le salaire monétaire est une mesure originelle, la mesure en économie; il est donc illogique de chercher à mesurer le salaire lui-même et de le proportionner au produit du travail. Le produit du travailleur est toujours équivalent au nombre d'unités de salaire qu'il perçoit en « rémunération ». L'unité de salaire est un « panier » qui est la mesure de tout ce qu'il contient. Dans le cas où 10 unités de salaire contiennent 1 chemise, ce bien vaut 10; et dans le cas où 10 unités

de salaire contiennent 10 chemises, chaque chemise vaut 1. Dans l'unité de salaire *invariante* qu'il perçoit, le travailleur reçoit donc un nombre d'autant plus élevé de biens que sa production physique (au moyen de machines) s'accroît. Nul n'est besoin, pour que le travailleur « profite » lui-même de sa productivité accrue, d'augmenter son salaire horaire. Comme Keynes l'explique dans son *Treatise on Money*, l'augmentation des salaires monétaires est une inflation.

16. L'analyse rencontre maintenant une difficulté que j'ai insuffisamment exposée à mon cours oral. Le salaire horaire perçu par notre travailleur est de 10 francs; cependant, la dépense finale de son revenu ne lui apporte que 9 chemises en biens physiques et l'équivalent de 9 unités de salaire en valeur ou en « mesure économique ». La difficulté que nous venons d'évoquer est celle-ci : le prix de vente des 10 chemises ne peut être que de $(10 \times 1/9.10)$ unités de salaire; or seulement 10 unités de salaire existent.

17. A mon cours oral j'ai résolu cette difficulté (compte tenu de l'amortissement que j'écarte ici) en montrant que les banques ne créent (ou n'émettent) pas seulement le salaire du travailleur mais également la contre-valeur de l'intérêt et de l'amortissement. L'exemple chiffré dont l'inscription au tableau a conclu le cours était erroné (mais j'avais dit que je renonçais à le calculer moi-même). Si l'amortissement de la machine pour une heure et l'intérêt sont au total de 30% de la production horaire, 10 unités de salaire étant émises pour le travailleur, le prix de vente et la somme de monnaie émise sont de $(10 \times 1/7.10) = 14,28$ unités.

18. Revenons au cas simplifié, la prise en compte de l'amortissement étant différée. Le prix de vente du produit se monte alors à 11,11... unités de monnaie. Dans la dépense totale de son salaire de 10, le travailleur obtient son produit dans la mesure de $10:1,11... = 9$ unités de salaire.

19. Nous pouvons maintenant faire avancer l'analyse d'un pas important. Si l'explication se terminait au §9 ci-dessus, l'unité de salaire serait gravement menacée dans son rôle d'unité de mesure fondamentale. Ne serait-il pas, en effet, arbitraire de retenir la mesure par 10 unités de salaires au lieu de la mesure par 11,11... unités de monnaie ? Puisque les banques créent, pour la « monétisation » du produit, 11,11.. unités de monnaie, prix total du produit horaire, c'est l'unité de monnaie et non l'unité de salaire (monétaire) qui est l'unité de mesure en économie. Toute la théorie keynésienne serait sapée et il faudrait revenir à la théorie quantitative de la monnaie, dont on sait pourtant qu'elle se contredit elle-même. L'unité de salaire reste la définition correcte de l'unité de mesure en économie dès lors que l'on analyse la formation des revenus non salariaux, en particulier de l'intérêt que nous considérons ici, comme l'achat d'un travail.

20. Appliquons encore la distinction smithienne de l'état rude et l'état avancé de la société.

- Dans l'état rude de l'économie nationale, *aucune fraction du travail de l'homme n'est achetée par quiconque*. On peut imaginer l'existence d'une entreprise qui emploie notre travailleur, pourvu qu'elle soit conçue comme un simple intermédiaire. Le paiement du salaire, 10 unités pour le travail d'une heure, *n'est pas un achat*; c'est simplement la remise au travailleur de son

propre produit sous la forme monétaire. On peut dire, en approximation, que le travailleur perçoit le *bon d'achat* dont son produit est l'objet. On évite ainsi l'erreur fondamentale que l'on commettrait si l'on disait que le salaire est le prix du travail; en réalité le salaire est le produit et même le produit réel du travail.

- Dans l'état avancé de l'économie nationale, le travail est un bien qui est partiellement acheté au travailleur. En ce sens Smith parle du travail commandé. L'analyse économique n'a-t-elle fait aucun progrès depuis la publication de la *Richesse des nations* ? Si et même un progrès de toute première importance. C'est que la théorie monétaire de Smith est - et ne pouvait être - qu'en contradiction formelle avec sa théorie du travail commandé. La conciliation de la théorie de la valeur (produit du travail y compris du travail commandé) et de la théorie de la monnaie est une conquête du 20e siècle. « The division of Economics between the Theory of Value and Distribution on the one hand and the Theory of Money on the other is, I think, a false division (G.T., p. 293). » Jusqu'aux dernières « avancées » de notre science, la monnaie est conçue (« misconceived ») comme un actif. Dans ces conditions, le travail commandé et le travail tout court ne peuvent être distingués l'un de l'autre. Si l'entreprise achète (pour le compte de titulaires de revenus non salariaux) 10% du travail horaire du « facteur de production » et qu'elle paie 1 unité de salaire monétaire pour cela, 10% de l'output de l'heure de travail se vendra au prix d'une unité de monnaie sur le marché des produits; comme le travailleur perçoit 10 unités de salaires, il obtient l'intégralité de son produit contre la dépense de son salaire. On constate ainsi que la théorie de la monnaie-actif contredit la théorie du travail commandé. La théorie de Smith est profonde mais elle ne peut être libérée de sa contradiction interne que grâce à la théorie de la monnaie-nombre, entité purement immatérielle.

21. Supposons que la monnaie d'un pays soit matérielle (ce qui n'a jamais été le cas car la monnaie-or ou la monnaie-argent était une monnaie indépendante de sa matière). Dans ce pays les capitalistes « commandent » la production des biens-intérêts, consistant en une chemise par heure de travail. Afin d'obtenir pour eux la production d'une chemise, les propriétaires de la machine à produire des chemises achètent 6 minutes de l'activité du travailleur; comme la rémunération du travail est de 10 unités de salaires par heure, le travailleur obtient 1 unité de salaire des capitalistes qui achètent ainsi le produit de 6 minutes en achetant la production ou le travail de 6 minutes. Comme, par hypothèse, la monnaie est matérielle, on constate que survient une contradiction, dont les termes sont les suivants :

- . le travailleur perçoit 10 unités de monnaie en salaire d'une heure de travail et obtient ainsi le pouvoir d'acheter son produit total de 10 chemises;
- . le travailleur cède au capitaliste 1 chemise, dont la mesure ou la valeur est d'une unité de salaires.

Il est clair que ces deux propositions s'infirment mutuellement car le salaire réel ne peut être à la fois de 10 chemises et de 9 chemises.

22. La contradiction que nous venons de mettre au jour est inhérente à la théorie classique, fondée par Smith.

23. Cette contradiction peut être résolue; mais elle ne peut l'être que dans la logique rigoureuse de la nouvelle définition de l'unité de mesure, unité de salaire, découverte par Keynes.

24. Même dans cette nouvelle logique, le raisonnement est difficile. Il est entendu que le salaire horaire est de 10 unités de monnaie. Le montant de ce salaire n'est nullement affecté dans le cas où une partie positive de l'heure de travail est achetée, par exemple par les capitalistes (épargnants). Dans l'exemple que nous suivons, la part de l'intérêt dans le revenu national est de 10%. Dans ce cas, le travailleur vend la dixième partie de son activité aux épargnants. En paiement de cette vente, le travailleur perçoit 1 unité de salaire. Concernant les neuf autres dixièmes de son activité (d'une heure), *le travailleur ne la vend à personne*. Ce qui est nouveau dans l'explication, qui est enfin conforme aux faits, par rapport à la théorie de Smith, ne réside pas dans la constatation que le travailleur vend une partie de son activité mais, bien au contraire, dans l'affirmation qu'il ne vend à personne toute la partie de son activité qui lui apporte un salaire réel. Pour les Classiques, le travailleur vend la totalité de son activité : c'est ainsi que ces auteurs conçoivent le régime du salariat. Dans la réalité des faits, le travailleur ne vend son activité que dans la mesure de la formation des revenus non salariaux; s'agissant de la formation des salaires, le travailleur ne vend son activité à personne. C'est la reconnaissance de ce fait qui est apportée par Keynes.

25. Les épargnants achètent 6 minutes de travail alors que le travailleur ne vend à personne son activité complémentaire de 54 minutes par heure. Une question profonde se pose à ce sujet : le travail est-il créateur dans la mesure de 60 minutes ou seulement pendant 54 minutes ? On est tenté de répondre que les achats sont des transmissions et non des créations. Mais dans le cas d'espèce la conclusion correcte est de dire que le travail est créateur pendant toute la période où il se déroule. Au fond, les épargnants n'achètent pas le travail de 6 minutes mais seulement le produit du travail de 6 minutes. Dès que l'on rencontre l'expression « achat d'un travail » il convient donc logiquement d'entendre « achat du produit d'un travail ».

26. Le travail est créateur, c'est un fait macroéconomique, dont la réalité ne dépend nullement de l'observateur. En quel sens précis le travail est-il créateur? C'est qu'il crée les salaires. Le concept de création des salaires est univoque: il signifie qu'aucun salaire n'est formé par la dépense d'un salaire, ni même d'un autre revenu, préexistant. Ainsi le travail ne peut-il pas à proprement parler être acheté. Pour les intérêts qui leur sont dus, les épargnants n'achètent pas vraiment un travail mais seulement le produit d'un travail.

27. Il est important de dégager maintenant la raison précise pour laquelle la nouvelle théorie de la monnaie permet *seule* d'expliquer la formation de revenus non salariaux, en particulier d'intérêts nets dans l'économie nationale. Par définition, les revenus non salariaux ne correspondent à aucun coût de production; l'intérêt porté par l'épargne investie dans la production, par exemple, n'est pas un coût de production macroéconomique; nous avons vu au contraire que l'intérêt est prélevé dans un accroissement de la productivité du travail apporté par le capital instrumental (machines). Le paiement des coûts de production définit la formation des salaires qui, nous le savons, s'étendent en toute période à la totalité de la production nationale. La formation de revenus non salariaux serait donc formellement impossible si la monnaie n'était

pas simplement la forme numérique du produit. Expliquons cela, minutieusement, à l'aide de notre exemple. Pour une heure de production le travailleur perçoit en salaire 10 unités de monnaie; cette donnée est d'abord établie dans l'état rude de la société; mais, nous l'avons montré, elle n'est pas affectée par l'appropriation des terres et l'accumulation du capital : le salaire de 10 unités de monnaie est invariablement la mesure numérique de la totalité du produit national, en économie rude ou avancée. Le problème auquel nous sommes confrontés est donc redoutable : comment maintenir que le travailleur perçoit la totalité du produit alors que la dixième partie de celui-ci revient définitivement aux épargnants ? L'analyse n'est-elle pas contradictoire d'après laquelle le salaire monétaire est la forme contenant la totalité du produit *dont une partie échappe aux salariés* ? Il existe une seule façon permettant de soustraire l'analyse à cette contradiction; c'est de distinguer par les signes algébriques les dépenses qui forment le revenu national des dépenses qui le détruisent. Cette distinction essentielle n'est apportée que par la nouvelle théorie monétaire. La théorie traditionnelle, classique ou néoclassique, ne connaît qu'un type de dépense, déplacement d'un actif monétaire des acheteurs vers les vendeurs. Le monde réel comporte deux types de dépense de signes opposés : le paiement des salaires crée les actifs monétaires alors que l'écoulement du produit les détruit (tout en créant, pour partie, les actifs financiers). Ainsi la formation des revenus non salariaux peut-elle être expliquée : un intérêt mesuré par une unité de salaire se forme au moment où les épargnants achètent, dans le paiement au travailleur d'une unité de salaire, le produit contenu en elle.

28. La nouvelle théorie de la monnaie est plus « riche » que la théorie quantitative car elle repose sur la distinction, tout à fait concrète, des dépenses qui forment le pouvoir d'achat de la monnaie et des dépenses qui l'utilisent, l'usent et le détruisent. Rappelons que les dépenses qui détruisent un pouvoir d'achat sont réellement ou *positivement* des dépenses; elles sont des dépenses positives; au contraire, les dépenses qui créent un pouvoir d'achat sont des dépenses *negatives*. L'analyse discerne sans aucune difficulté l'existence de dépenses positives introduites dans des dépenses négatives, comme un épée dans son fourreau : le travail commandé est une dépense de pouvoir d'achat sous la forme de la rémunération de travailleurs. Afin que des biens-intérêts soient produits, il faut et il suffit que notre travailleur perçoive un salaire dont le contenu est acquis par des épargnants. Selon notre exemple, la production « commandée » de biens-intérêts est de 10% du travail horaire. Ainsi, le travailleur perçoit une rémunération de 9 unités de salaire et obtient le produit correspondant, 9 chemises contenues dans ces salaires monétaires; mais pour son complément de rémunération, 1 unité de salaire, le travailleur perçoit certes la chemise contenue dans cette somme de monnaie mais il la cède aussitôt aux épargnants, qui l'achètent dans le paiement même d'une unité de salaire au producteur.

29. Les théories classique et néoclassique ne permettent pas qu'une seule et même dépense soit présente à la fois, et pour l'intégralité de son montant, sur le marché des services producteurs et sur le marché des produits. Une partie importante de la réalité économique échappe ainsi à ces théories, qui sont dans l'incapacité d'expliquer la formation de revenus qui ne sont pas des rémunérations de services producteurs. La nouvelle théorie étend le champ de

ses explications à tous les revenus au lieu de se borner aux revenus nés des coûts de production. Dès lors que le travailleur produit pour autrui, la perception de son salaire vaut achat (par autrui) de son produit; il se forme alors un revenu non salarial, qui n'est dérivé d'aucun coût de production.

30. Nous pouvons proposer maintenant une analyse générale des dépenses qui sont effectuées sur le marché des facteurs de production ou, plus simplement, des versements de salaires.

1. *Tout versement d'un salaire dépose le produit du travailleur concerné dans les unités de monnaie qu'il perçoit* (la « comptabilité analytique » doit permettre de délimiter cet objet).

2. En l'absence de tout revenu non salarial (comme dans l'état rude de la société selon Smith) le produit reste déposé dans les salaires monétaires et n'en est évacué que lors des achats finals; les salaires monétaires sont alors transformés en salaires réels dans une stricte équivalence.

3. Au moment où un revenu non salarial se fait jour, on constate que, dans l'exacte mesure de ce revenu, le versement ou le paiement des salaires définit l'achat immédiat du produit du salarié. L'intérêt est le premier revenu non salarial dont nous prenons connaissance : la part de l'intérêt dans le produit d'une heure de travail étant de 10% et les salaires versés étant de 10 unités, le travailleur cède aussitôt 10% de son produit horaire aux épargnants, titulaires de la machine à produire des chemises. Cette cession physique d'une chemise et identiquement cette cession en valeur d'une unité de salaire, transformée en intérêt, est effectuée sur le marché des facteurs de production : dans la mesure des revenus non salariaux, le paiement obtenu par le travailleur est à la fois une monétisation de son produit (comme c'est toujours le cas) et l'achat d'une partie de son produit.

Dans notre exemple, le travailleur obtient 10 unités de salaire pour une heure d'activité; à raison de 9 unités de salaire ce paiement est un achat nul de produit; mais un produit de la valeur d'une unité de salaire est acheté au travailleur dans le paiement de son salaire complémentaire.

4. L'effet que nous venons de décrire est obtenu par une création monétaire. De fait, les banques créent tous les revenus nominaux et non seulement les salaires. L'entreprise qui emploie notre travailleur demande à sa banque de verser 1,11.. unité de monnaie aux propriétaires de la machine. En tout, la création de revenus monétaires se monte donc à 10 unités de salaires et à 1,11.. unité d'intérêt. On démontre que l'intérêt de 1,11 .. unité de monnaie a la valeur exacte d'une unité de salaire et que les salaires de 10 unités de monnaie ont la valeur exacte de 9 unités de salaire. En effet, la valeur du produit total de l'heure de travail est de 10 unités de salaires; ce produit est réparti pour ses neuf dixièmes au travailleur et pour son complément, un dixième, aux capitalistes, propriétaires de la machine; le calcul des parts en valeur est facile : le travailleur obtient les neuf dixièmes du produit, c'est-à-dire la valeur réelle de 9 unités de salaires; les épargnants obtiennent la valeur réelle d'une unité de salaire. Il semble ainsi que le prix du produit, 11,11.. unités de monnaie, soit supérieur à sa valeur, 10 unités de salaires. Mais ce n'est là qu'une apparence. En réalité, comme nous venons de le montrer, l'intérêt de 1,11.. unité de monnaie est dépensé sur le marché des facteurs de production, dans le versement d'une unité de salaire, salaire exactement égal à 1 (et non à 1,11..) unité de monnaie.

5. Il est bon d'analyser encore l'équivalence du prix et de la valeur du produit telle que nous venons de commencer à l'établir. Afin que le pouvoir d'achat d'une unité de salaire soit dépensé dans le versement de salaires, il est nécessaire et suffisant que les banques créent un revenu total de 11,11.. unités de monnaie pour une production d'une valeur de 10 unités de salaires. On constate alors que les dépenses sur le marché des facteurs se montent à 10 unités de salaires, dont 1 unité vaut achat d'un produit équivalent. A aucun moment on ne trouve donc la moindre différence entre prix et valeur; non seulement la somme des prix est égale à la somme des valeurs mais chaque prix en particulier est égal à la valeur correspondante.

6. D'après la théorie quantitative une unité de monnaie peut « circuler » plusieurs fois. Analogiquement, au §5 on voit qu'une même unité de revenu ou de salaire peut être présente plus d'une fois; dans l'exemple 10 unités de salaires sont présentes 1,11 ... fois. Il serait erroné de prétendre en déduire que le revenu est égal à 11,11 unités de monnaie : il est strictement égal à 10 unités de salaire.

Poursuivons l'analyse afin d'y inclure l'amortissement de la machine à produire des chemises.

2. Production « en valeur » du capital dans la mesure de l'intérêt et de l'amortissement qu'il comporte

1. J'expose d'abord les conclusions du cours oral. Le capital s'amortit en 5 « périodes » de production, c'est-à-dire en 5 heures; c'est la supposition que nous avons faite. Il s'ensuit que le capital, qui multiplie par 10 la productivité (en chemises) du travail, doit prélever la cinquième partie de la production horaire de 10 chemises afin de se maintenir. La conclusion principale en est que 7 chemises sont mesurées par 10 unités de salaires. Si le capital n'était pas soumis à l'amortissement (du fait de son usure et de son obsolescence) et s'il portait un intérêt nul, la valeur de 10 chemises serait de 10 unités de salaires. Comme le taux de l'intérêt horaire est de 10% du produit et que le taux d'amortissement est de 20% de la production, il convient de retirer 3 chemises (une au titre de l'intérêt et deux au titre de l'amortissement) afin de définir la production du travail : une heure de travail produit 7 chemises. Exprimons ces conclusions en unités de valeur : la valeur produite en une heure est de 10 unités de salaire; la valeur rapportée aux chemises est de 10 unités de salaires pour 7 chemises : la valeur de chaque chemise est de $10/7$ unité de salaire. La chemise « payée » en intérêts vaut, comme toute chemise, $10/7$ unité de salaire. La somme de monnaie que les banques créent afin de monétiser la production et de permettre sa répartition en salaires réels, amortissements et intérêts, est de 14,28 unités. Les salariés obtiennent ainsi leur produit dans la proportion de $10/1,428$, soit dans la mesure de 7 unités de salaire; les 3 unités de salaire complémentaires sont la mesure du produit qui est réparti en amortissements et en intérêts.

2. A la fin du dernier cours et au « désespoir » de certains étudiants (attentifs, je leur en sais gré), j'ai glissé l'information selon laquelle, dans notre exemple, la production de l'heure considérée devait en fait être portée à 12 chemises. C'est que, comme tout économiste le sait, l'opération est une opération double, à la fois positive et négative. Dans les circonstances décrites la production

horaire de l'homme est de 10 chemises; sur ce produit l'intérêt prélève la dixième partie. Et, avons-nous dit, l'amortissement prélève de son côté la cinquième partie de ce produit. La logique ne s'oppose en rien à cette supposition. Cependant l'analyse doit être poursuivie. Si, afin de se maintenir par-delà son usure et son recul technologique, le capital reprend la cinquième partie de sa valeur au produit courant, c'est que le travailleur produit des biens pour lui-même (de consommation), des biens pour les titulaires d'intérêt (également de consommation) et, enfin, des parts d'une nouvelle machine, en remplacement de la machine utilisée dans la production; dans notre exemple, le travailleur consacre la cinquième partie de son activité à la reproduction de la machine à l'aide de laquelle il produit 10 chemises en une heure. Tout cela est formellement correct. Mais une constatation supplémentaire s'impose : la machine ne reprend pour son amortissement que le produit qu'elle ajoute au produit total. Tous les économistes, sans exception, savent que l'amortissement des machines est une opération neutre, qui ne retranche ni n'ajoute rien au produit courant. Jusqu'ici notre analyse s'est arrêtée à la fraction de la production que le capital mobilise à ses propres fins, pour se reproduire. Si, à ce stade, l'analyse était déjà complète, cela signifierait que l'amortissement du capital absorbe une partie de la production nette, ce qui n'est pas le cas. Afin d'achever l'analyse, il faut donc compenser l'absorption de l'amortissement par un apport égal : on constate alors, dans notre exemple, que le produit horaire est de 12 chemises, et non de 10 seulement : l'amortissement est l'opération qui apporte 2 chemises supplémentaires afin d'en divertir la production pour la réparation du capital.

3. Continuons l'explication de cet accroissement de la production horaire, de 10 à 12 chemises. Il est bien entendu que la production nette n'est, selon l'hypothèse, que de 10 chemises dans l'heure considérée; il n'est pas question de porter cette production à 12 chemises. Ce serait illogique car c'est l'amortissement qui ajoute 2 chemises au produit; or, nous l'avons dit, l'amortissement est une opération à la fois positive et négative : dans un seul et même flux l'amortissement reprend pour la machine et sa réparation les 2 chemises qu'il ajoute au produit (horaire). A aucun moment le produit net n'est donc de 12 chemises, la prise en compte de l'amortissement signifiant que +2 et -2 chemises sont simultanément ajoutées au produit courant de 10 chemises.

4. Nous venons de mettre en lumière une différence essentielle qui sépare l'amortissement de l'intérêt. Il est certain que l'intérêt, revenu de production, est une part, en valeur, du revenu national. L'intérêt entre donc dans la valeur nette du produit. Au contraire, l'amortissement ne fait pas partie du produit net, qu'il n'entame nullement. En dernière analyse, la part des travailleurs dans le revenu national n'est nullement diminuée par l'amortissement; l'analyse d'après laquelle notre travailleur n'obtient que les sept dixièmes de son produit est donc inachevée; il obtient au contraire les neuf dixièmes du produit, attendu que l'intérêt en absorbe la dixième partie. Ce résultat tient compte du fait que l'amortissement est aussi une opération *positive* : le capital apporte ce qu'il absorbe pour sa conservation.

5. Les événements pertinents sont faciles à comprendre : l'utilisation du capital permet la production en une heure de dix chemises au lieu d'une chemise

seulement. Dans cette production le capital s'amenuise et doit être rétabli à son niveau antérieur : c'est son amortissement, dans ses deux aspects. Dans la mesure où il s'amenuise, le capital libère ou perd sa valeur, qui doit être récupérée dans les biens de consommation (chemises). Dans le cas que nous étudions le capital perd la cinquième partie de sa valeur dans la production d'une heure : en termes physiques cela signifie que le capital perd la valeur de deux chemises. On fait ainsi deux constatations qu'il importe de tenir séparées l'une de l'autre :

- . la production au moyen du capital apporte 10 chemises, au lieu d'une seule, en une heure;

- . l'amenuisement du capital ajoute 2 chemises à cette production, qui est ainsi au total, de 12 chemises.

Nous savons déjà qu'il serait paralogique (illogique) d'en déduire que la production nette de l'heure de travail, aidé du capital, est de 12 chemises : elle n'est que de 10 chemises, comme nous l'avons toujours posé.

Cependant il serait tout aussi erroné de juger que le capital « se refait » en prélevant la valeur de 2 chemises dans le produit de 10 chemises. En réalité le capital se reconstitue par le prélèvement de 2 chemises dans 12 chemises. Autrement dit, le capital reprend aussitôt les 2 chemises dont il perd la valeur, donc sans que ces biens aient eu le temps d'entrer dans le produit net.

6. Etablissons finalement le calcul des parts constituant la répartition du produit. Le travailleur obtient 10 unités de salaires dont le pouvoir d'achat total est de 9 chemises; les épargnants (propriétaires de la machine à produire des chemises) obtiennent le pouvoir d'acheter une chemise. Cette répartition est effectuée déjà sur le marché des facteurs de production : les épargnants paient une unité de salaire, donc la dixième partie de la rémunération du travailleur, et achètent dans ce flux le produit du salarié dans la mesure d'une unité de salaire. Cela implique que le prix du produit total est de 11,11.. unités de monnaie. Sur cette somme de 11,11.. unités de monnaie, le travailleur obtient 10 unités de monnaie en salaires et les épargnants obtiennent 1,11.. unité de monnaie en intérêts. Analysées sur le marché des produits, indépendamment du marché des facteurs de production, les dépenses de ces sommes de monnaie apportent un produit d'une mesure de 9 unités de salaire au travailleur et un produit d'une mesure de 1 unité de salaire aux épargnants. Il reste à expliquer la part du produit revenant à l'amortissement ou à la conservation de la machine. Le raisonnement incomplet, que nous avons développé d'abord, conduit à la conclusion selon laquelle la machine prend pour sa réparation une partie du produit net de l'heure de production, précisément dans la proportion de 12 minutes. L'analyse complétée, que nous venons de faire, aboutit à une conclusion différente : comme tout comptable le sait, qu'il établisse la comptabilité de la nation ou d'une entreprise, l'amortissement ne mord pas dans le produit net; dans l'exemple le produit net de l'heure de travail est de 10 unités de valeur (10 unités de salaire) et aucune fraction de ce produit n'est absorbée par l'amortissement, qui ne se nourrit que de la valeur qu'il perd lui-même dans le « procès de production ». Dans le cas qui nous intéresse, le capital perd la valeur de 2 chemises et recouvre cette valeur afin de maintenir l'investissement dont il est né à sa valeur initiale.

7. L'amortissement du capital fixe (machines) est le pivot de l'explication du chômage. Il nous appartiendra de poursuivre l'explication de l'amortissement.

Mais énonçons les conclusions que nous avons déjà atteintes. L'unité de salaire est la seule mesure dont l'économie et l'économique disposent; toute autre mesure se contredit elle-même. Puisque l'unique mesure de tout bien économique est l'unité de salaire, c'est que le produit national est entièrement constitué de biens-salaires. A première vue cela signifie que les revenus non salariaux ne peuvent pas exister. Mais c'est faux : en fait la logique permet parfaitement qu'ils soient positifs. Nous l'avons démontré en ce qui concerne les intérêts (et, pareillement, les dividendes). Afin que les intérêts constituent une part positive du revenu net de la nation, il faut et il suffit, nous l'avons démontré, qu'une somme positive d'unités de salaires soit dépensée par les épargnants pour la « commande » ou l'achat d'une mesure du travail de l'homme. Il est donc naïf de parler de la production du capital; seul l'homme produit car les intérêts, « production du capital », ne sont que le résultat d'une fraction du travail humain. Concernant l'amortissement, la conclusion correcte est tout aussi tranchée : le capital ne donne aucun produit net puisqu'il absorbe pour sa propre conservation le seul produit qui puisse lui être attribué.

(suite : page 52)

THEORIE DU PROFIT AU SENS PROPRE

Adam Smith est le vrai précurseur de la théorie correcte du profit. Au lieu de diviser la production en deux actions distinctes, comme le fera Marx, Smith voit clairement l'unité de l'acte de produire, si bien que l'idée de la distinction du travail et du surtravail ne saurait avoir droit de cité.

Distinction marxienne du travail et du surtravail.

Dans l'œuvre de Marx, le salaire peut être assimilé à la reproduction de la force de travail ; en ce sens l'utilisation de la force de travail et sa reproduction définissent un amortissement. Pour aucun économiste, la part du produit brut qui est affectée à l'amortissement ne définit un produit net. Seul le surtravail apporterait donc un produit net. Le profit ou la plus-value serait la mesure du revenu net de toute l'économie nationale, le salaire, encore une fois, n'en faisant pas partie.

Définition à la fois large et restrictive du revenu net chez Smith.

La théorie de Smith annonce Keynes : le salaire fait non seulement partie du revenu national net mais, bien plus, il le définit. Il est certain que la *Richesse des Nations* expose la *pluralité* des revenus, salaires et revenus non salariaux ; il serait donc contraire à l'enseignement de Smith de prétendre que le salaire est la seule catégorie du revenu national. Cependant, tout est salaire dans la définition du revenu national chez Smith puisque les producteurs de biens non salariaux sont payés en salaires comme les autres travailleurs : c'est l'analyse du travail commandé. La conciliation de ces deux doctrines opposées, pluralité des revenus et réduction de tout revenu à un salaire est possible dès lors que l'on distingue les deux marchés que nous appelons aujourd'hui marché des facteurs de production et marché des produits.

. Sur le marché des produits, on trouve la distinction des biens-salaires et des autres biens ; corrélativement, les biens non salariaux sont achetés par des revenus qui ne sont pas des salaires mais des profits *lato sensu*.

. Sur le marché des facteurs de production - que Smith désigne par le marché sur lequel le travail est commandé -, c'est l'acte indivisible de la production qui est saisi, si bien que tout est alors salaire indifférencié, les travailleurs percevant leur rémunération exactement selon le même principe de la valeur apportée par leur travail, quelle que soit la définition de leur produit, salarial ou non.

On peut se demander, dans ces conditions, si Smith n'enseigne pas déjà la théorie keynésienne du salaire, mesure de l'intégralité du produit net de l'économie nationale. Ce n'est pas le cas mais il est malaisé d'en déceler précisément la raison. C'est, comme nous l'avons dit déjà, la théorie de la monnaie qui a profondément évolué depuis Smith (et qui n'est d'ailleurs pas encore achevée chez Keynes). Montrons brièvement mais clairement que la théorie du travail commandé est contredite par la théorie smithienne (et, d'une façon tout à fait générale, classique) de la monnaie.

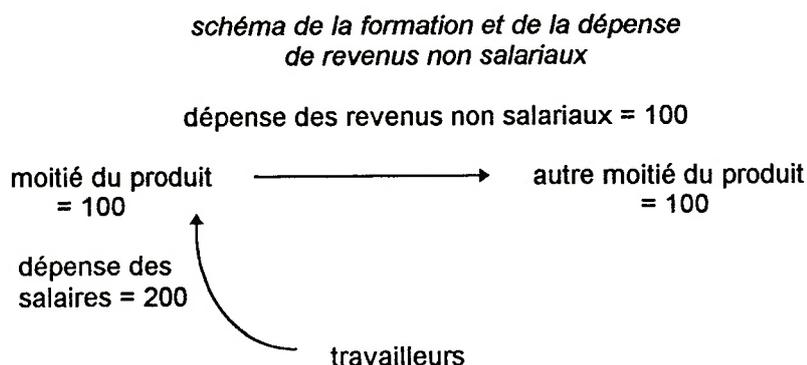
Contradiction flagrante entre la théorie du travail commandé et la théorie selon laquelle la monnaie est une marchandise

Suivons un exemple chiffré. Dans une période, la production de biens-salaires est égale à la moitié de la production nationale. Les salaires perçus pour la production

de biens-salaires sont de 100 ainsi que les salaires des travailleurs qui produisent les autres biens.

Marché des facteurs de production. On constate que les entreprises commandent le travail des hommes à raison de 200 ; le travail donné en échange est indivis et produit des biens indifférenciés d'une valeur de 200.

Marché des produits. Cette fois le produit connaît une division : à raison de 100 unités de valeur il revient aux travailleurs et, pour le complément de 100 uv, il revient aux titulaires de revenus non salariaux. Comment cette division du produit est-elle effectuée ? Une seule voie permet d'obtenir ce résultat : il faut et il suffit que les travailleurs, qui ont d'abord obtenu, en salaires, le produit indivis dans sa totalité, dépensent leur salaire intégral pour acheter la moitié du produit national.



Ce schéma représente des dépenses de premier degré et des dépenses de deuxième degré. Tous les salaires, 200 uv, sont lancés dans une dépense de premier degré. Cependant, dans la mesure exacte où les salariés paient ainsi des biens qui ne leur reviennent pas, ils forment les revenus non salariaux, entièrement dérivés des salaires ; la dépense des revenus non salariaux définit une dépense de deuxième degré, greffée sur la dépense des salaires : les produits ainsi achetés sont par définition des biens non salariaux, biens-profits au sens large.

Cette explication, conforme à la doctrine de Smith, est logique en elle-même mais on voit bien qu'elle repose sur un présupposé : la nature de la monnaie doit permettre qu'une dépense de 200 n'apporte en « échange » que des biens d'une valeur de 100. L'« échange inégal » que nous venons de décrire est-il permis par la logique ; plus exactement l'est-il par la logique ou la nature de la monnaie ? La réponse catégorique est que non : puisque, dans le système d'explication de Smith, la monnaie est une marchandise qui circule, mais une marchandise finalement semblable à toute autre, elle ne peut être utilisée dans des échanges entre équivalents : il est inconcevable que 2 unités de valeur monétaire soient échangées contre 1 seule unité de valeur réelle.

L'analyse proposée par Smith ne pourrait être retenue que si, dans une même période, x unités de monnaie avaient tout à la fois le pouvoir d'acheter un produit de 200 uv sur le marché des facteurs de production et, pour les salariés, le pouvoir d'acheter seulement 100 uv sur le marché des produits : c'est une contradiction pure et simple.

Mais la théorie de la monnaie-nombre apporte-t-elle la cohérence à ce sujet ? Il ne le semble pas car le pouvoir d'achat de la monnaie bancaire ne permet pas non plus qu'une unité de monnaie ait, à un moment donné, un pouvoir d'achat à la fois simple et double. La valeur de la monnaie (son contenu) étant déterminée, elle ne peut être que strictement la même sur le marché des facteurs de production et sur le marché des produits.

La méthode suivie par Smith est pourtant la bonne. Elle est exacte dans une logique plus avancée, inconnue de son temps : afin que les revenus non salariaux puissent se former, il est nécessaire que les dépenses effectuées sur le marché des facteurs de production, dépenses qui forment le revenu national, contiennent des dépenses qui soient déjà effectives sur le marché des produits. En ce sens, Smith a raison selon une nouvelle logique et non selon une théorie monétaire nouvelle. Toutefois, seule la monnaie immatérielle permet l'application de la logique des deux dépenses comprises en une seule. C'est donc bien, en définitive, la théorie *monétaire* de Smith qui est inachevée. Afin que la « commande » et le paiement du travail dégagent un profit positif, il est nécessaire et suffisant que le versement des salaires soit une opération double, dont chacune respecte rigoureusement le même pouvoir d'achat de la monnaie.

Il est certain que Keynes n'a pas du tout développé la théorie des opérations doubles de ce type, dont on peut dire qu'il n'a même pas connaissance. En cela, la théorie de Keynes n'est pas tellement plus avancée que celle de son illustre prédécesseur. Cependant, l'auteur moderne dit explicitement qu'il fonde toute la nouveauté de son analyse sur la distinction des deux marchés ; c'est sans doute exactement ce qu'il faut faire ; mais il convient d'ajouter que les opérations définies sur le marché des facteurs de production sont en partie intégrées dans les dépenses effectuées sur le marché des produits : seule cette interpénétration donne l'explication cohérente des profits.

Développons maintenant la théorie des profits de Smith-Keynes, en pleine connaissance des destructions (dépenses macroéconomiques) de revenu immédiatement comprises dans les créations (formations macroéconomiques) de revenu.

Nouvelle acception de l'état rude la société

Aucun travail n'est effectivement « commandé » dans cet état de l'économie nationale, sauf par les *travailleurs eux-mêmes*.

Soit l'exemple d'un produit de 200 unités de valeur dans une période donnée. On peut concevoir que les entreprises existent déjà ; elles sont alors de purs intermédiaires entre les travailleurs et eux-mêmes. Quelle peut bien être la signification d'une intermédiation entre un travailleur et ce même travailleur ? Elle est tout à fait claire et importante : c'est que la même personne est d'abord payée sur le marché des facteurs de production afin de se présenter avec un pouvoir d'achat positif sur le marché des produits. Les travailleurs perçoivent d'abord 200 unités de monnaie en salaires ; puis ils dépensent cette somme sur le marché des biens, afin d'acheter leur propre produit. Le critère permettant de juger que la société est dans son état rude est celui-ci : c'est que les travailleurs conservent pour leurs propres achats toute la valeur de la monnaie créée par leur production. Dans notre exemple, les travailleurs, ayant perçu en salaires la totalité du revenu de la société - ce qui, notons-le bien, est toujours le cas, donc même dans l'état avancé de l'économie nationale -, détiennent d'abord 200 unités de valeur en monnaie ; vient alors l'essentiel : dans leurs dépenses de 200 unités de valeur monétaire sur le marché des biens, les travailleurs obtiennent leur produit dans son intégralité, output de toute la société qui leur est donc offert à un prix total de 200 unités de monnaie (l'unité de monnaie étant une unité de valeur).

Nous pouvons maintenant caractériser exactement l'état rude : c'est l'état de la société dans lequel aucune destruction de pouvoir d'achat n'est comprise dans la formation du pouvoir d'achat ; autrement dit, le paiement des salaires ne comprend

l'achat par les entreprises (entremises) d'aucune partie positive du produit des travailleurs.

On comprend ainsi parfaitement qu'il serait erroné de juger que la somme des salaires n'est la mesure du produit social que dans l'état rude de l'économie nationale ; en fait, la totalité des salaires est toujours la mesure du produit intégral d'une société, donc *même dans son état avancé*.

Le vrai critère est plus subtil : le premier état de la société économique est défini par le fait que le versement ou l'émission des salaires ne comprend, dans cet état de fait, aucune dépense de pouvoir d'achat.

On ne peut saisir parfaitement ce critère que sur le fondement d'une définition exacte de la formation des revenus.

Tout économiste qui pense encore que les revenus se forment par des dépenses de revenu est incapable d'imaginer qu'une même dépense donnée puisse en *inclure* une autre. Le premier progrès analytique qui est requis ici est de parvenir à la conception « claire et distincte » des créations de revenu, flux qui sont certes des dépenses de monnaie *positives* mais qui sont des dépenses *nulles* de revenu.

Il est également nécessaire de concevoir clairement et distinctement les destructions de revenu, qui sont évidemment des dépenses de monnaie mais qui sont aussi des destructions de revenu ; les dépenses de ce type ne laissent subsister le revenu *nulle part*.

Ces deux « avancées » analytiques étant faites, l'économiste maîtrise la définition de l'état rude de la société : c'est l'état de fait dans lequel l'économie nationale ne connaît aucune création de revenu incluant une destruction de revenu.

Nouvelle acception de l'état avancé de la société

Dès que l'économie nationale comporte des capitaux fixes, elle est avancée au sens de Smith ; et dès que le capital instrumental est présent, il porte intérêt, si bien que le revenu non salarial est positif.

En analyse il est difficile de faire une place aux revenus qui ne sont pas des salaires. Aucune difficulté ne se présenterait à cet égard si, à la différence des économies rudes, les économies capitalistes comportaient plusieurs facteurs de production, dont le capital. Le théoricien conclurait que le capital produit les biens-intérêts et les biens-profits alors que le travail produit les biens-salaires. Mais, dans son dernier manuscrit, David Ricardo, premier disciple de Smith, en date et en rang, fait remarquer, avec la profondeur de pensée qui lui est coutumière, que l'économie politique - nous dirions aujourd'hui la science économique - ne saurait être constituée sur le fondement de deux sources distinctes de valeur ; en effet, la valeur à pour utilité première de rendre homogènes entre eux les biens distincts ; si le capital était un facteur de production distinct du travail, il resterait à trouver la valeur qui unifierait les deux valeurs distinctes, produites l'une par le travail et l'autre par le capital. Il est d'ailleurs démontré maintenant que seul le travail de l'homme est source de valeurs ajoutées ; le capital ne produit aucune valeur, sinon l'intérêt, dont la formation n'est possible que par la dépense de salaires, nous le savons. C'est donc à une question fondamentale à laquelle nous sommes confrontés : comment est-il possible, dans le respect de l'unicité du facteur de production, de dégager une mesure positive de revenus non salariaux ?

Notre discipline n'a pu résoudre ce problème jusqu'à une date récente. C'est l'inclusion, déjà citée, d'une destruction de revenu dans une opération de formation de salaires qui est la seule explication formellement possible de la survenue de profits au sens large.

Supposons que la valeur ajoutée dans l'économie nationale en une période soit de 100 unités et que cette valeur soit répartie en deux parts égales, entre salaires et profits.

Nous ne risquons plus de commettre l'erreur de Marx, consistant à diviser la source du produit au motif que le produit est lui-même divisé. Puisque les profits sont égaux aux salaires, Marx dirait que les salaires découlent du travail alors que les profits sont le fruit du surtravail : le travail serait donc malgré tout l'unique facteur de production mais il serait composé de la force de travail et, de surcroît, de la part du travail total qui est, selon l'auteur, gratuite pour les entreprises. Cette explication est surannée. Si le produit est réparti en salaires et en profits, cela ne signifie nullement qu'il soit apporté de deux sources distinctes. L'erreur est finalement presque la même selon que le théoricien définit cette prétendue dualité des sources de la valeur en la dérivant de deux facteurs distincts (travail et capital) ou en l'imputant à deux sortes distinctes de travail, dont l'une assurerait la reproduction des travailleurs alors que l'autre donnerait le produit net stricto sensu. En fait le travail est l'unique facteur de production et le travail est un, le concept de force de travail faisant double emploi.

L'explication de la formation des revenus non salariaux est donc délicate. Mais nous en connaissons déjà le principe. Le marché sur lequel le revenu macroéconomique se forme dans son intégralité ne connaît aucune distinction entre revenus, salariaux ou non.

La distinction essentielle en analyse macroéconomique concerne les actions ou flux et les stocks, leurs résultats.

Au niveau des flux, en toute période les revenus nets sont tous des salaires ; en d'autres termes, la formation d'un revenu macroéconomique est sans exception possible la formation d'un salaire.

Concernant les stocks, les revenus de toutes périodes comportent, dans une économie avancée, à la fois des salaires et des profits au sens large.

La répartition des revenus en salaires et en profits n'est donc pas présente dans la production, qui apporte toujours un produit indivis, un produit pour la société dans son ensemble, biens dont la répartition n'est alors même pas encore ébauchée. C'est la formation des salaires qui « monétise » la production, si bien que la société entière s'enrichit en chaque période des unités de salaire qui y sont formés en rémunération de la production réelle.

Nous venons de montrer que la « sphère » de la production et la sphère de la répartition sont distinctes, en théorie et en fait. La production apporte les seuls salaires ; la répartition est l'opération par laquelle des prélèvements sont opérés dans les salaires en faveur des profits.

Il est correct de dire que la répartition n'a pas pour objet les revenus en général car son objet n'est que la somme des salaires : ce sont les salaires monétaires et eux seuls qui sont finalement répartis en salaires et en profits réels. Les équations correctes de la production et de la répartition sont donc les suivantes.

production

production nette ou macroéconomique = salaires (en unités de monnaie)

répartition

salaires réels + profits réels = salaires monétaires

Les salaires monétaires, mesure de tout le produit, sont supérieurs aux salaires réels car les profits les entament. Dans notre exemple, les parts étant égales, le salaire monétaire est de 100, alors que le salaire réel est de 50, ce qui laisse une part de 50 aux profits.

Rappelons que cette répartition est effectuée par une seule voie possible, à savoir par l'injection dans le flux de formation des salaires de l'achat final de produits destinés aux titulaires de revenus non salariaux. Expliquons cela avec plus de minutie.

Explication plus détaillée de la formation de profits

Il importe de défaire d'emblée une erreur qui se présente d'elle-même. N'est-il pas vrai que tout achat d'un produit, serait-ce dans le cadre d'une formation de salaires, définit uniquement l'écoulement d'un produit, c'est-à-dire le contraire d'une production ? C'est profondément faux ; en réalité, comme les salaires, les profits se forment dans une production. Précisons bien l'enjeu : la formation d'un profit de 50 unités de valeur à partir d'un produit de 100 uv, dépense positive sur le marché des produits, est aussi une dépense qui forme un nouveau revenu, comme l'émission des salaires, dont elle fait d'ailleurs partie.

La question que nous examinons ici est d'une grande importance ; d'autre part, elle exige beaucoup de réflexion ; aussi est-il judicieux de la traiter avec patience et rigueur ; c'est ce que nous allons faire présentement.

Etudions les deux cas opposés, selon que le profit est simplement le clivage d'un produit préexistant ou que sa formation est une production comme la production des salaires.

Hypothèse simple et fallacieuse : le profit est un prélèvement pur et simple opéré dans les salaires.

Suivons notre exemple ; les salaires de la période considérée sont de 100 unités monétaires ; il est entendu que ces 100 unités de salaires sont la mesure du produit total de cette période, pour l'économie nationale dans son ensemble, même développée.

Selon cette première hypothèse, les profits se forment exactement comme les recettes fiscales dérivées des taxes perçues par l'Etat : les entreprises prélèvent à leur propre profit 50 unités de valeur dans les salaires, c'est-à-dire la moitié de leur mesure macroéconomique, mesure du produit national tout entier ; il en résulte que les salaires sont finalement de 50 uv, les profits leur étant égaux, le produit national étant divisé en deux parts égales entre ménages et entreprises.

Il est clair que, même dans cette première hypothèse, l'erreur ne va pas jusqu'à la naïveté qui consisterait à prétendre que les entreprises puisent *directement* leurs profits dans le revenu des ménages ; les profits ne peuvent se former que par une espèce de taxation *indirecte*, le prix de vente des produits incluant les profits, comme le prix de l'essence inclut un impôt indirect, au *profit* de l'Etat.

Pour quelle raison profonde cette explication est-elle erronée ? C'est qu'elle s'arrête à mi-chemin de son cours : les profits formés doivent encore être dépensés. Et, dans la logique de la monnaie bancaire que nous avons développée, il est inconcevable qu'un revenu soit formé sans être dépensé : c'est la règle qu'il ne faut jamais quitter des yeux de l'égalité nécessaire des crédits et des débits de tout agent. En payant une taxe sur de l'essence, un agent crédite l'Etat ; cela signifie qu'il finance une partie équivalente des dépenses finales de l'Etat : on vérifie bien que les taxes sont ainsi à la fois récoltées et dépensées. Même si l'Etat était

excédentaire, il achèterait encore dans la mesure de la totalité de ses recettes, car il ferait l'acquisition de titres de placement de son excédent, actions ou obligations. L'explication du profit n'est achevée que si elle est tout aussi complète ; il faut donc que l'analyse de la formation des profits soit continuée dans l'analyse de leur dépense, ce que nous n'avons pas fait dans le cadre de la première hypothèse.

Pourtant, ne peut-on pas dire que les entreprises dépensent leurs profits sur le marché des produits, en achetant la deuxième moitié du produit dont la première partie parvient aux ménages ?

Cela semble aller de soi. Pour quelle raison chercher des complications là où la réalité est simple et immédiatement compréhensible ?

Justement la réalité du profit est loin d'être simple. Si les profits étaient dépensés sur le marché des produits exactement comme les ménages y déversent leurs salaires, c'est que le prix du produit national serait supérieur à sa valeur. L'analyse approfondie montre qu'un tel état de fait n'est pas admis par l'économie concrète.

Bien que cette idée ait été combattue par de grands économistes, on peut se demander encore s'il est vraiment illogique ou incohérent de définir le profit comme la différence entre le prix et la valeur du produit. Tentons de mettre fin à ce doute. Présentons un nouvel argument à cet effet. Il est démontré que le travail est la seule action capable d'introduire un produit dans la forme numérique de la monnaie ; il en résulte directement que les biens compris dans la monnaie - objets de l'actif des banques envers les entreprises pour qui elles paient les salaires - sont uniquement des biens-salaires. N'importe l'identité des acheteurs, ménages ou entreprises, il est logiquement impossible qu'ils obtiennent par la dépense des revenus d'autres objets que les biens contenus dans la monnaie : nous tenons ainsi la preuve recherchée : les biens-profits seraient définitivement des biens-salaires s'ils étaient obtenus par des dépenses exercées directement sur le marché des biens produits ; comme les biens-salaires sont la propriété des ménages alors que les biens-profits appartiennent aux entreprises, la contradiction est évidente.

La première hypothèse doit donc être abandonnée.

Hypothèse plus complexe mais seule logique : les biens-profits sont achetés par des dépenses injectées dans le versement de salaires

Soit deux analyses à ce sujet, la première étant didactique et la seconde plus profonde.

1. Preuve didactique du fait que les biens-profits sont achetés dans une opération complexe, composée d'un achat de produit compris dans un versement de salaires

Considérons une période 1 et une période postérieure 2. Supposons que le produit de p1, de 100 unités de valeur, soit vendu au prix de 200 uv. Par la dépense de la totalité de leurs salaires, 100 uv, les ménages obtiennent la moitié de ce produit. On constate ainsi que le prix de 200 uv pour le produit de p1 est un « prix de répartition » du produit. Le prix de production de tous les biens de p1 est de 100 ; le prix de répartition de ce produit est deux fois plus élevé.

A ce stade de l'analyse, il paraît justifié de dire que cette distinction entre prix de production et prix de répartition est spacieuse ; elle sert à masquer le fait que, malgré tout, le prix est supérieur à la valeur.

Nous verrons sous peu que ce reproche tombe dès que l'analyse est conduite à son terme. On constate alors que le prix de répartition est exactement réduit au prix de production, si bien qu'alors aucune différence ne peut plus être décelée entre prix et valeur.

L'ensemble des entreprises perçoit en p1 un profit dont la valeur est de 50 unités, moitié de la valeur totale produite dans cette période.

Il est essentiel de noter que ce profit n'est pas encore dépensé ; il doit encore être réalisé.

Toute la question est donc de savoir comment la réalisation du profit peut être obtenue.

La recherche de la réponse s'appuie sur le fait démontré que le profit ne peut pas être dépensé directement sur le marché des produits ; la réalisation ne peut donc intervenir que sur le marché des facteurs de production.

Supposons maintenant que le profit soit dépensé dans la période 2 : cela signifie qu'en p2 les entreprises titulaires du profit de 50 uv le convertissent en biens-profits ou, ce qui est la même chose, en biens d'investissement, machines et autres équipements de toutes sortes. Pour cela, les entreprises paient en p2 une production de biens égale à 50 uv. Si la production de p2 est égale à la production de p1 (c'est-à-dire si la somme des salaires, directs et indirects, est la même dans ces deux périodes), les entreprises achètent la moitié de la production de p2.

Nous prenons toujours soin de distinguer la production et le produit ; la production est un flux, le produit est le résultat de ce flux. Il convient donc d'entendre le paragraphe précédent au sens de la production au sens strict : les entreprises dépensent leur profit en achetant une production, un flux, et non pas immédiatement (entendez sans médiation) les biens-profits.

Une distinction d'un intérêt capital est ainsi mise au jour : la dépense des salaires définit un achat de produits - résultats d'une action - alors que la dépense des profits est l'achat d'une production, d'une action ou d'un flux.

Dans la période 2 les entreprises achètent la moitié de l'activité productrice de leur pays.

Il est clair que l'achat d'une activité de production apporte à l'acheteur le résultat de cette activité ; il est évident aussi que le simple achat d'un produit ne signifie pas achat de l'activité dont il est le résultat. Ainsi : acheter une production c'est acheter son produit mais acheter un produit ne signifie pas l'achat de la production correspondante.

Dans leurs dépenses sur le marché des biens, conversion des salaires monétaires en salaires réels, les ménages achètent des produits mais n'achètent aucune production.

Dans leurs propres dépenses, conversion des profits monétaires en profits réels, les entreprises achètent une production et acquièrent, en conséquence, le résultat de cette activité productrice.

La raison profonde pour laquelle les théoriciens n'ont pu expliquer jusqu'à maintenant l'existence de profits positifs est là : ils ont implicitement supposé que tout revenu, salaire ou profit, est dépensé directement sur le marché des produits, aucune dépense de revenu n'étant l'achat d'une activité productrice. Nous savons enfin que c'est faux, la distinction des salaires et des profits reposant justement sur le fait que la dépense des salaires est simplement l'achat d'un produit alors que la dépense des profits définit l'achat d'une mesure égale de l'activité productrice des travailleurs.

Karl Marx aurait réussi à expliquer la réalisation du profit - alors que son échec est complet dans ce domaine qui est l'objet principal de sa recherche - s'il avait vu que c'est le travail, son activité productrice, qui est acheté par la dépense du profit.

Dans le circuit marchandise-argent-marchandise qu'il pose sans cesse, Marx assimile la dépense des profits à de simples achats sur le marché des produits ; la distinction essentielle qui sépare les profits des salaires est ainsi irrémédiablement perdue. Il est vrai que l'on ne peut pas concevoir la dépense des profits sur le marché des facteurs de production si la monnaie n'est pas d'abord reconnue pour ce

qu'elle est, pure collection de nombres. Aussi longtemps que les unités de monnaie sont fautiveusement assimilées à des unités d'une marchandise particulière, comme l'or ou l'argent, il est inconcevable que les dépenses de revenu définissent même partiellement des achats d'activités productrices ; elles ne peuvent être que des échanges entre marchandises. Mais pour quelle raison l'activité du travailleur n'est-elle pas une marchandise ? Elle l'est, pense Marx, mais seulement dans la mesure de la force de travail, dont la rémunération appartient à un amortissement ; il serait donc contradictoire, dans le système marxien, de conclure que le paiement de la partie du travail qui est effectivement achetée, force de travail, signifie la dépense d'un profit. La réalisation des profits ne peut plus dès lors se situer que sur le marché des produits, si bien que le problème reste sans solution.

Dans la période 2 le travail apporte une valeur toute nouvelle, de 100 unités. Plus simplement, les biens produits en p2 sont mesurés par 100 unités de salaires monétaires. Une erreur que l'on pourrait aisément commettre est ainsi d'emblée dissipée. Les travailleurs qui cèdent leur activité productrice aux entreprises contre les profits versés en salaires n'apportent aucune valeur nouvelle, semble-t-il, puisqu'ils obtiennent des salaires déjà formés dans la période 1. Le déroulement des opérations serait le suivant : 50 unités de salaires sont formées en profit dans la période 1 et *ces mêmes salaires sont de nouveau versés aux travailleurs dans la période 2*, en paiement de la moitié de leur activité de production. Ainsi, pourrait-on penser, la somme des salaires versés dans les deux périodes n'est-elle que de 150 unités, si bien que la production *nouvelle* de p2 ne serait que de 50 unités de valeur. C'est faux ; la production de la somme des deux périodes est de 200 unités de valeur et les salaires *nouveaux* de p2 sont de 100 unités et non de 50 unités seulement. N'est-il pas vrai, pourtant, que les travailleurs ne perçoivent que 150 unités de salaires en tout puisque la vente de la moitié de leur activité de p2 ne leur apporte que des salaires déjà obtenus en p1 ? C'est exact, bien entendu. C'est la prétendue conséquence qui est mal déduite : il n'est pas correct de dire qu'il en résulte que la valeur du produit des deux périodes se trouve ainsi diminuée de 50 unités de salaires : elle ne l'est que pour les salariés et non pour l'économie dans son ensemble, dont la production totale est de 200 unités de valeur dans la somme des périodes 1 et 2.

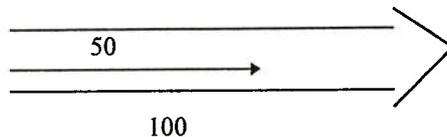
Cela dit, il faut encore réfléchir un peu afin d'infirmer le raisonnement que voici : les salaires qui sont versés une *deuxième fois* ne sauraient mesurer un produit nouveau mais mesurent au contraire un produit qui est, lui aussi, présent une *deuxième fois*. Les biens-profits ne seraient donc qu'une « répétition » des biens-salaires que les travailleurs perdent, en pouvoir d'achat, dans la formation des profits. Comme l'activité de p2 est consacrée pour moitié à la production de biens-profits, avatar des biens-salaires captés en profits par les entreprises en p1, l'apparence persiste selon laquelle l'activité productrice de la période 2 ajoute seulement 50 unités de valeur à la richesse sociale.

L'argument décisif est en sens contraire. Toute émission de salaire dépose dans la monnaie le produit des travailleurs rémunérés. La preuve de cette intégration, que nous avons longuement exposée, ne présuppose pas que les salaires soient versés ex nihilo ; même quand les salaires sont puisés dans des profits, l'intégration du produit dans la monnaie est donc un fait certain. Dans notre exemple il en résulte que les travailleurs perçoivent dans leurs salaires en p2, comme en toute période, la totalité de leur produit courant. Cela suffit pour imposer la conclusion que la valeur ajoutée par le travail de la période 2 est de 100 - et non seulement de 50 - unités de valeur. On voit ainsi exactement les événements pertinents de p2 : les 50 unités de profit formés en p1 et que les entreprises versent en salaires monétaires en p2,

reçoivent aussitôt en dépôt à due concurrence le nouveau produit des travailleurs ; aucune distinction ne peut être faite à cet égard entre les unités monétaires de salaire versés à partir de profit et les salaires émis ex nihilo ; l'effet est toujours le même, le nouveau produit étant injecté dans la monnaie, 100 unités, si bien que la valeur nette du produit de p2 est de 100 unités. On voit ainsi que la dépense de 50 unités de profit est un flux *compris* dans cet autre flux définissant la formation du nouveau revenu de la période 2. C'est une inclusion au sens de la logique formelle. En aucun cas la dépense du profit, achat sur le marché des produits, n'écarte ni ne chasse le flux créateur défini par l'émission de salaires, opération qui se situe sur le marché des facteurs de production. Notons donc que l'émission des salaires n'inclut aucun achat de produit dès lors qu'elle ne se « nourrit » d'aucun profit préalable ; mais dès que c'est la dépense d'un profit qui finance, pour les entreprises (et non pour la macroéconomie), le versement de salaires, ce paiement est composite car il est défini par un achat sur le marché des produits *contenu* dans un achat équivalent sur le marché des facteurs de production.

Représentons par des flèches les flux créateurs de revenu (salaires) dans la période 2, les opérations effectuées sur le marché des facteurs de production étant figurées en noir alors que les achats du marché des produits sont représentés en rouge. La flèche de la création du nouveau revenu de p2, dont la valeur est de 100, contient une flèche de valeur moitié moindre, dénotant la dépense de profits sur le marché des produits.

*Dépense d'un profit de 50 uv, sur le marché des produits,
compris dans la création de revenus (salaires) de 100 uv*



Seule la monnaie immatérielle (faite de pures écritures numériques dans les banques) permet les inclusions du type que nous venons de représenter. Si la monnaie était matérielle, elle serait déjà pourvue d'une teneur en or ou en argent. Comme la monnaie est bancaire, sa teneur, d'abord nulle, est définie par le produit qui est intégré en elle. Nous savons déjà que le produit ainsi injecté dans la monnaie en est aussitôt retiré en tout état de cause : le produit prend ainsi dans l'espace d'un instant la forme numérique de la monnaie ; dès lors il est lui-même un nombre, en sa forme, jusqu'à son écoulement final, dans lequel il devient une collection de valeurs d'usages de nouveau hétéroclites et incommensurables. Au moment des achats finals, le produit est réintroduit dans la forme des salaires monétaires ; de nouveau dans l'espace d'un instant, car il en est aussitôt retiré pour être précisément écoulé dans l'avoir de ses acheteurs. Revenons à notre sujet strict, analyse des profits : en p2 des biens-salaires provenant de la période 1 sont en attente d'être écoulés ; c'est obligé puisque la formation d'un profit de 50 uv en p1 vaut épargne forcée de biens-salaires équivalents ; ces biens épargnés en p1 se substituent aux biens nouvellement produits par les travailleurs que les entreprises paient avec leur profit ; les entreprises obtiennent ainsi le nouveau produit des travailleurs, biens-profits fabriqués en p2. Au total, le produit disponible en p2 pour les ménages est de 100 uv, à savoir les biens-salaires de 50 uv épargnés par la formation d'un profit équivalent en p1 et les biens-salaires produits par les travailleurs dont les 50 uv de salaires sont versés ex nihilo dans la période 2.

L'enseignement fondamental de l'analyse didactique conduite ci-dessus est que l'émission des salaires peut comprendre, pour tout ou partie, l'achat final d'un produit, qui définit dès lors les biens-profits stricto sensu.

Il résulte de là que la production de biens pour les entreprises ne peut dépasser en moyenne la moitié de la production nationale.

En effet, le maximum du profit, en proportion du produit national, est atteint quand l'émission des salaires comprend une dépense équivalente de profits. Dans ce cas, le produit est divisé en deux parts égales, salaires réels et profits réels.

Soit maintenant l'analyse pure du profit.

2. Preuve analytique du fait que les biens-profits sont achetés dans une opération complexe, composée d'un achat de produit compris dans un versement de salaires

1. Notons tout de suite que le profit peut être formé et dépensé dans une seule et même période, d'un mois par exemple. Le schéma selon lequel le profit formé dans une période 1 est dépensé ultérieurement, dans une période 2, est donc purement didactique.

3. Ainsi la logique ne s'oppose-t-elle pas à la dépense dès la période 1 du profit de 50 uv formé dans cette période.

4. Supposons que l'ensemble des entreprises prévoie au début de p1 la valeur du profit qui se formera couramment. En conséquence les entreprises font produire des biens pour les ménages à hauteur de 50 uv et des biens pour eux-mêmes pour le complément.

5. Ce clivage recouvre parfaitement la distinction des biens de consommation et des biens d'investissement (biens- profits). C'est encore à Keynes que nous devons cette information précieuse : tout bien qui est l'objet d'un achat final de la part d'un ménage ou de l'ensemble des ménages est un bien de consommation ou, identiquement, un bien-salaire : a contrario, tout bien, objet des achats finals des entreprises est un bien-profit ou, identiquement, un bien d'investissement.

6. Une grave erreur d'analyse est ainsi évitée immédiatement ; les économistes qui ignorent encore l'apport de Keynes, notamment les spécialistes de la microéconomie, cherchent à définir les deux catégories de biens en décrivant leurs caractéristiques physiques. Une machine serait ainsi par nature un bien d'investissement alors qu'un crayon serait un bien de consommation. Mais cette classification est vague et incertaine : l'achat d'un crayon par une entreprise est un investissement car le crayon est alors un moyen de production ; d'autre part, l'achat d'une machine par un ménage (par exemple un instrument à couper du jambon) est une consommation car la machine est alors au service des repas et non de la production des ménages.

7. La distinction des biens selon leur degré de « durabilité » est un critère tout aussi peu exact. Il importe peu qu'une automobile soit construite pour durer pendant dix ans d'une utilisation intense ; elle n'est pas pour autant un bien-capital dès lors qu'elle est achetée par un ménage. Un outil technologique dont la durée d'exploitation est très courte n'est pas pour cela un bien de consommation : il est au contraire un capital dès qu'il a été l'objet d'un achat final payé par une entreprise.

8. La classification proposée par Keynes repose sur un critère dont la définition scientifique et l'exactitude sont parfaites. On s'imagine le plus souvent que les achats finals sont effectués sur le marché des produits proprement dit, qui connaît des opérations postérieures à la formation des revenus correspondants. Tout revenu serait d'abord formé sur le marché des facteurs de production ou des services producteurs pour être porté ultérieurement sur le marché des produits afin d'y être (éventuellement) converti en biens réels. Cette idée selon laquelle les opérations des deux marchés se suivent en une diachronie et ne sont jamais synchrones remonte aux économistes classique et néoclassique. Citons Walras à cet égard (toujours en anglais dans l'édition définitive de Jaffé). « The second market is the products market... For every product a price is cried in terms of the numéraire and in accordance with the mechanism of free competition.. The current price of each product is the one at which effective demand equals effective offer (p. 223). » On le voit, pour Walras les opérations à conclure sur le deuxième marché viennent effectivement après la production qui apporte les biens qu'il s'agit d'échanger entre eux à des prix que l'économie doit déterminer. C'est curieux car, d'après l'auteur, les biens produits parviennent « sans prix » au marché des biens, comme si le coût de production des biens n'était pas déjà un prix en bonne et due forme. On sait bien pourtant que, selon le vocabulaire de Joan Robinson, une rente positive de consommateur se dégage dans la mesure où les prix de vente des biens sont inférieurs à leurs coûts de production ; la rente des entreprises, leur profit, se forme dans le cas inverse, les prix de vente étant supérieurs aux coûts de production. Afin d'être adéquate aux faits, la pensée doit donc considérer comme un tout indivisible les opérations qui sont effectuées sur les deux marchés. Le prix des services producteurs est le coût de leur produit et le coût du produit définit le prix de ses services producteurs. Les deux marchés sont ainsi imbriqués l'un dans l'autre.

La conséquence en est qu'il est formellement impossible d'attribuer tous les achats finals effectués sur le marché des produits aux seuls ménages ; il est pareillement illogique d'attribuer aux entreprises tous les achats opérés sur le marché des services producteurs ou des facteurs de production.

9. En réalité, tout achat constaté sur le marché des facteurs de production est le fait d'une entreprise mais, dès lors que cette transaction comprend l'achat d'un produit, elle définit un achat qui est conclu par la même entreprise - et non par des ménages.

10. La dépense définitive du profit qui reste la propriété des entreprises a toujours lieu par la méthode que nous venons de décrire : elle signifie l'achat d'une production et, par voie de conséquence, du produit de cette activité.

11. La conclusion en est fort intéressante car il en résulte que tout profit qui est l'objet d'une dépense finale est investi dans l'entreprises même où il s'est formé.

12. Il est sans doute nécessaire d'expliquer davantage la proposition du §11 ; faisons-le. Toute dépense effectuée d'une entreprise à une autre entreprise est par définition une dépense « interindustrielle » et toute dépense de ce type est à somme nulle pour l'ensemble des entreprises. Le profit ne peut donc être soumis à une dépense macroéconomique - dépense positive de l'ensemble des entreprises - que s'il permet à l'entreprise qui en est titulaire d'acheter pour son propre compte une partie de la production que les travailleurs effectuent pour elle ; la partie

complémentaire de la production reste « libre », car elle n'est pas vendue par les salariés.

13. Les dépenses interindustrielles font partie de la circulation du capital ; une entreprise achète par exemple du coton à une autre entreprise afin de le transformer en drap : les dépenses de ce type ne définissent la conversion d'aucun profit monétaire en un profit réel.

14. Admettons que la production de la période 1, d'une valeur totale de 100 unités, soit achetée pour moitié par l'ensemble des entreprises ; cet achat est la conversion d'un profit monétaire de 50 uv (50 unités de salaire étant « captés » par les entreprises) en un profit réel, biens d'investissement, équivalent.

15. On pense d'abord que seuls peuvent être convertis dans une période les profits monétaires formés antérieurement, dans des périodes précédentes.

16. Il n'en est rien car le profit qui est converti en biens réels dans la période 1 peut fort bien s'être formé dans cette période même. Dans ce cas, le déroulement des opérations est celui-ci : les entreprises prévoient au début de p1 qu'elles feront un profit de 50 uv dans cette période ; en conséquence elles emploient la moitié de l'activité des travailleurs pour la production de biens-capitaux ou de biens-profits ; dans leurs dépenses, les ménages achètent finalement l'autre moitié du produit, formé de biens de consommation, au prix de 100 uv pour une valeur de 50 unités. Les prévisions de profit des entreprises sont ainsi parfaitement réalisées et l'analyse conclut qu'elles ont acheté la moitié de l'activité de production des travailleurs, l'autre moitié de leur activité demeurant invendue. L'achat de la moitié de la production - de l'acte de produire - par les entreprises vaut dépense de leur profit de 50 uv formé en p1 ; cette dépense leur apporte la propriété des biens d'investissement, objet de la production par elles achetée ; c'est certain selon l'adage « qui achète une production devient propriétaire de son résultat, le produit ».

17. L'analyse du paragraphe précédent peut être assortie d'une grave erreur qui survient presque naturellement : elle consiste à dire qu'il suffit que l'ensemble des entreprises décide de produire dans une période des biens d'investissement, pour que les ménages soient forcés de les payer aux entreprises. Reprenons notre exemple ; si les ménages obtiennent 100 unités de salaires moitié pour la production de biens de consommation et moitié pour la production de biens de consommation, il est certain qu'ils ne peuvent dépenser leurs revenus que pour l'achat des biens de consommation ; les ménages seraient ainsi obligés de dépenser 100 uv pour l'achat de biens d'une valeur de 50 unités ; le profit se formerait en quelque sorte automatiquement, mécaniquement, les prévisions de revenu net des entreprises ne pouvant en aucun cas être déjouées. Ce raisonnement est complètement faux. C'est qu'il omet de tenir compte du troisième marché ou du marché financier. Les ménages sont toujours entièrement libres de dépenser une partie de leurs revenus pour l'achat de titres financiers ; il n'existe donc aucun mécanisme qui les obligerait à dépenser la totalité de leurs revenus sur le marché des produits. Si ce mécanisme existait, alors les profits se réaliseraient nécessairement d'après les prévisions des entreprises ; comme ce n'est nullement le cas, il n'est absolument pas certain que les ménages consentiront à acheter la moitié du produit de la période considérée au prix englobant le coût de production des biens d'investissement. Les prévisions des entreprises sont donc soumises à sanction : elles peuvent être erronées. Dans notre

exemple, ce n'est que si les ménages achètent effectivement pour 50 de biens (de consommation) au prix de 100, que le profit qui se forme est égal à 50 uv ; si les ménages achètent seulement pour 30 de biens au prix de 60 unités de monnaie, le complément de leurs revenus étant placé en titres financiers, les entreprises ne recueillent qu'un profit de 30 uv.

18. On aura compris que l'unité organique formée par les deux marchés, de facteur de production et de produits, implique la rétroactivité des achats finals exercés sur le marché des produits car ces achats apportent ipso facto une interprétation des opérations conclues sur le marché des facteurs de production. Afin de saisir cet effet rétroactif, il faut se donner face à face la production d'une période et le produit qui en est le résultat. Dans la mesure exacte où les achats effectués par les ménages dégagent un profit monétaire pour les entreprises, on sait que l'émission des salaires de cette période (chronologiquement antérieure) signifie nécessairement un achat par les firmes de l'activité productrice des travailleurs.

3. *Autre preuve analytique du fait que les biens-profits sont achetés dans une opération complexe, composée d'un achat de produit compris dans un versement de salaires*

1. L'argumentation que nous allons présenter maintenant est plus simple tout en étant aussi rigoureuse que les développements précédents et son pouvoir d'explication est sans doute plus grand. Il s'agit d'examiner les prêts qui sont consentis aux ménages par l'intermédiation (financière) des banques. S'il est démontré que les ménages ne peuvent acheter leur propre produit que moyennant une mesure positive d'emprunt, valide pour leur ensemble, nous tiendrons une autre preuve et une autre explication de l'existence de profits positifs dans la macroéconomie nationale.

*Les profits monétaires sont, comme tout revenu,
des dépôts ; les dépôts sont prêtés par les banques ;
le prêt des profits est un grave dysfonctionnement*

1. Les profits sont monétisés comme tout revenu

1. Si le profit (P) s'ajoutait aux salaires (S), le revenu national serait $S + P$ - comme $v + pl$ chez Marx - et le problème se poserait de savoir si le profit est monétisé, comme le sont les salaires. En fait, P ne serait pas monétisé car seuls les coûts de production le sont. Mais, nous l'avons montré, les profits font partie des salaires en ce double sens que la formation des profits est une dépense de salaire et que la dépense des profits est une formation de salaires. Dès lors que les salaires et, d'une façon générale, tout le revenu, salarial ou non salarial, des ménages, sont monétisés, le profit l'est nécessairement de son côté.

2. Une autre preuve établit que le profit est monétisé ; nous la connaissons déjà : la dépense du profit peut intervenir avant sa formation, par avance : c'est le cas quand une entreprise produit pour elle-même en achetant une partie de l'activité productrice des travailleurs qu'elle emploie ; dans cette mesure l'émission des salaires comprend alors l'achat du produit des salariés ; c'est la dépense d'un profit ; la formation du profit correspond à lieu au moment où les ménages achètent les biens-salaires au prix total de ces biens ET des biens d'investissement. On constate

ainsi que la monétisation des profits signifie simplement le paiement en monnaie du salaire des travailleurs dont l'activité est achetée par les entreprises. Dès lors que tous les salaires sont payés en monnaie, dans les deux secteurs de l'économie, produisant pour la consommation et pour l'investissement, il est donc certain que les profits sont monétisés.

3. Si, à la différence des salaires, les profits n'étaient pas monétisés, on pourrait craindre que l'économie nationale ne disposât pas d'un revenu suffisant pour l'achat final de tous les biens, y compris les biens-profits. Mais comme la création monétaire s'étend à la formation et à la dépense des profits, la somme des revenus est suffisante car elle englobe à la fois les biens d'investissement I et les biens de consommation C, de telle sorte que l'équation $R = C + I$ est vérifiée en monnaie.

4. On ne saurait évidemment parler de dysfonctionnement au sujet de la monétisation des profits car il est tout à fait « normal » que l'équation monétaire $R = C + I$ soit vérifiée.

2. Les profits sont des dépôts bancaires ; ces dépôts ne disparaissent pas avec les profits qui les ont fait naître

1. Soit l'exemple de l'ensemble des entreprises employant en p1 les travailleurs qui produisent des biens d'une valeur de 100, étant entendu que le profit formé et dépensé (ou dépensé et formé) dans cette période est de la moitié du produit national. On constate que les ménages, qui obtiennent en salaires la totalité du revenu macroéconomique, en perdent ainsi la moitié au profit des entreprises. Les salaires déposés avant cette répartition sont de 100 uv ; les salaires déposés dans les banques après formation des profits sont de 50 uv ; la différence définit le dépôt dans les banques de 50 uv en profits.

Représentons dans un compte en T le transfert de la moitié du revenu national des ménages aux entreprises.

banques	
actif	passif
ent. 100	mén. 100
mén. 50	ent. 50
produit 100	rev. m. 50 profits 50

Comme l'enseignent la théorie et l'observation des faits, les profits sont des salaires captés par les entreprises ; dans la mesure des salaires qu'elles perçoivent sans donner de contrepartie en produit, les entreprises disposent à la place des ménages de revenus salariaux créés par la production nationale. Des profits sont alors déposés en banque en lieu de place des salaires dont ils sont dérivés. Dans notre exemple, le revenu national est déposé dans les banques à raison de 50 uv en salaires et de 50 uv en profits.

2. Le retrait des salaires par leurs titulaires, les facteurs de production ou leurs ayants-droit, vendeurs de titres financiers, fait définitivement disparaître les dépôts

bancaires correspondants, qui sont effacés une fois pour toutes par l'effet d'une compensation d'écritures bancaires.

3. *Le retrait des profits par les entreprises n'a pas pour effet d'effacer les dépôts bancaires correspondants.* Il est important de comprendre la raison pour laquelle les dépôts de profit subsistent alors que les profits ont disparu par leur dépense.

Apportons la démonstration requise en deux volets qui reprennent la distinction de la preuve didactique et de la preuve analytique de l'existence de profits macroéconomiques.

Notons bien qu'il n'est pas question de démontrer que les profits renaissent de leurs dépenses ; dans son fameux « widow's cruse » du Traité, Keynes pensait qu'il en est ainsi ; en réalité les profits, comme tout revenu, disparaissent dans leurs dépenses, qui sont à juste titre dites finales. L'objet de la démonstration est le dépôt et non le profit. Concernant les salaires, les dépôts disparaissent en même temps que les salaires ; mais s'agissant des profits, les dépôts subsistent, indéfiniment, alors même que leur définition initiale est le dépôt de profits qui sont dépensés.

4. *Preuve didactique* du fait que les dépôts formés par les profits subsistent après la dépense des profits

Un profit de 50 unités de monnaie se forme dans la période 1 ; ce profit est maintenu en dépôt jusque dans la période 2 par les entreprises qui en sont les titulaires. Dans la période 2 les nouveaux revenus de ménage sont de 100 unités de salaires ; les dépenses finales de p2 se montent à 150 unités de valeur, y compris la dépense des profits formés en p1. Les biens de p2 vendus sur le marché des produits proprio sensu (donc sans compter les ventes de produits comprises dans des paiements de salaire) ont une valeur de 50 unités ; il convient de leur ajouter les biens qui ont été épargnés en p1 du fait de la formation d'un profit ; la totalité des biens disponibles sur le marché des produits en p2 est donc d'une valeur de 100 unités ; comme les dépenses finales correspondantes se montent à 150 unités de valeur, un dépôt de 50 unités de monnaie reste présent dans les banques. La preuve est ainsi faite que la dépense des profits de 50 uv laisse subsister un dépôt équivalent dans les banques.

5. *Preuve analytique* de la pérennité du fait que la dépense des profits ne signifie pas la destruction des dépôts bancaires correspondants

Nous situons maintenant la dépense du profit dans la période même de sa formation, par exemple en p1. Supposons que les prévisions de profit des entreprises soient correctes. Comme les profits sont dépensés par un flux inclus dans les émissions de salaires, les revenus des ménages, 100 uv, sont diminués de 50 uv ; expliquons encore une fois ce fait : puisque les prévisions de profit des entreprises sont exactes, par hypothèse, les ménages n'obtiennent finalement pour eux-mêmes, en conversion de la totalité de leurs revenus monétaires, que la moitié de leur produit de la période 1 ; comme la valeur de ce produit est de 100 unités, les revenus des ménages se réduisent finalement à 50 uv, les 50 uv complémentaires étant le profit réel des entreprises. Nous tenons maintenant les éléments de la preuve recherchée : la moitié du produit courant est déjà achetée dans l'émission des salaires ; l'autre moitié de ce produit, d'une valeur de 50 unités, est achetée par les ménages qui dépensent pour cela leur revenu de 100 unités de monnaie ; la dépense de leurs revenus de 100 unités de monnaie signifie donc la destruction de

dépôts de 50 unités de monnaie seulement, le complément des dépôts, 50 unités de monnaie, était préservé. C'est la preuve que les dépôts correspondants aux profits ne sont pas effacés par la dépense des profits. Cette conclusion tient bon, bien qu'il soit vrai que les entreprises ayant déjà dépensé leurs profits à l'intérieur des versements de salaire ne peuvent pas les obtenir une deuxième fois sur le marché des produits proprio sensu : puisque l'avance des profits peut ainsi être remboursée par les entreprises, on tient une preuve supplémentaire du fait que la dépense des profits n'entame pas les dépôts bancaires : en effet, un dépôt ne peut être restitué que s'il existe encore.

6. Dernière preuve, plus simple

Décontractons l'ensemble des entreprises en E1 et en E2 ; supposons que l'entreprise 1 perçoive un profit de x unités de monnaie. La formation de ce profit signifie que l'entreprise 2 ne peut pas écouler la totalité de son produit car x unités de dépense manquent à cet effet ; le produit de x unités de valeur que l'entreprise 2 ne peut écouler tout de suite pourra l'être après que l'entreprise 1 aura converti son profit en salaires ; x unités de salaires d'abord épongées par E1 seront alors de nouveau disponibles sur le marché des produits, si bien que E2 pourra écouler la partie de son produit qui était restée en attente. Les salaires émis par E1 par la conversion de son profit ne manqueront pas à l'écoulement des biens de cette entreprise car elle achète elle-même, sans les déverser sur le marché des produits proprio sensu, les biens d'investissement qui sont la forme finale, réelle, de son profit initialement monétaire. A présent, il est immédiatement visible que le profit perçu par l'entreprise 1 existe en un dépôt bancaire. On voit tout aussi clairement que la dépense du profit perpétue ce dépôt, qui se retrouve chez les salariés. A contrario, la dépense de tout dépôt de salaire efface non seulement le salaire déposé mais également le dépôt correspondant. A l'égard des salaires et des profits, la règle sans exception est faite des deux volets suivants :

- . les salaires sont l'effet du paiement de coûts de production ; la dépense des salaires définit donc la couverture de coûts ; et couvrir un coût monétaire c'est effacer un dépôt monétaire équivalent ;

- . les profits sont définis au-delà des coûts de production ; la dépense des profits ne définit la couverture d'aucun coût ; ainsi les profits dépensés, qui ne sont plus des profits, restent-ils des dépôts : dans l'exemple présent, les dépôts de profits deviennent ou redeviennent des dépôts de salaires.

Les dépôts suscités par la formation des profits sont, comme tout autre dépôt, prêtés par les banques : les prêts de ce type caractérisent le régime du capitalisme dans son aspect négatif ou pathologique

1. Dernière conception, moderne, de l'état rude de la macroéconomie

1. Une macroéconomie dans laquelle on vérifie les deux points suivants ne peut être que parfaitement saine :

- . toute dépense de l'ensemble des entreprises en faveur de l'ensemble des ménages est exclusivement une création de revenu ; autrement dit, aucun achat de produit n'est compris dans les formations de revenus ;

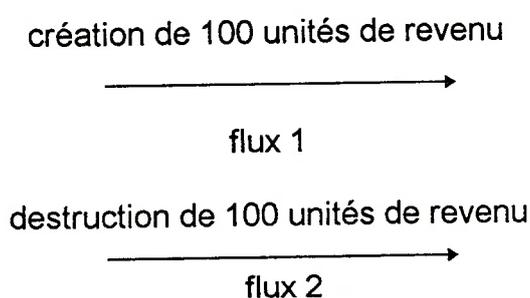
- . toute dépense de l'ensemble des ménages en faveur de l'ensemble des entreprises est exclusivement une destruction de revenu ; en d'autres termes, aucune dépense de revenu des ménages ne se prolonge dans une formation de revenu des ménages.

entreprises

2. Le critère double que nous venons d'énoncer, définition d'une macroéconomie parfaitement équilibrée, peut être, sans perte de rigueur, allégé de la façon suivante : il est admissible qu'un achat de produit soit compris dans une formation de revenu ; il est également permis qu'une formation de revenu soit le prolongement d'une dépense sur le marché des produits, pourvu que ces deux cas de sens contraire se compensent mutuellement.

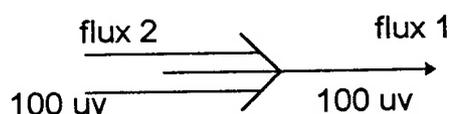
3. Il importe de clarifier l'analyse du §2. Faisons-le à l'aide de deux schémas. Une flèche vide dénote la formation du revenu de p_1 , par exemple ; une flèche pleine représente la destruction de ce revenu. Dès lors, les deux schémas ci-dessous correspondent l'un et l'autre à une macroéconomie parfaitement saine.

schéma 1, acception stricte du critère de « normalité »



On ne constate aucune présence du flux 2 dans le flux 1. Cela signifie que les entreprises n'achètent aucune fraction de l'activité productrice des travailleurs : en un mot, les profits (non redistribués) sont nuls.

schéma 2, acception large du critère de normalité



Cette fois, la réalité représentée comporte la destruction d'un revenu de 50 uv comprise dans la formation d'un revenu de 100 uv. Dans ces conditions, on vérifie néanmoins la stricte équivalence - et c'est cela qui importe - en unités de monnaie, entre les dépenses qui créent et les dépenses qui détruisent le revenu national. Le critère selon lequel le capitalisme ne peut comporter aucun vice général est donc celui-ci : l'existence de profits positifs ne doit conduire à aucune création supplémentaire de revenus monétaires.

4. Il est certain qu'une économie qui vérifie ces deux points n'est pas rude en ce sens qu'elle serait pré-capitaliste ; mais elle correspond à la neutralité du capital, dont l'existence ne crée alors aucun déséquilibre : c'est en ce sens que nous la qualifions de « rude » car elle est tout aussi exempte de toute pathologie macroéconomique qu'une économie nationale dépourvue de capital.

5. Dans cet état sain, que l'on peut qualifier aussi bien de post-capitaliste que de pré-capitaliste, aucun dépôt ne se forme dans la macroéconomie par la production sans que la consommation le détruise au moment des achats finals.

6. Dans l'exemple que nous avons appliqué, 100 unités de revenu sont créés par la production de chaque période, 1 et 2. En chacune de ces périodes, les dépôts ainsi créés disparaissent totalement dans l'écoulement final de son produit.

7. Notons, car c'est d'une importance cruciale, que le profit peut être positif dans ces périodes, et même en chacune d'entre elles, sans que l'équivalence des créations et des destructions de revenu soit infirmée.

8. Illustrons le point précédent (§7), la formation du profit étant égale à la moitié de la production de chaque période, 1 et 2. Si les profits déposés ne suscitent pas la moindre création de revenu supplémentaire, on vérifie le critère de normalité puisque, en p1 et en p2, la demande globale, *en termes monétaires*, est alors de 100 unités, exactement égale à la valeur monétaire des unités de salaires créées par la production.

2. Dernière conception, moderne, de l'état avancé de la macroéconomie

1. Dans les macroéconomies concrètes, le capital n'est pas neutre. Nous en connaissons maintenant la raison précise : c'est que dans le capitalisme tel qu'il existe, la demande globale est augmentée du montant monétaire des profits de chaque période.

2. En p2 comme en p1, le profit est de 50 uv : il en résulte que la demande globale est en chacune de ces périodes portée de 50 unités de monnaie au-dessus des revenus créés par la production. A un revenu de 100 unités de salaires s'ajoute à chaque fois le prêt d'un dépôt de 50 unités de monnaie, prêt des dépôts formés par les profits, si bien que le produit total de p2, comme celui de p1, est écoulé au prix de 150 um au lieu de l'être au prix de 100 um, comme ce serait le cas si la macroéconomie répondait au critère de normalité.

3. Nous venons de déceler la seule origine formellement possible d'une différence en termes d'unités de monnaie entre la demande globale (augmentée du prêt des profits) et l'offre globale, définie par le coût salarial de la production. Cette différence positive est le fondement de toute explication valide de l'inflation et du chômage.

4. Le cours, malheureusement tronqué, de ce semestre doit s'achever ici (pour être continué au semestre suivant). En conclusion, montrons encore que l'analyse du prêt des dépôts constitués par les profits permet d'étudier le capitalisme par un autre biais. Par cette autre voie, nous pouvons notamment établir de nouveau le fait que le profit (non redistribué) ne peut dépasser la moitié du produit national.

5. Supposons que le profit d'une période, px, soit égal à la totalité de son produit de 100 uv. Dans ce cas, la création de revenu de px se monte à 100 unités au titre des coûts de production et à 100 unités supplémentaires (revenu purement nominal ou monétaire) au titre du prêt des profits. Ne nous intéressons pas ici au prix de vente du produit de px. Ce qui doit retenir notre attention ici c'est le fait que les entreprises obtiennent leur profit en unités de monnaie. Elles l'obtiendraient au contraire directement en biens d'investissement si le critère de normalité du capitalisme était respecté, les dépôts de profit ne donnant lieu à aucune création supplémentaire de

revenus. Dans l'état imparfait où le capitalisme se trouve aujourd'hui, la question se pose concrètement de savoir comment les entreprises dépensent leurs profits *monétaires*. Elles ne peuvent le dépenser que sur le marché des facteurs de production, par l'achat d'une partie équivalente de l'activité productrice de l'économie nationale.

6. Nous aboutissons ainsi à une véritable loi : le profit de 100 unités de monnaie formé en px est dépensé dans les périodes suivantes pour l'achat de productions - et non, directement, de produits - effectué par les entreprises ; cet achat, conversion de profits monétaires en profits réels, ne peut apporter aucun nouveau profit aux entreprises, qui paient les productions à leurs coûts exacts. Ainsi, bien que le profit de px soit par hypothèse égal à la totalité du produit de cette période, à mesure que ce profit est dépensé, il l'est forcément sur le marché des facteurs de production, dont les « acteurs » reçoivent ainsi des salaires réels équivalents. C'est donc démontré : autant des profits, autant de salaires.

(fin)